

- Document thématique - Novembre 2010 -

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

*Revoyons le
développement*



DU 3 AU 13 NOVEMBRE 2010

*activités culturelles, animation - jeunesse,
conférences, débats, invités internationaux.*

Document thématique préparé dans le cadre des
Journées québécoises de la solidarité internationale 2010

Recherche et rédaction	Arianne Cardinal
Comité de lecture	Gerardo Aique, Entraide missionnaire (EMI) Hélène Gobeil, Développement et Paix Erika Salem, Médecins aux pieds nus Suzanne Commend, Gervais L'Heureux, Julie Martineau, Amélie Nguyen, Lise Pomerleau (AQOCI)
Infographie et mise en page	D Communication graphique
Illustration de la page couverture	D Communication graphique

Ce document thématique s'inscrit dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, mises sur pied par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et appuyées par le ministère des Relations internationales du Québec (MRI)

Nous tenons à remercier particulièrement les membres du comité de lecture pour leur implication dans la réalisation de ce document.

Les analyses contenues dans ce document n'engagent que l'AQOCI.

Août 2010

Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI
1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (Québec) H2L 1L3

Téléphone : 514-871-1086
www.aqoci.qc.ca

**Relations
internationales**
Québec 



TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	p. 7
POUR S'ORIENTER...	p. 10
INTRODUCTION	p. 11

VOIR LA RÉALITÉ TELLE QU'ELLE EST

I. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET SES CONTRADICTIONS	p. 12
1.1 Qui fait quoi? Les acteurs de l'aide	p. 13
A. Les pays donateurs	p. 14
B. Les institutions financières internationales	p. 15
C. Les pays bénéficiaires	p. 15
D. Les fondations privées	p. 16
E. La société civile	p. 16
1.2 Pour comprendre l'aide actuelle, un peu d'histoire	p. 17
A. Les années 50 et 60 : optimisme et modernisation	p. 18
B. Les années 70 : désenchantement, vifs débats et premières approches critiques	p. 19
C. Les années 80 : consensus et fin des débats, la décennie perdue	p. 20
D. Les années 90 et 2000 : développement humain, lutte à la pauvreté et idéologie gestionnaire	p. 21
1.3 Les débats récents entourant l'aide	p. 22
A. Efficacité ou dépolitisation?	p. 22
B. Donner d'une main pour reprendre de l'autre : un manque de cohérence?	p. 23
C. Donner plus ou prendre moins?	p. 24
D. Les limites des Objectifs du Millénaire pour le Développement	p. 26
1.4 Au-delà de l'aide, repenser le développement	p. 26

S'ARRÊTER, PRENDRE DU REcul, RÉFLÉCHIR

II. LA REMISE EN QUESTION DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DOMINANT	p. 28
2.1 Une nébuleuse critique	p. 28
A. Des dimensions transversales	p. 29
B. Des critiques communes	p. 29
2.2 Quelques courants critiques éclairants	p. 30
A. L'ethnodéveloppement	p. 30
B. L'écoféminisme	p. 34
C. Le post-développement et la décroissance	p. 39
2.3 Que retient-on de ces courants, pour repenser le développement?	p. 45
A. Le renversement du concept d'aide ou L'Afrique au secours de l'Occident	p. 45
B. Le retour à l'échelle locale	p. 46
C. La diversité des initiatives	p. 46
D. L'autonomie des communautés	p. 46
E. Solidarité et complémentarité des initiatives	p. 46

SE PERMETTRE D'IMAGINER ET DE CRÉER

III. LES ALTERNATIVES AU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DOMINANT	p. 47
3.1 S'inspirer des mouvements sociaux déjà en marche	p. 47
A. Via Campesina	p. 48
B. Le « Bien vivre »	p. 49
C. La tendance des écovillages	p. 50
Portrait : Nicole Fafard et TerraVie	p. 52
D. Les systèmes d'échange local	p. 54
Portrait : Michel Gaudreault et SEL BECS	p. 55
E. Le mouvement Slow Food et ses dérivés	p. 57
Portrait : Gabriel Riel-Salvatore et Slow Food Montréal	p. 58
F. Simplicité volontaire, décroissance et Transition Towns	p. 60
Portrait : Serge Mongeau, de la simplicité volontaire à la décroissance	p. 61
3.2 Agir sur 4 fronts	p. 64
A. Déconstruire le développement : S'informer, réévaluer et refuser	p. 64
B. Relocaliser	p. 66
C. Aller apprendre plutôt que montrer	p. 68
D. Appuyer des initiatives qui réinventent le développement ou la coopération internationale	p. 70
Tableau résumé des actions concrètes	p. 72
CONCLUSION	p. 75
ANNEXES	p. 77
ANNEXE 1 : INDEX	p. 78
ANNEXE 2 : RÉFÉRENCES	p. 79
ANNEXE 3 : POUR EN SAVOIR PLUS	p. 81



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

AU CARREFOUR DES CRISES : LE DÉVELOPPEMENT

Crise environnementale, crise alimentaire, crise financière et économique etc. Les crises multiples que nous connaissons nous forcent à réfléchir à la notion de développement, car le développement est au carrefour de ces crises. Des gens de différents domaines sont d'accord sur une idée qui fait consensus : nous devons repenser le développement. C'est dans cette perspective que s'inscrit ce document, afin d'inclure les Québécoises et Québécois dans un débat qui les concerne, tout autant que les citoyens des pays du Sud et les acteurs du domaine de la coopération internationale.

LA CRISE DU DÉVELOPPEMENT

Après 60 ans d'aide au développement, la pauvreté et les inégalités mondiales n'ont pas diminué. Pire, plus d'une cinquantaine de pays sont plus pauvres aujourd'hui qu'il n'y a vingt ans, alors que le revenu mondial total a augmenté annuellement. Force est donc de constater l'échec de l'aide au développement. Heureusement, comme n'importe quelle crise, ce que certains ont appelé la « crise du développement » peut aussi être salvatrice. Elle peut être une opportunité pour prendre du recul, observer, questionner et changer nos croyances et nos vieilles habitudes et ainsi trouver un nouveau sens à nos actions. Des penseurs du Sud et du Nord sont demeurés vigilants et leur message reste plus pertinent que jamais.

AU-DELÀ DE L'AIDE, REPENSER LE DÉVELOPPEMENT

Le système de l'aide internationale, avec tous les acteurs qui le composent, est très complexe. Il est aussi truffé d'ambiguïtés, alors que les intérêts de chacun sont différents et que tous les acteurs n'ont pas le même niveau de pouvoir. Les débats récents sur l'aide ont pour but de rendre l'aide plus efficace et tournent autour d'une logique gestionnaire. Mais au fond, l'efficacité de l'aide n'est pas le vrai problème. Une des raisons qui font que l'aide n'a pas réussi, c'est qu'on récupère les mêmes recettes qui sont inspirées des mêmes théories classiques, alors que le système économique continue de favoriser les économies des pays riches. Ainsi, on cherche ce qui bloque mais au mauvais endroit. Ce sont les idées dominantes quant au développement qui doivent plutôt être examinées et on se rend alors compte qu'un seul modèle de développement est et a été dominant. Ce modèle, il récupère les idées de l'école de la modernisation, qui estime que les pays du Sud sont en retard et doivent être aidés pour atteindre le niveau de confort et de développement de celui des sociétés occidentales, par la modernisation de leurs institutions, leurs connaissances, leurs pratiques et leurs valeurs traditionnelles. Ainsi, s'il faut repenser le développement, c'est bien en commençant par remettre en cause ce modèle dominant.

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT OCCIDENTAL, BASÉ SUR LE CULTES DE LA CROISSANCE ET DESTRUCTEUR

Le modèle de développement dominant est remis en cause par une majorité de critiques qui proviennent de différents courants (en l'occurrence l'écoféminisme, l'ethnodéveloppement, le post-développement et la décroissance), mais qui s'entendent sur trois critiques principales. D'abord, ce modèle n'a pas créé ce qu'il a promis, soit l'amélioration des conditions de vie, la diminution des inégalités et de la pauvreté. Pour les populations bénéficiaires, il a été un maldéveloppement, plus souvent qu'autrement. Ensuite, ce modèle demeure basé sur la primauté de l'économie et sur l'idée de la croissance pour la croissance, alors que celle-ci est génératrice d'inégalités, d'exclusions et de destruction des écosystèmes, tant au Nord qu'au Sud. Enfin, le modèle dominant est surtout critiqué pour son caractère ethnocentrique, car il suppose toujours une supériorité de la civilisation occidentale par rapport à ceux qui doivent se rattraper, pour rejoindre les pays dits « développés ».

DES VOIX DISCORDANTES DU SUD PORTEUSES D'ESPOIR

Le développement comme concept ne fait pas l'unanimité, à l'extérieur de l'Occident. Cette notion, issue de notre culture, n'est pas universelle, car d'autres peuples ne croient pas que leur survie soit dépendante d'une accumulation infinie de biens. La conservation de la biodiversité, l'épanouissement des membres d'une communauté ou la poursuite d'un mode de vie qui leur permet de jouir de la vie sont souvent des buts de société plus importants que celui du développement, tel que nous le concevons. Ainsi, beaucoup d'auteurs critiques, originaires des pays du Sud, revendiquent le droit, pour les communautés du Sud, de choisir le type de développement qu'elles veulent, basé sur leur culture, leurs savoirs locaux, leur identité et leurs valeurs. Ils revendiquent même le droit de refuser le développement. En même temps, ils posent

un regard sur les sociétés occidentales dites « développées » et y voient une pauvreté flagrante. Ces observateurs font donc des propositions tant pour le Nord que le Sud, en suggérant de nouvelles conceptions du monde, de nouvelles façons de vivre autrement, en s'inspirant de la biodiversité et des savoirs traditionnels des communautés du Sud, qui vivent près de la nature ou en situation de subsistance.

POUR ALLER AU-DELÀ DE L'ÈRE DU DÉVELOPPEMENT : LA DÉCROISSANCE

Selon certains, le développement en tant que tel est un terme que l'on doit disséquer. Il y a en effet une différence entre le mythe et la réalité, entre le mythe et le développement réellement mis en œuvre. Pour eux, le développement est un mot toxique, car il est marqué culturellement et fait croire à ce qu'il n'est pas. Il symbolise aussi toute une ère marquée par un projet idéologique, ayant comme effet d'occidentaliser le monde. Pour sortir de l'ère du développement, ils prônent de chercher des alternatives AU développement, et d'imaginer un « au-delà du développement », en observant ceux qui sont déjà en train de le construire, les exclus du développement (les femmes du Sud, les autochtones, les communautés paysannes, les communautés vivant en autosuffisance, les communautés autonomes du Nord). Les alternatives au développement seront d'abord locales, mais seront aussi nécessairement diverses. Cependant, la décroissance apparaît comme un projet global qui pourrait permettre le foisonnement de ces alternatives.

COMMENCER PAR S'AIDER SOI-MÊME: REVENIR À L'ÉCHELLE LOCALE ET APPRENDRE DU SUD

Au Nord, la décroissance veut dire l'abandon du culte de la croissance comme but principal de nos sociétés pour choisir d'abord de s'aider soi-même. En effet, c'est surtout pour retrouver une convivialité et un bien-être que notre société gagnerait à ralentir, relocaliser, redistribuer et restructurer. Bien sûr, la planète et les pays du Sud en bénéficieraient aussi, mais il s'agit d'abord de réinventer ici même le « vivre ensemble ». Pour cela, il s'agit surtout de revenir à une échelle humaine pour l'ensemble des aspects de la vie. Ensuite, nous pourrions énormément apprendre des pays du Sud en matière de communauté, de solidarité, de débrouillardise, d'inventivité, de récupération et de résilience.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX DÉJÀ EN MARCHE

Tant au Sud qu'ici même au Québec, des mouvements sociaux sont déjà en marche et réinventent le développement en pratique. Les écovillages, les systèmes d'échange locaux, le mouvement Slow Food, et le mouvement pour une décroissance conviviale font partie de cette convergence mondiale d'initiatives qui vont vers une relocalisation et d'une décroissance conviviale et qui revalorisent les connaissances et valeurs traditionnelles des communautés du Sud. Ils ne demandent qu'à être mieux connus et à inspirer d'autres citoyens qui sont à la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'une plus grande justice sociale. On peut poser des gestes simples pour contribuer à faire vivre les alternatives au modèle de développement dominant et s'inspirer de ces gens qui vivent l'alternative peut être enrichissant.

REPENSER LE DÉVELOPPEMENT, UN MYTHE À LA FOIS

Repenser le développement, c'est imaginer la société que nous voulons et la créer, sans attendre l'action de nos gouvernements. On peut simultanément refuser le développement que nous ne cautionnons pas et imaginer et créer ce que nous souhaitons comme société, dans une démarche de refus créatif. De plus, repenser le développement, ça commence ici, dans notre quartier. Mais c'est aussi d'abord et avant tout dans la tête que l'on peut tous repenser le développement, en démystifiant des notions que nous tenions peut-être pour acquises, à la lumière de nouvelles informations et en prenant conscience du momentum historique dans lequel nous nous trouvons. Nous sommes aujourd'hui forcés de reconsidérer nos rapports avec la nature et avec nos semblables : voir les gens des pays du Sud d'un autre œil et s'ouvrir à la rencontre interculturelle pour apprendre l'un de l'autre constitueraient un avancement bien plus important que toute l'aide du monde!

POUR S'ORIENTER...



Vous voulez comprendre la situation actuelle, comment fonctionne l'aide au développement depuis quand on en fait
quels sont les débats actuels
quelles idées se sont imposées comme le modèle de développement dominant?

Lisez le 1^{er} chapitre (page 12)



Vous êtes impatients de découvrir des courants critiques rafraîchissants qui défont des mythes, renversent des préjugés et proposent des conceptions alternatives au modèle de développement dominant?

Lisez le 2^e chapitre (page 28)



Vous êtes du type pressé, vous cherchez des mouvements actuels dont vous pourrez vous inspirer et des moyens concrets pour repenser le développement?

Le chapitre 3 est pour vous (page 47)



Évidemment, pour tout comprendre de la thématique et apprécier les alternatives proposées, mieux vaut tout lire!

Laissez-vous guider du début à la fin de ce document, en sachant que nous vous avons gardé le meilleur pour la fin!

INTRODUCTION

À l'heure actuelle, repenser le développement, ça concerne tout le monde, au Nord comme au Sud. Il ne s'agit plus de débats entre experts du développement et de la coopération internationale. Tous peuvent se poser des questions simples et contribuer à « déconstruire » le mythe du développement : Qu'est-ce que le développement? Qu'est-ce que le progrès? Qu'est-ce que nous voulons comme société et qu'est-ce que nous voulons entretenir comme relation avec les pays du Sud? Une relation unidirectionnelle et paternaliste ou une relation d'échange empreinte d'égalité, car nous aussi, nous avons aujourd'hui besoin d'aide?

Le but premier de ce document est de vulgariser ces questions pour que les Québécois s'approprient le débat sur le développement. Ici même, on peut imaginer et créer la société que nous voulons, participant ainsi à un mouvement mondial d'alternatives locales, viables et conviviales au développement tel qu'il l'a été. En effet, s'il y a un modèle de développement dominant, il y a aussi des alternatives, qui mettent en pratique des nouvelles pistes élaborées par des courants critiques du développement, en revenant à l'échelle locale à la décroissance. Ces alternatives sont souvent plus proches et accessibles qu'on ne le croit et elles sont en train d'éclorre un peu partout, car de plus en plus de communautés refusent le cadeau empoisonné du développement. Elles préfèrent conserver ou créer des sociétés basées sur d'autres façons de voir le monde et de vivre ensemble, sans que cela ne s'appelle nécessairement le développement. En les observant, on peut avoir des indices de ce que peut vouloir dire « réinventer le développement ». Mais repenser le développement, ça commence surtout dans la tête. C'est un renversement de ce que nous tenons pour acquis et une ouverture d'esprit pour imaginer d'autres façons de vivre ensemble et avec la nature, et d'établir une autre relation entre l'Occident et le reste du monde.

Les nombreuses crises que nous connaissons — crise environnementale, crise alimentaire, crises financière et économique — nous forcent plus que jamais à questionner ce modèle de développement qui est d'abord le nôtre. Ce modèle, basé sur la croissance infinie, sur l'exploitation des ressources et sur la science comme fruit du progrès, est bel et bien à l'origine de toutes les crises que nous connaissons. Pouvons-nous toujours prétendre que nous avons des choses à montrer au reste de la planète ou devrions-nous nous arrêter et réfléchir avant de continuer à « occidentaliser » le monde tellement nous voulons les aider ... à nous ressembler? Et si les pauvres n'étaient pas si pauvres : s'ils étaient riches d'un savoir qui permettrait à l'humanité de survivre? Une chose est certaine : nous devons repenser le développement.

Le document est organisé en trois parties principales qui correspondent à trois étapes pour repenser le développement :

- Voir la réalité telle qu'elle est : l'aide au développement et ses contradictions.
- S'arrêter, prendre du recul et réfléchir : la remise en question du modèle de développement dominant.
- Se donner le droit d'imaginer et de créer : les alternatives au modèle de développement dominant.



VOIR LA RÉALITÉ TELLE QU'ELLE EST

I. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET SES CONTRADICTIONS

Si j'étais certain qu'on est venu chez moi dans l'intention
avouée de me faire du bien, je fuirais de crainte de subir
une partie du bien qu'on aurait voulu me faire!

Henry David Thoreau
philosophe américain du XIX^e siècle

Comme l'explique l'Iranien Majid Rahnema¹, dans la plupart des religions, la charité nous écarte de la mort. Du moins, elle nous assure une place au paradis. Au Québec, l'influence de l'héritage religieux teinte notre culture et notre relation aux démunis, même si nous avons quitté les églises. Sommes-nous plus généreux ici qu'ailleurs? On ne saurait dire. Mais il est certain que nous sommes sensibles au sort des plus pauvres. Nous nous rappelons que nos ancêtres ont connu une certaine pauvreté et qu'ils ont malgré tout accueilli le quêteux, lui offrant une part du peu qu'ils avaient. La misère, dimension humaine universelle, nous interpelle. Or, il est intéressant de voir que l'aide s'est transformée, dans notre monde moderne et mondialisé. En effet, nous sommes désormais conscients de la misère existant à des kilomètres de chez nous et nous sommes sollicités à donner, par l'intermédiaire d'organisations. Certes, les Québécois sont toujours prêts à donner. On n'a qu'à penser à Haïti, au moment du séisme de janvier 2010, et à l'élan de générosité pour les familles de nos amis d'origine haïtienne. Mais la relation directe et spontanée qui rapprochait notre grand-mère du quêteux en question, deux humains qui se rencontrent, s'est transformée en une intervention planifiée et professionnalisée, définie au moyen de statistiques et d'évaluations : l'aide internationale. Avec le temps, ce qu'on concevait plutôt comme de l'entraide, où le pauvre pouvait quand même apporter quelque chose aux moins pauvres, a laissé place à l'aide. Une aide unidirectionnelle, le plus souvent décidée par des institutions au sommet. Mais cette aide-là, est-elle vraiment un cadeau?

* * *

Quand on parle d'aide internationale, une multitude de termes nous viennent en tête : la coopération, la solidarité, le développement. On a peut-être en tête tous les coopérants, missionnaires des temps modernes. On pense sûrement à toutes les activités outre-mer menées pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres, ou pour offrir un soutien solidaire à ceux qui luttent pour leurs droits. Bref, on utilise un peu tous ces termes pour parler plus ou moins de la même chose, mais il peut être utile de faire quelques nuances pour s'y retrouver.

¹ On retrouvera en annexe une bibliographie de tous les auteurs cités en cours de texte.

D'abord, la coopération², ou coopération internationale, en est venue dans la pratique à être synonyme de l'aide au développement. Or, l'idée de coopération dans son vrai sens se rapproche plutôt de l'idée d'entraide, au sens où on coopère ensemble. La coopération, au niveau international comme entre deux individus, désigne l'option que l'on choisit plutôt que de se faire la guerre. Ainsi, on coopère ensemble vers un but commun. On peut évidemment coopérer sur des enjeux divers, mais dont les protagonistes s'entendent au moins sur le fait qu'ils ont des intérêts communs. On peut donc parler d'une coopération économique, d'une coopération pour la paix, comme d'une coopération au développement, celle qui nous intéresse. Le but alors visé de cette coopération est le développement : un phare commun que tous les acteurs concernés visent.

Depuis un demi-siècle, le développement s'est imposé comme un concept apparemment consensuel entre les nations. Il n'existe pas de définition communément acceptée du développement, puisque celle-ci dépend de notre vision du monde. La difficulté vient aussi du fait que le développement a une signification dans le langage commun, que l'on a tenté de rendre scientifique. Serge Latouche parle du développement comme d'un terme plastique : tous l'utilisent à leur façon en croyant être compris, mais au fond, chaque interlocuteur peut lui faire dire ce qu'il veut bien (2004). Cela complique bien des choses dans le domaine de la coopération au développement, étant donnée la diversité des acteurs impliqués, des intérêts divergents, des degrés de pouvoir variables et des conceptions différentes de ce qu'est ou devrait être le développement. C'est évident, vous savez...le développement! Ah oui, le développement. Au fait, de quel développement parlez-vous?

L'aide au développement, c'est donc la principale forme officielle qu'a prise la coopération au développement, depuis les soixante dernières années. Elle est souvent technique, monétaire, axée sur l'efficacité et la bonne gestion. Elle comprend tout un processus de relations entre divers acteurs. Une brève incursion dans ce monde,

question de démystifier l'aide actuelle, nous aidera à comprendre quel modèle de développement cette aide sous-tend ou cache.

1.1 Qui fait quoi? Les acteurs de l'aide

L'aide publique au développement (APD) désigne l'argent ou la valeur de ce qu'un État consent à verser à un autre État appartenant à la catégorie des pays dits en développement (dons, prêts, paiements de la dette ou autre), sans que le gouvernement ne gère nécessairement cette aide. Fréquemment, la mise en œuvre de l'aide sur le terrain est confiée à des organisations non gouvernementales (ONG) ou des entreprises privées. L'aide peut ainsi être monétaire ou technique, cette dernière expression désignant un transfert de technologies, de compétences ou de valeurs. Traditionnellement, l'APD a été versée par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, c'est-à-dire les pays riches ou industrialisés. Elle a pour but de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement, et en principe, de les faire rejoindre le niveau de vie des pays industrialisés. L'aide comporte souvent des conditionnalités, explicites ou implicites, ensemble de conditions que les pays bénéficiaires doivent respecter pour y avoir droit. L'APD peut être bilatérale, de pays à pays; elle peut aussi être versée par l'entremise d'organisations multilatérales, à travers les programmes de banques régionales de développement, de certaines institutions spécialisées, des fonds des Nations Unies comme l'UNICEF ou d'institutions financières internationales (voir l'annexe 1 pour un organigramme du système des Nations Unies). On considère que 70% de l'aide internationale est bilatérale alors que 30% est multilatérale (Charnoz et Severino, 2007).

C'est évident,
vous savez...le
développement! Ah
oui, le développement.
Au fait, de quel
développement
parlez-vous?

² Tous les mots en gras renvoient à un index en annexe, chaque entrée identifiant la page où le concept apparaît pour la première fois.

A. LES PAYS DONATEURS

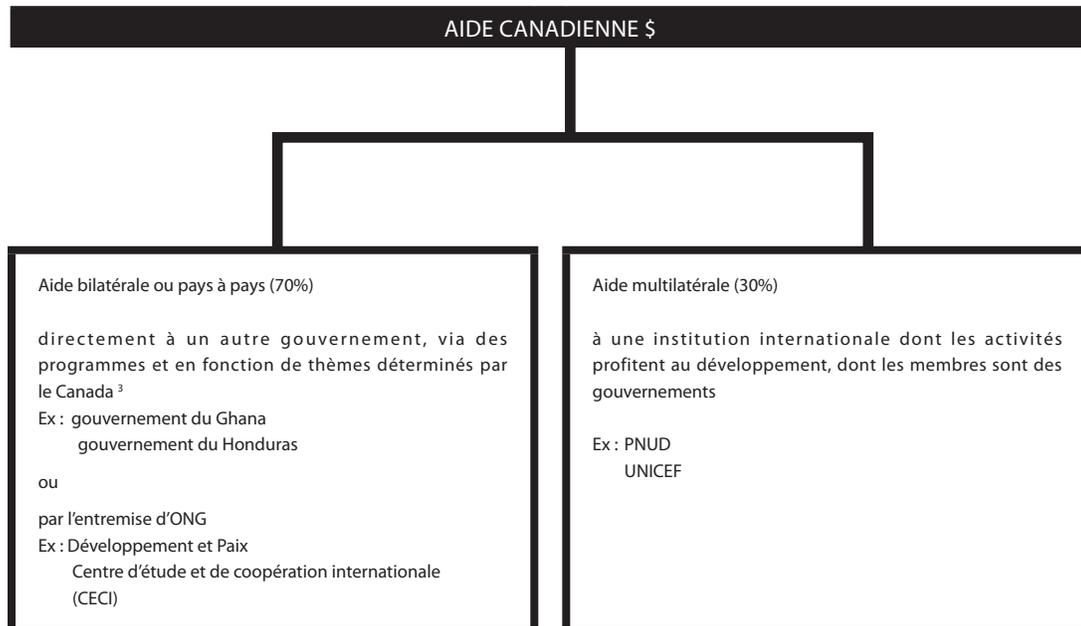
Les agences de coopération, comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI), sont des organismes publics ou semi-publics qui agissent au sein des États et qui gèrent la mise en œuvre d'une grande partie de l'aide bilatérale (de pays à pays) et de l'aide multilatérale (à des institutions internationales). Même si ce sont deux choses complètement différentes, une même enveloppe de l'APD peut servir à la fois à des programmes d'aide d'urgence ou humanitaire, et à des programmes d'aide au développement, qui sont davantage axés sur le long terme. Au Canada, l'aide internationale (dont la définition est plus large que celle de l'APD) peut aussi être octroyée par d'autres ministères comme ceux des Finances, des Affaires étrangères ou de la Défense.

Les principaux pays donateurs, aussi appelés bailleurs de fonds, sont regroupés au sein du Comité d'aide internationale (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement

économique (OCDE). C'est dans ce cadre qu'ils échangent de l'information avec leur pairs, qu'ils évaluent leurs pratiques en matière d'aide : la quantité, la qualité, l'efficacité, leurs relations avec leurs pays dits partenaires, l'orientation de leurs politiques, etc. C'est aussi là qu'on décide quels pays seront dans la liste des pays éligibles à l'aide⁴. Au sein du CAD, les 23 pays membres (plus la Commission européenne) tentent d'harmoniser leurs pratiques pour une meilleure cohérence et efficacité de l'aide, bien qu'il s'agisse d'États souverains et que chacun fasse affaire avec des pays différents dans le cadre de l'aide bilatérale. Le CAD énonce de grandes orientations censées guider les politiques. Au cours de son histoire, il a connu diverses réformes pour répondre aux besoins d'un système mondial en transformation constante. Depuis les années 90, les pays membres du CAD ont fourni plus de 97% de l'APD mondiale (Charnoz et Severino, 2007).

Si la part la plus importante de l'APD provient des pays riches dits développés et qu'on pense

Figure 1 : Le parcours de l'aide



³ En 2010, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a annoncé que ses nouveaux thèmes prioritaires étaient : accroître la sécurité alimentaire; assurer l'avenir des enfants et des jeunes et favoriser une croissance économique durable. S'y ajoutent 3 thèmes transversaux : accroître la viabilité de l'environnement, favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et appuyer le renforcement des institutions et des pratiques en matière de gouvernance. Pour 2010-2011, selon le Centre canadien pour la coopération internationale (CCCI), le budget de l'aide internationale du Canada (et non de l'APD) sera d'environ 5 milliards de dollars.

⁴ En 2009, la liste des pays prioritaires de l'ACDI a été réduite et réorientée vers des régions où le Canada avait des intérêts commerciaux et politiques, ce qui l'amenait à délaissier plusieurs des pays les plus pauvres du monde, notamment en Afrique. La liste actuelle est la suivante : Cisjordanie et bande de Gaza, Éthiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Bolivie, Caraïbes, Colombie, Haïti, Honduras, Pérou, Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Vietnam, Ukraine. Ces pays reçoivent 80% de l'aide bilatérale canadienne.

traditionnellement l'aide internationale en termes de relations Nord-Sud, il existe d'autres groupes de pays donateurs. C'est le cas du groupe des pays arabes producteurs de pétrole (OPEP). Depuis les années 90, ils ont contribué à 2% de l'APD mondiale (Charnoz et Severino, 2007). Un autre groupe est celui des donateurs émergents, des pays qui sont considérés comme en développement, ou qui l'ont été jusqu'à récemment. Parfois, un pays peut se retrouver à la fois donateur et bénéficiaire. Dans d'autres cas, comme celui de la Corée du Sud, il n'est plus éligible à l'aide en raison de son développement économique. Des pays comme le Brésil ont leur propre agence de coopération, d'autres ont des programmes d'aide principalement axés sur l'envoi d'experts ou d'une assistance technique. Il s'agit souvent d'une aide régionale. Ainsi, l'Inde par exemple a des programmes pour aider ses voisins, du Bangladesh ou du Népal. On appelle ce nouveau type de coopération la coopération Sud-Sud, et si la part de l'APD qu'elle fournit est faible au regard de celle des pays du Nord, cette aide tend à augmenter.

B. LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les institutions financières internationales qui jouent un rôle majeur dans le système de l'aide sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). En tant qu'institutions multilatérales faisant partie du système des Nations Unies (voir annexe 1), celles-ci mettent en œuvre une part de l'APD à travers des programmes spécifiques, comme c'est aussi le cas de d'autres institutions. Par ailleurs, leur rôle est majeur car elles ont un grand pouvoir d'intervention dans les économies des pays en développement, pourtant souverains.

La Banque mondiale a été créée en 1944 pour aider à la reconstruction de l'Europe au lendemain de la guerre. Aujourd'hui, il s'agit de la plus grande institution de développement public au monde. Elle accorde aux États bénéficiaires des prêts à long terme applicables à des projets de développement dans des secteurs divers. Le Fonds monétaire international (FMI) est un organisme

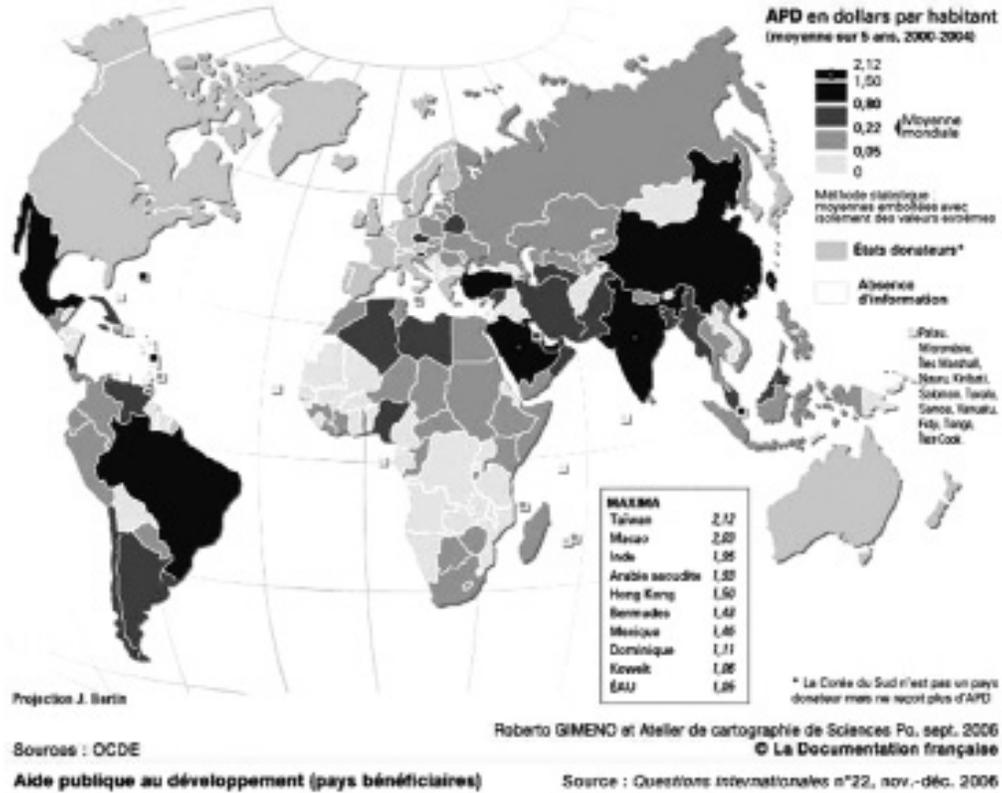
international créé lui aussi en 1944, dans le but de fournir un soutien financier à court terme aux pays ayant besoin de stabiliser leurs taux de change ou d'alléger leurs problèmes de balance des paiements. Depuis les années 80, en raison des crises financières multiples dans les pays du Sud, le FMI joue un rôle de plus en plus important dans la prise de décisions économiques de ces pays. Ceux-ci bénéficient de son aide sous forme de crédits et doivent répondre aux conditionnalités qui y sont rattachées (changements dans les politiques économiques nationales).

On appelle communément ces institutions les « institutions de Bretton Woods » parce qu'elles sont issues des accords économiques signés à Bretton Woods aux États-Unis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À ces deux institutions devrait pourtant s'ajouter l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'organisation où se déroulent aujourd'hui les négociations et le règlement de différends commerciaux, bien qu'elle n'ait été créée qu'en 1995. Ces institutions sont surtout dominées par les pays du Nord et le Japon qui y font valoir leurs intérêts, parce que le poids du vote dépend de la contribution des États à ces institutions. À l'inverse, le système des Nations Unies (organisme international voué au maintien de la paix, à la promotion des droits de l'homme et au développement), fonctionne selon le principe « un pays, une voix ».

C. LES PAYS BÉNÉFICIAIRES

Les pays bénéficiaires sont les pays qui reçoivent de l'aide des pays donateurs. De plus en plus, les pays donateurs les qualifient de partenaires pour signifier un changement de mentalités. Il y a en effet une tendance récente à faire participer ces pays au processus de planification des programmes de développement déployés chez eux, en identifiant leurs besoins et leurs stratégies de lutte à la pauvreté. Cette tendance se veut le contrepoids d'une longue tradition où les pays bénéficiaires ont plutôt subi les décisions sans être réellement impliqués dans la détermination de leurs besoins et des cibles à atteindre. Or, dans les faits, les critères pour mesurer le développement, la pauvreté et

Figure 2. Les pays bénéficiaires de l'APD



l'efficacité de l'aide restent largement déterminés par les pays donateurs. Ainsi, les bénéficiaires sont forcés de se plier à ces critères dans l'élaboration de leurs stratégies s'ils veulent recevoir l'aide. Aujourd'hui, des outils comme les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) sont à l'origine de débats et de critiques pour cette raison. En fait, les pays bénéficiaires sont ceux qui ont le moins de pouvoir de décision quant à l'APD qu'ils reçoivent et à la façon de l'utiliser. Ils sont souvent placés dans une situation de passivité. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas le gros bout du bâton.

D. LES FONDATIONS PRIVÉES

Les fondations privées sont des organisations non-gouvernementales à but non lucratif, mais elles se distinguent de ce qu'on appelle communément les ONG du fait qu'elles sont créées par des riches philanthropes, et qu'elles bénéficient ainsi de beaucoup de fonds pour leurs activités. Elles sont souvent liées à de grandes entreprises, comme la

Fondation Ford et la Fondation Bill & Melinda Gates. Dans le domaine de l'aide au développement, elles ont une grande liberté d'action compte tenu de leur autonomie financière. Celle-ci leur permet d'agir indépendamment de l'évolution des pratiques de l'aide des agences publiques. Elles sont parfois en décalage, parfois en avance sur les grandes tendances de l'APD (Charnoz et Severino, 2007).

E. LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile, tant celle du Nord que du Sud, est un autre acteur important du système de l'aide. On nomme société civile la sphère d'activités distincte de celle de l'État et des entreprises, parfois appelée « secteur à but non lucratif », où agissent à la fois des organisations et des individus. Dans le domaine de la coopération internationale, la société civile désigne communément l'ensemble des organisations non-gouvernementales (ONG) qui participent au débat sur le développement ou offrent des services à des populations à l'international.

La société civile du Nord est formée par une panoplie d'ONG qui œuvrent dans des secteurs d'activités très divers. On tend de plus en plus à rapprocher ces familles, qui travaillent toutes au fond dans ce qu'on appelle souvent la solidarité internationale. Certaines organisations sont spécialisées dans l'action humanitaire d'urgence sur le terrain, alors que d'autres se consacrent à des projets de développement qui nécessitent une implication à plus long terme, ainsi qu'une compréhension des causes profondes de la pauvreté ou des inégalités. Des organisations peuvent aussi mener en parallèle ces deux types d'activités. Certaines entretiennent des relations avec des ONG du Sud qu'elles financent, via les subventions qu'elles reçoivent ou les dons privés. D'autres n'ont pas d'activités à l'étranger mais font un travail important de sensibilisation du public. De plus, la majorité des organisations de la société civile réalisent des activités de plaidoyer, c'est-à-dire qu'elles encouragent les citoyens à faire pression sur leurs gouvernements pour un changement des politiques liées à l'aide et à la solidarité.

Les ONG du Nord bénéficient d'une riche expertise du terrain et de réseaux importants tissés au fil de relations qu'elles entretiennent avec leurs homologues de la société civile du Sud. Elles ont une connaissance des communautés et de la réalité pratique sur le terrain, ce qui fait d'elles des partenaires privilégiés pour mettre en œuvre des projets. Malgré ces partenariats et cette crédibilité grandissante, elles se trouvent dans une situation difficile car elles dépendent souvent des agences publiques pour une partie de leur financement. Ainsi, elles veulent davantage de place dans le système de l'APD et veulent un plus grand rôle dans les consultations, les débats et décisions, mais elles doivent aussi s'assurer de maintenir une certaine indépendance vis-vis des politiques des agences publiques, pour conserver leur liberté d'action traditionnelle avec leurs partenaires. Elles doivent également pouvoir agir en fonction des valeurs qui les distinguent, étant redevables à leurs membres.

La situation des ONG du Sud n'est pas comparable à celle des ONG du Nord. Les premières se situent

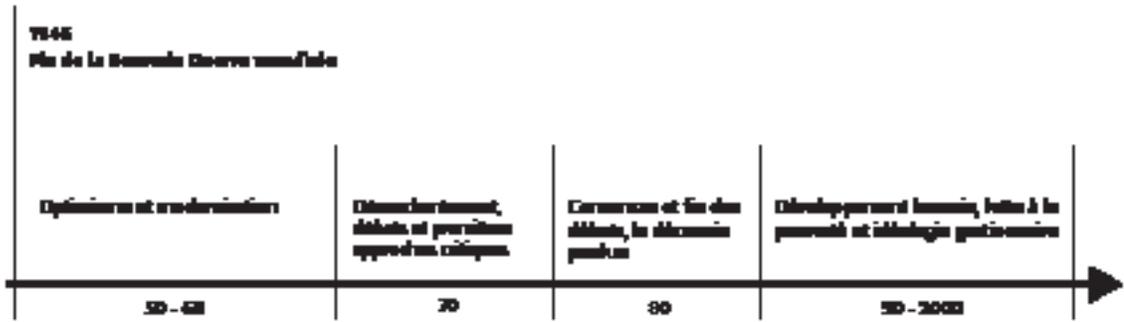
en fait à l'extrémité des relations de pouvoir du système de l'aide. Si les pays bénéficiaires ne sont que faiblement impliqués dans les décisions qui les concernent et qui se prennent plutôt en amont, la société civile du Sud ne bénéficie pas du même respect que celle du Nord de la part des élites gouvernementales. Les États du Nord et du Sud doivent reconnaître la force, la stabilité et la crédibilité des acteurs sociaux du Sud pour qu'ils puissent jouer le rôle qu'ils devraient jouer en tant qu'acteur primordial. En effet, les ONG locales du Sud ont la meilleure connaissance du terrain et devraient avoir une place de choix dans les débats sur les stratégies de développement.

1.2 Pour comprendre l'aide actuelle, un peu d'histoire

Tantôt « pays sous-développés », tantôt « en voie de développement », ou « en développement » – on a même créé des catégories comme « pays moins avancés », ou « pays émergents » –, les expressions pour nommer sensiblement le même groupe de pays changent en fonction des époques et des tendances. Choisir d'utiliser un terme plutôt qu'un autre n'est pas banal. Ce peut aussi être un choix politique, car on exprime par là une interprétation particulière des pays bénéficiaires de l'aide, selon ce que l'on veut mettre en lumière. Ainsi, l'expression « Tiers-Monde », largement utilisée dans les années 70, faisait référence aux pays nouvellement indépendants choisissant, pendant la guerre froide, d'être non-alignés, voire neutres, face au bloc communiste et au bloc capitaliste. Le terme a par la suite été utilisé pour désigner les pays en développement, mais il a peu à peu été abandonné. Communément acceptée aujourd'hui, l'expression « pays du Sud » est largement utilisée. Elle désigne les pays, généralement de l'hémisphère Sud, qui sont défavorisés par rapport aux pays du Nord, en raison d'un système économique mondial qui joue en leur défaveur et entretient la dépendance.

Si les termes utilisés évoluent en fonction de l'air du temps, il en est de même pour l'aide. L'effet de mode est cependant non-négligeable dans l'évolution des orientations de l'aide internationale, car il reflète les différentes conceptions du

Figure 3 : Les décennies du développement



développement qui se sont succédé avec les époques. L'histoire de l'aide étant assez récente, on peut certainement mieux comprendre la situation actuelle et les débats récents par un bref survol des thèmes phares qui ont marqué les décennies du développement.

A. LES ANNÉES 50 ET 60 : OPTIMISME ET MODERNISATION

C'est à partir des années cinquante qu'on commence à parler d'aide au développement. On associe souvent la naissance de la notion de développement à sa première apparition, dans un discours du président américain Truman en 1949. Après le rejet et la dénonciation de la colonisation, la notion de colonies apparaît périmée, et il choisit donc de faire référence aux régions « sous-développées » que les États-Unis, avec leur science et leur technique, pourraient facilement sortir de la misère. Au lendemain de la guerre, l'heure est à un grand optimisme et une croyance au progrès avec un grand P. Dans le même esprit, un peu plus tard, on se dira que si l'on est capable d'aller sur la lune, on doit bien être capable d'enrayer la pauvreté et l'écart entre les riches et les pauvres (dans le cadre de la première décennie des Nations Unies pour le développement, les années 60).

Les politiques d'aide au développement de cette époque sont également marquées par les idées de la modernisation. La modernisation fait d'abord référence aux idées américaines de progrès, par un apport extérieur (technique, scientifique, investissements). L'expérience réussie du plan Marshall appliqué à l'Europe (plan de sauvetage et de reconstruction au lendemain de la guerre) confirme également une conception déjà admise : un apport massif de ressources financières, d'assistance technique ou d'assistance en marchandises, permettrait de lancer les économies dans la croissance et le Progrès. On croit que si les régions sous-développées imitent les pays occidentaux, le tour sera joué, d'autant plus qu'ils ne se tourneront pas vers le modèle soviétique. Ainsi, les premières politiques d'aide au développement en Asie et en Afrique suivent cette logique d'application.

Mais la modernisation fait aussi référence à la première théorie générale du développement qui apparaît à cette époque (1957) avec Les étapes de la croissance, qui deviendra le livre de chevet des gouvernements de l'époque impliqués dans l'APD. La théorie libérale du retard, ou l'étapisme, de l'économiste américain Walt W. Rostow, entend confirmer et rendre scientifiques les idées américaines de la modernisation, qu'ils appliquent déjà dans la pratique.

Le « retard » des pays sous-développés selon Rostow : science économique ou racisme ?

L'hypothèse de Rostow est qu'il existe des stades de progrès économique et social, selon un parcours linéaire qui est le même pour toutes les nations. Les nations sont ainsi hiérarchisées, l'Occident constituant l'idéal à atteindre. Les pays sous-développés sont considérés comme ayant un retard par rapport aux pays occidentaux, en raison de leurs institutions traditionnelles et de leurs comportements économiques dits « non rationnels », perçus comme des freins au progrès.

Selon cette théorie, la notion de « décollage » fait référence à l'étape décisive menant à la croissance, qui distingue les pays « avancés » des pays « en retard » et implique des changements de valeurs et des apports extérieurs pour ces derniers. En somme, pour passer du sous-développement au développement, il s'agit de passer du traditionnel au moderne : dissoudre la culture locale, les institutions et les valeurs traditionnelles, pour les remplacer par la science et le progrès technique de l'Occident. Récemment, dans un ouvrage intitulé *Culture matters : How values shape human progress*, deux auteurs avancent l'idée que l'échec du développement en Afrique serait dû à la persistance de la « culture africaine » et de valeurs « résistantes au progrès » (Harrison et Huntington, 2000).



Photo: Steve Lehman

B. LES ANNÉES 70 : DÉSENCHANTEMENT, VIFS DÉBATS ET PREMIÈRES APPROCHES CRITIQUES

Après l'optimisme, le désenchantement. Les années 70 sont marquées par des constats douloureux en matière de développement et de lutte à la pauvreté. La grande pauvreté demeure et de nombreux problèmes s'aggravent, comme le chômage qui est en hausse, le sous-emploi, etc. Du côté des bailleurs de fonds et des institutions internationales, on se rend compte qu'on a peut-être mis tous nos œufs dans le même panier en misant seulement sur la stimulation du secteur moderne, c'est-à-dire l'industrie, au détriment du monde agricole. Ainsi, des conceptions plus nuancées apparaissent.

On parle alors de « croissance équilibrée », de programmes intégrés de développement rural car c'est aussi le temps de la modernisation des techniques en agriculture.

D'un autre côté, le développement prend un premier tournant social. De nouveaux objectifs de développement sont considérés au même titre que la croissance : la redistribution des richesses, l'accès aux services, l'emploi. On observe un tournant de l'APD en faveur des plus pauvres, alors que la Banque mondiale adopte le thème de la « redistribution par la croissance ». Au sein de ces mêmes institutions dominantes est aussi développée toute une réflexion autour de la notion des « besoins essentiels » (avec un impact certain des débats que soulèvent les critiques), influençant grandement les programmes d'aide. L'aide passe d'un appui à de grands projets à un appui au secteur agricole et aux services sociaux (logement, alimentation, eau potable).

Les années 70 sont une époque très riche en matière de débats et de nouvelles notions viennent enrichir une réflexion jusque-là assez simpliste sur le développement. Or, cette richesse est surtout le fait des premières théories critiques du modèle dominant à voir le jour dans ces années, parallèlement aux nouvelles tendances de l'aide officielle. Parfois radicales, ces nouvelles approches, résolument politiques, sont les premières à offrir des interprétations alternatives et leur influence se fait encore sentir de nos jours.

D'abord, le courant de pensée dit de « l'autre développement » propose une conception du développement holistique (qui considère plusieurs aspects) : elle est axée sur la satisfaction de besoins matériels et immatériels. Cette conception sera récupérée par les institutions internationales, mais qui amputeront l'aspect des besoins immatériels et toutes les dimensions politiques de l'« autre développement ». Cette conception inclut aussi une approche participative selon laquelle les pauvres doivent prendre le contrôle de leur développement, en identifiant leurs besoins et stratégies mais surtout en devenant maîtres de leurs ressources. Le concept de self-reliance (autosuffisance) est alors central.

Dans le même esprit, l'école de la dépendance va gagner en popularité à cette époque, pour devenir la principale école face à la modernisation. Les tenants de cette approche critique, provenant d'ailleurs du Sud, n'acceptent pas l'explication du sous-développement que donnent Rostow et ses successeurs. Ils croient plutôt à une explication historique, car depuis la colonisation, la division internationale du travail (DIT), décidée par les plus riches, place leur économie dans une situation défavorable. La DIT fait référence au fait que les pays du Sud produisent les matières premières qu'ils exportent au Nord pour être transformées, et qu'ils doivent ensuite acheter ces produits transformés au Nord. Apparaissent ainsi les notions de périphérie, de centre, de pays du Sud et de pays du Nord pour illustrer ce qu'on appelle un « système-monde », basé sur l'échange inégal. En effet, le Sud ne reçoit pas suffisamment pour ses matières premières en comparaison de ce qu'il paye pour les produits transformés. Ainsi, l'idée de rattrapage qu'on leur a vendue est un mythe, et pour eux, l'incapacité des pays du Sud à atteindre le niveau de développement des pays du Nord est d'abord causée par le système qui les maintient dans la dépendance. Certains vont même jusqu'à prôner la déconnexion (Samir Amin) comme seule sortie du sous-développement et de la dépendance. Déconnexion d'avec le Nord, l'économie mondiale et le système global de l'APD. Comme les tenants de l'« autre développement », ils vont valoriser un développement autocentré (contrairement à celui basé sur les exportations) et une réappropriation des ressources nationales.

Le Nouvel ordre économique international

Le nouvel ordre économique international (NOEI) fait référence à tout un ensemble de revendications élaborées par les pays du Sud dans les années 70, pour tenter de rééquilibrer un système qu'ils perçoivent comme biaisé en faveur des économies du Nord. Ces revendications donnent lieu à une Déclaration votée à l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1974. Par exemple, ils demandent des prix équitables pour leurs matières premières, et le droit de s'associer, comme le font les pays producteurs de pétrole, pour mieux contrôler la production et les prix. Malgré l'adoption de la déclaration, le NOEI ne verra finalement pas le jour. « Il a cependant nourri jusqu'à nos jours les pensées contestataires des mouvements altermondialistes d'aujourd'hui qui remettent en question l'ordre mondial » (Charnoz et Severino, 2007).

Quelques expériences de « déconnexion » vont être tentées, dont celle de la Tanzanie, mais sans succès. Dans le même sens, c'est aussi dans ce climat d'idées que les pays du Sud vont faire une première tentative pour changer les règles du jeu économique mondial, autour de la thématique du Nouvel ordre économique international (NOEI). Or, ils seront vite déçus, dès que le FMI et la Banque mondiale comprendront que cela ne cadre pas avec les intérêts de leurs actionnaires majoritaires, l'Europe et les États-Unis.

C. LES ANNÉES 80 : CONSENSUS ET FIN DES DÉBATS : LA DÉCENNIE PERDUE

Les années 80 sont quant à elles marquées par une absence de débats et une apparence de consensus autour de principes supposément admis par la majorité des scientifiques du développement. Certains observateurs parlent alors de la « décennie perdue » (Rist, 2001). En effet, alors qu'à la période précédente on avait eu droit à une diversité de modèles, cette période est celle de la diffusion d'un modèle unique : le néolibéralisme, avec son Consensus de Washington et ses Programmes d'ajustement structurel. Parallèlement, le contexte mondial à l'origine de ce climat est celui de la détérioration des économies du Sud et d'une crise de l'endettement. Ainsi, du côté de l'APD, un nouvel objectif s'impose : la stabilité et l'équilibre macroéconomique, passant par un contrôle et une réforme des économies du Sud. Il s'agit donc d'un virage idéologique en matière des préoccupations de l'aide, alors qu'on a recours aux marchés et qu'on prône une réduction du rôle économique des États. Au même moment, pour nourrir ce virage idéologique, Reagan et Thatcher arrivent au pouvoir aux États-Unis et en Grande-Bretagne, en clamant qu'il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme.

TINA ou TATA?

Dans les années 80, Margaret Thatcher, première ministre de la Grande-Bretagne, utilise fréquemment un slogan qui lui restera attaché : There Is No Alternative! (ou TINA). Elle fait alors référence au fait que selon elle, il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme. Le néolibéralisme désigne des politiques économiques considérées à droite ou conservatrices, qui restreignent les interventions de l'État dans l'économie (par exemple l'État-providence et les services publics, les normes du travail ou de l'environnement, l'aide à la création d'entreprises, l'orientation du budget public de recherches scientifiques sur des domaines jugés prioritaires, un protectionnisme face aux importations etc.) et qui laissent faire le marché considéré plus efficace et respectant la liberté (d'achat) des individus. Selon les nouveaux Thatcher de ce monde, le libre-échange, le libre-marché et la mondialisation capitaliste seraient nos seules options, et nous n'aurions d'autre choix que de nous adapter. Or, depuis les années 80, plusieurs ont commencé à en douter. Des critiques de la mondialisation ont répliqué avec un slogan similaire : There Are Thousands of Alternatives! (ou TATA). Non seulement y a-t-il une alternative, mais il y en a même plusieurs. Dans le même sens, la mouvance des Forums sociaux mondiaux, organisés depuis 2001, s'appuie sur l'idée que « D'autres mondes sont possibles! ».

Ce qu'on appelle le Consensus de Washington représente un ensemble de politiques préconisées par la Banque mondiale, le FMI et le Trésor américain, toutes trois basées à Washington, pour régler la crise de la dette. Il en est finalement venu à s'imposer comme une idéologie influençant l'aide au développement dans cette période. Elle se résume ainsi : austérité-privatisations-libéralisation (Stiglitz In Vercellone, 2004). Ainsi, les bailleurs de fonds incitent les pays du Sud à se réformer, au moyen de prêts conditionnels au respect de Programmes d'ajustement structurel (PAS), l'outil du Consensus de Washington. Les PAS, dont le but est de répondre à la crise de la dette des pays du Sud, servent au fond à remédier au caractère « irrationnel » des économies du Sud. L'idéologie néolibérale appliquée à l'APD de cette époque reprend en fait les mêmes idées que l'école de la modernisation. On parle même d'une « néo-modernisation » (Peemans, 2002).

D. LES ANNÉES 90 ET 2000 : DÉVELOPPEMENT HUMAIN, LUTTE À LA PAUVRETÉ ET IDÉOLOGIE GESTIONNAIRE

Les PAS, là où ils ont créé de la croissance, ont aussi créé une augmentation des inégalités. En effet, les PAS sont vivement critiqués, car ils ont eu des effets sociaux dévastateurs dans les pays du Sud, en suscitant le démantèlement des économies locales et l'affaiblissement des États par la réduction imposée des politiques sociales, sanitaires et éducatives (Alternatives Sud, 1994). Même Joseph Stiglitz, économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 2000, va quitter l'institution et vivement critiquer les PAS comme cause de l'augmentation de la pauvreté (La grande Désillusion, 2002).

Ainsi, la période des années 90 et 2000 est celle d'une prise de conscience de la nécessité d'intégrer la dimension humaine au cœur des politiques d'aide au développement. L'heure est donc à humaniser le développement, à humaniser la mondialisation néolibérale. Au cours de la décennie 90, l'ONU organise une série de Sommets mondiaux, sur l'enfance, sur les femmes, sur l'environnement, sur le développement social. L'ONU réapparaît alors au premier plan de la réflexion sur le développement et tente de rouvrir le débat sur le développement, au-delà de l'ajustement structurel. Ainsi, on ressort les notions de besoins fondamentaux et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) accouche d'un nouvel indicateur permettant de mesurer le développement en fonction de la qualité de vie des populations (le respect des besoins de base) plutôt qu'en fonction strictement de la croissance économique : l'Indice de développement humain (IDH).

Dans le même sens, l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), sous l'initiative de l'ONU, marque une volonté de coordonner les efforts de tous vers une éradication de la pauvreté. En effet, l'adoption d'objectifs clairs, mesurables et à réaliser dans un délai précis,

Même Joseph Stiglitz, économiste en chef de la Banque mondiale, va quitter l'institution et vivement critiquer les PAS comme cause de l'augmentation de la pauvreté (La grande désillusion, 2002).

suscite une action concertée sans précédent, tant chez les pays donateurs que chez les organisations de la société civile et les pays bénéficiaires. On parle même d'un nouveau consensus sur le développement.

En route vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont une série de huit objectifs sur lesquels les signataires de la Déclaration du Millénaire se sont entendus (189 pays), lors du Sommet du Millénaire à New York, en septembre 2000. Les objectifs visent l'éradication de la moitié de la pauvreté extrême d'ici 2015.

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Préserver l'environnement
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

www.un.org/fr/millenniumgoals/

Au même moment, une réforme pour une meilleure efficacité de l'aide commence au sein de la communauté de donateurs réunis au CAD. Après cinquante ans d'APD, on veut des résultats! Tout un ensemble de nouveaux concepts apparaissent, empruntés au vocabulaire de la gestion. On parle alors de cohérence, d'harmonisation des pratiques, de « Gestion axée sur les résultats ». La « bonne gouvernance » est ce que l'on attend des pays bénéficiaires en échange de l'aide. Et en fait, tous les acteurs sont incités à adhérer à ce qu'on nomme le « nouveau cadre de l'efficacité de l'aide » (à l'issue de la Déclaration de Paris en 2005), même les ONG qui sont aussi incitées à évaluer leurs activités en fonction de la gestion axée sur les résultats. Les bailleurs de fonds cherchent à afficher une volonté d'inclusion, en travaillant de pair avec la société civile, et d'appropriation locale, en demandant aux pays bénéficiaires de rédiger des Documents stratégiques de lutte à la pauvreté (DSLSP). Or, toute cette tendance est perçue par certains comme une « idéologie gestionnaire de l'APD ». Celle-ci n'entre cependant pas en contradiction avec l'objectif de lutte à la pauvreté, au contraire.

En effet, les OMD sont parfaits pour calculer des statistiques, évaluer des résultats. S'attaquent-ils cependant aux causes plus profondes d'inégalités et de pauvreté et au contexte mondial qui nourrit cette pauvreté? Pas vraiment. Comme nous le verrons avec les principaux débats actuels, autant l'idéologie gestionnaire que les OMD contribuent à simplifier et à dépolitiser le débat sur la pauvreté et le développement.

1.3 Les débats récents entourant l'aide

Actuellement, il y a plusieurs débats sur l'aide au développement. En voici quelques-uns.

A. EFFICACITÉ OU DÉPOLITISATION?

Le nouveau cadre de l'efficacité de l'aide, malgré une intention louable de rendre l'APD plus efficace et de responsabiliser les donateurs – avec la cohérence, entre les politiques des donateurs et entre leurs différents programmes d'aide – ne fait pas l'unanimité à l'extérieur du CAD. Pourquoi? D'abord, sous prétexte de la cohérence et de l'harmonisation des pratiques des donateurs, les pays bénéficiaires se retrouvent isolés face à un bloc monolithique, les pays donateurs faisant front commun. Les pays bénéficiaires ont ainsi encore moins de marge de manœuvre, s'ils souhaitent suivre un autre modèle de développement que celui prôné par l'ensemble des pays donateurs et des institutions multilatérales (à moins bien sûr de ne pas compter sur l'aide). On craint donc pour la souveraineté des États du Sud. Dans le même sens, certains vont jusqu'à comparer les Documents stratégiques de lutte à la pauvreté (DSLSP) - (dont on a déjà parlé) rédigés par les bénéficiaires pour signifier la stratégie nationale qu'ils ont prévue pour lutter contre la pauvreté) à de nouveaux PAS (Focus on Global South In Alternatives Sud, 2006). Beaucoup doutent que ces DSLSP représentent réellement les volontés des pays bénéficiaires et une réelle participation de leur part, tant ces documents doivent répondre à des critères précis, décidés d'avance par les donateurs.

Dans le même sens, ce front commun, sous prétexte de l'harmonisation des pratiques, force aussi les ONG, à se soumettre en quelque sorte à cette idéologie gestionnaire. Pourtant, les principes qu'elles défendent (par exemple : respect des droits humains, respect de l'environnement, relations à long terme avec les partenaires du Sud et avec le public) sont difficiles à faire cadrer avec la « Gestion axée sur les résultats ». Leurs activités sont très diversifiées et ne sont pas toujours mesurables en termes de résultats. C'est le cas entre autres des activités d'éducation du public, qui ont des impacts à long terme sur les mentalités et les comportements des citoyens, ou des activités qui promeuvent l'égalité homme- femme dans les pays du Sud, également liées à des changements de mentalités à long terme. D'autre part, la pertinence et la force de ces organisations viennent de leur flexibilité et de leur capacité d'innovation, sans compter que leurs fonds viennent aussi de dons privés issus du public.

Mais surtout, sous prétexte de l'efficacité, ce nouveau cadre tend à diffuser une vision technicienne et apolitique de l'aide au développement. Ce qui ressort est que cette « technicisation » des stratégies d'aide a pour effet de « concentrer la réflexion sur les moyens à mettre en œuvre et occulte la problématique plus fondamentale du modèle de développement et donc du programme politique et économique qui le sous-tend et des rapports de forces dont il est le résultat et qu'il reproduit. » (Campbell et Goyette, 2006) Ces rapports de force, ce sont les mêmes pays du Nord, lorsqu'ils enlèvent leur chapeau de donateurs, qui les entretiennent dans leurs relations avec les pays du Sud.

B. DONNER D'UNE MAIN POUR REPRENDRE DE L'AUTRE : UN MANQUE DE COHÉRENCE?

Ainsi, bien qu'ils parlent de cohérence entre leurs différents programmes d'aide, les pays donateurs sont un exemple d'incohérence, en maintenant des politiques qui vont à l'encontre des objectifs d'aide qu'ils se donnent. « Le Canada par exemple, souhaite atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, mais sa politique d'aide vise également à assurer les occasions d'affaires et le développement des entreprises canadiennes. » (Campbell et Goyette, 2006) En fait, une réelle cohérence impliquerait de considérer les forces qui, bien qu'à l'extérieur du système de l'aide, vont à son encontre ou annulent l'aide.

Les situations où les pays du Nord donnent d'une main pour mieux reprendre de l'autre sont nombreuses. On n'a qu'à penser aux barrières commerciales, au « dumping » de marchandises du Nord, au remboursement de la dette des pays du Sud vers les pays du Nord ou à l'échange inégal qui fait que les pays du Sud continuent de voir leurs prix dévalués sur les marchés. (café, sucre, etc.)

Des forces qui annulent l'aide

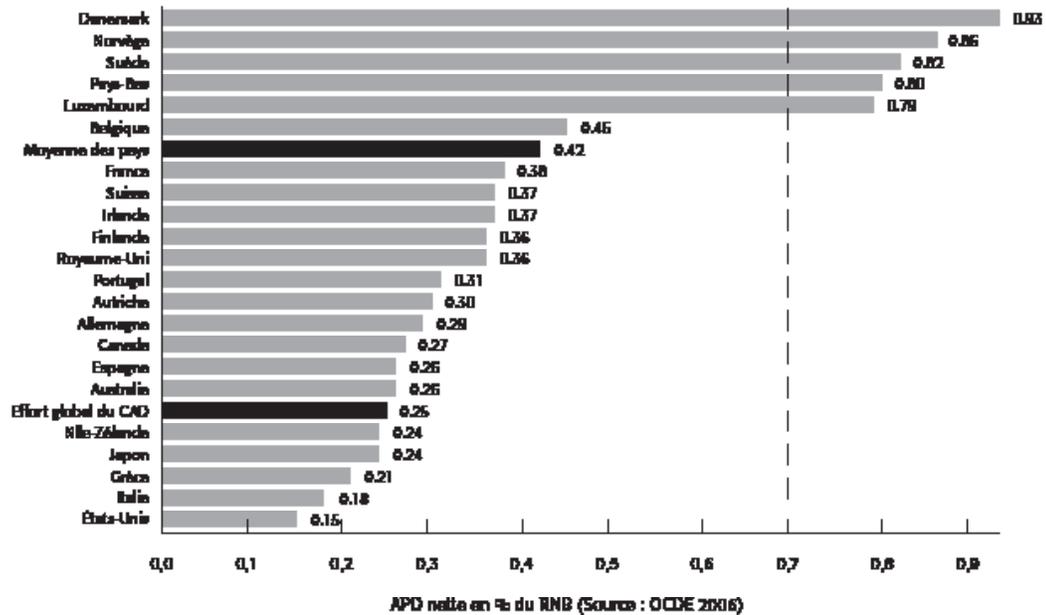
« Selon les calculs de la Banque mondiale, les politiques agricoles exportatrices des grands pays agricoles du Nord ont privé les pays du Sud de revenus totalisant quelques 80 milliards de dollars US en 2004, une somme équivalente à toute l'APD accordée cette année-là par les pays membres du CAD. »

« Chaque année, les pays en développement perdent environ 700 milliards de dollars en raison de barrières commerciales des pays riches : pour chaque dollar fourni en aide et en allègement de la dette par les régions riches, les pays pauvres en perdent 14 à cause des barrières commerciales. »

« En 2000, pour rembourser leurs dettes, les pays à faible revenu ont payé à leurs créanciers plus de trois fois ce qu'ils ont reçu en aide cette même année. »

AQOCI, 2008 et David Sogge, 2003

Figure 4 : Effort d'aide des vingt-deux pays du CAD
(moyennes 2000-2005, en % du revenu national brut)



C. DONNER PLUS OU PRENDRE MOINS?

Tout cela nous mène à un questionnement légitime : S'agit-il de donner plus ou de prendre moins? Au fil des années, la communauté des pays donateurs s'est demandé quel était le volume d'aide approprié. S'est aussi ajoutée la question de la part de l'APD, en fonction de la richesse d'un pays. Au terme de cette réflexion, le chiffre de 0,7% a été proposé et adopté par l'ONU (1970) comme objectif à atteindre pour les pays donateurs, c'est-à-dire 0,7% de leur Revenu national brut (RNB). Cette façon de calculer l'effort des pays est intéressante car elle donne un tout autre portrait que si l'on observe l'APD nette. Ainsi, à ce jour, les États-Unis sont le principal donateur. Or, ils sont aussi les moins généreux, étant au dernier rang par rapport au ratio APD/RNB. Ce pays n'a cependant jamais accepté l'objectif du 0,7%.

Le Canada, de son côté, ne cesse de diminuer son budget alloué à l'APD depuis les années 90 et de reculer par rapport à l'objectif du 0,7, reléguant l'objectif à un moment où « la situation fiscale du Canada le permettra » (Beaudet, 2009). En 2009, il

a même annoncé le plafonnement de son budget d'aide à partir de 2012. À l'inverse, certains pays scandinaves ont déjà dépassé le cap du 0,7%. Dans l'ensemble, l'effort de l'aide n'est pas suffisant pour les bailleurs de fonds qui ont convenu qu'ils redoubleraient d'effort pour atteindre les OMD, entre autres par une augmentation de leur APD.

Le cas du riz haïtien

« En 1986, Haïti était autosuffisante en riz, une denrée de base pour sa population. Le pays a été forcé par les donateurs et les prêteurs d'abolir ses barrières commerciales et a été inondé par le riz des États-Unis. En 1996, Haïti payait 100 millions de dollars par année pour l'importation de 196 000 tonnes de riz de l'étranger. La production haïtienne a chuté drastiquement. Lorsque les Haïtiens ont été dépendants du riz étranger, les prix ont commencé à monter. »

David Sogge, 2003

Or, quand on voit toutes les contradictions du système de l'aide, toutes les forces qui jouent contre l'aide, on se demande si « donner plus » est la solution. Voilà un dilemme complexe. En effet, d'un côté, on aimerait que nos pays honorent leurs engagements et accordent plus d'APD pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie et à faire vivre des organisations de la société civile

qui font un important travail de sensibilisation à la solidarité internationale. De l'autre, on se demande si une augmentation de l'APD, sans une réforme du système de l'aide, servira vraiment les buts visés.

L'aide, cadeau ou poison?

« Donner et recevoir comporte des zones grises; ces actes peuvent dissimuler l'échange ou la contrainte, même dans la vie quotidienne. Dans toutes les cultures, les peuples se sont méfiés des cadeaux. Dans certaines langues (occidentales et non occidentales), les mots pour dire cadeau partagent une racine commune avec ceux utilisés pour dire poison.»

David Sogge, 2003

Dans le même sens, on peut également se demander qui aide vraiment qui? Tout un débat a lieu sur la question de « l'aide liée », considérée comme une aide qui sert surtout les intérêts nationaux des pays donateurs. Est réputée liée, une aide qui est conditionnelle à l'achat de biens ou services par le bénéficiaire, dans le pays du donateur. Ainsi, si de deux dollars investis en APD revient un dollar au pays (salaire des fonctionnaires, embauche de firmes ou entreprises nationales, nécessité d'acheter des produits nationaux), peut-on encore parler d'aide? Si l'aide liée est en baisse, elle demeure importante dans de nombreux pays, dont les États-Unis et le Canada⁵ (Charnoz et Severino, 2007). Dans la même veine, on observe aujourd'hui une tendance des politiques d'aide à être influencées par la préoccupation sécuritaire qui a suivi le 11 septembre. On parle alors d'une militarisation de l'aide et de plus en plus de projets impliquant l'armée et la police. Plusieurs observateurs craignent que les programmes d'aide au développement soient une excuse cachée pour soutenir la lutte contre le terrorisme, alors que s'est installé, au sein de la communauté des bailleurs de fonds, un lien de causalité entre pauvreté et violence.

La réplique de la société civile québécoise

En novembre 2006, à Montréal, des représentants des organisations de la société civile du Québec, ainsi que des partenaires de plusieurs régions du monde se sont rencontrés dans le cadre des États généraux de la coopération et de la solidarité internationale. Ils ont abouti à une Déclaration du Québec exposant leur vision, en réponse à celle véhiculée par la Déclaration de Paris (2005) adoptée par la communauté des donateurs, autour du nouveau cadre de l'efficacité de l'aide. Parmi les revendications de la société civile québécoise :

- Nous refusons et dénonçons le détournement d'une partie de l'aide au développement au profit de considérations « sécuritaires », liées à la « guerre au terrorisme »...
- Nous réclamons une réforme des Nations Unies et de ses agences ou institutions spécialisées...
- Nous exigeons la réforme et la démocratisation des institutions financières et commerciales internationales pour assurer un meilleur partage des pouvoirs de décision...
- Nous réclamons l'annulation sans condition de la dette des pays pauvres du Sud...
- Nous voulons faire augmenter les budgets consacrés à l'APD au moins jusqu'à 0.7% du RNB...
- Nous appuyons la souveraineté alimentaire de chaque pays...
- Nous voulons favoriser le développement et la reconnaissance de la société civile, tant ici que dans les pays du Sud...
- Nous exigeons partout l'égalité entre les femmes et les hommes...

Extraits de Responsables aussi du monde :
la contribution de la société civile québécoise à la
solidarité internationale www.aqoci.qc.ca

⁵ En septembre 2009, le Canada a par ailleurs annoncé le déliement complet de son aide entre cette date et 2012-2013.

D. LES LIMITES DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Il est certainement très noble d'avoir fixé des objectifs clairs et fixés dans le temps, pour en finir une fois pour toute avec la pauvreté. L'engouement inégalé pour les OMD devrait nous réjouir. En effet, il est difficile d'être contre la vertu. Pourtant, des voix qui critiquent les OMD émergent peu à peu, particulièrement au Sud. Ce n'est pas sur les objectifs en tant que tel qu'ils butent, ni sur le but ultime de lutte contre la pauvreté, mais bien

difficile d'être
contre la vertu

sur les visions de la pauvreté, des populations du Sud et du développement, qui sont véhiculées par les OMD. Mis à part le fait qu'ils

sont insuffisants – dans les faits, ils constituent un recul par rapport à des engagements antérieurs plus ambitieux- ils sont en retard dans leur réalisation et ils ont été quelque peu délaissés par le CAD, au profit de sa réforme sur l'efficacité.

Les critiques portent sur deux points principaux.

La lutte à la pauvreté évacue la question des inégalités. Il s'agit d'un recul important par rapport aux riches débats des années 70 qui avaient problématisé les causes structurelles des inégalités et pensé le développement en termes de redistribution. Les OMD offrent une vision simplifiée de la pauvreté, qui est présentée comme détachée de ses causes. Il s'agit du même coup d'une vision édulcorée du développement, associé à la seule lutte à la pauvreté, et une fois de plus, dépouillée de son enjeu politique. On ne remet jamais vraiment en cause le système économique à l'origine de cette pauvreté à laquelle on s'attaque, le néolibéralisme. « Sortir les pauvres de leur condition de dénuement est une bien plus noble cause que d'attaquer les riches »! (Lapeyre In Alternatives Sud, 2006).

Les OMD offrent une vision simplifiée de la pauvreté, qui est présentée comme détachée de ses causes.

Ensuite, les OMD véhiculent une vision misérabiliste des pauvres présentés dans une position où ils sont des victimes passives, des « groupes cibles », des « populations vulnérables », attendant d'être sauvés par les pays riches. Cela contribue à un paternalisme, un élitisme et un certain ethnocentrisme qui ne sont pas sans rappeler l'école de la modernisation. En présentant des individus dans la misère, on oublie le portrait global. On les coupe aussi de la communauté dont ils font sûrement partie, et on oublie que celle-ci est certainement en action pour améliorer son sort (Lapeyre In Alternatives Sud, 2006).

1.4 Au-delà de l'aide, repenser le développement

Que penser alors de l'aide au développement? Les opinions sont diverses. Certains prônent une réforme du système d'aide pour le débarrasser de ses contradictions. D'autres sont plus radicaux et croient que l'aide n'est pas porteuse de développement (Sogge, 2003). Le débat est donc ouvert. Quoi qu'il en soit, ce qui semble faire consensus, c'est l'échec relatif de soixante ans d'aide au développement. Tant d'efforts pour en arriver là, au même point ou parfois dans une situation pire que celle qui existait antérieurement.

Recul et inégalités

« Selon le rapport sur le développement humain [du PNUD], le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême a augmenté de près de 100 millions depuis les années 1980, alors que le revenu mondial total a augmenté de 2,5% par an en moyenne. Au moins 54 pays sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans. »

Focus on the Global South, 2003 In

Pourquoi? S'agit-il seulement d'un manque d'efficacité, d'une mauvaise gestion? On peut en douter. Et si le problème était plus profond que ça? S'il ne s'agissait pas tant de débattre sur l'aide mais de se demander, plus fondamentalement, quel modèle de développement sous-tend cette aide?

Le monde de l'aide, en plus d'être truffé d'ambiguïtés et de contradictions, est dominé par un modèle de développement particulier, présenté comme un consensus. Mais ce modèle est véhiculé par les acteurs les plus influents du système de l'aide. D'une part, ce modèle dominant, qui renaît de ses cendres, s'adapte toujours et encore, vieux vin dans de nouvelles bouteilles, véhicule la même conception unique du développement, entendu comme croissance (dans le cadre d'une mondialisation néolibérale). D'autre part, il récupère les vieilles idées de l'école de la modernisation, quant à une nécessité de moderniser les pays du Sud. Même si l'on parle aujourd'hui de bonne gouvernance, il s'agit toujours d'un manque de capacités que l'on doit combler par les connaissances d'un expert occidental. Les pays pauvres doivent être « aidés » à trouver leur voie à travers le développement. Ils doivent être « développés » ! Voilà pourquoi plusieurs critiques ont baptisé ce modèle dominant ou ce paradigme (ensemble de théories s'appuyant sur des a priori communs) le développementisme.

S'ajoutent à ces constats des crises multiples qui aggravent la situation des pays du Sud (crise alimentaire, crise environnementale), et viennent bousculer nos convictions quant à ce modèle de développement destructeur qui est le nôtre (crise écologique, crise des ressources, crise économique et financière). Certains parlent alors d'une autre crise, « la crise du développement ». Ce terme fait d'abord référence au champ du développement qui serait en crise, en raison de l'échec des politiques d'aide, mais aussi en raison d'une insuffisance des théories principales ou classiques sur le développement. En fait, le modèle dominant nous ayant déjà prouvé son incapacité à éviter la crise, comment pourrait-il être une solution ? Pour sortir de la crise, une majorité croit qu'il faut repenser le développement. Et en tout premier lieu, remettre en question le modèle dominant, celui qui entretient un système économique générateur d'inégalités, qui détruit l'environnement par la croissance infinie, et qui nie les cultures locales.

Ce modèle, celui que l'on plaque sur les pays du Sud et que l'on suit chez nous, il est au carrefour des diverses crises que nous connaissons. Ainsi, plusieurs milieux sont impliqués dans la réflexion sur la crise du développement, pas seulement les experts du développement. La notion de développement, celui qui est et celui que l'on souhaite, concerne désormais autant les communautés du Sud que nous-mêmes, ici. On n'a qu'à penser aux mégaprojets de développement prévus sur notre territoire, qui ont suscité la colère et la mobilisation des Québécois il n'y a pas si longtemps. Mais s'il faut repenser le développement, il faut d'abord le défaire, le déconstruire.



Photo: <http://www.okamag.fr>



Photo: <http://www.quebeckyo.org>

En présentant des individus dans la misère, on oublie le portrait global. On les coupe aussi de la communauté dont ils font sûrement partie, et on oublie que celle-ci est certainement en action pour améliorer son sort

S'ARRÊTER, PRENDRE DU REcul, RÉFLÉCHIR

II. LA REMISE EN QUESTION DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DOMINANT

Ce que les Français appellent développement, est-ce que c'est ce que veulent les villageois? interroge Thierno Ba responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve. Non. Ce qu'ils veulent c'est que le pulaar appelle bambaare. Qu'est-ce que cela signifie? C'est la recherche par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle.
Cimade, « Quand l'Afrique posera ses conditions »

Nous n'avons qu'une quantité limitée de forêts, d'eau, de terre. Si vous transformez tout en climatiseurs, en pommes frites, en voitures, à un moment donné vous n'aurez plus rien.
Arundathy Roy, écrivaine indienne

Les crises sont des moments particuliers. Au-delà du fait qu'elle est un indice que « quelque chose ne va pas », la crise peut être une occasion de recommencer à neuf, une chance à saisir. Ce peut être le moment de s'arrêter, de se faire observateur pour un temps, de réfléchir à ce que nous voulons. Une crise peut être l'occasion de changer nos vieilles habitudes, nos comportements malsains, nos croyances erronées. On peut décider d'explorer de nouvelles voies et trouver un nouveau sens à nos actions. Si on saisit cette chance, la crise peut être salvatrice.

* * *

2.1 Une nébuleuse critique

Depuis déjà une quarantaine d'années, des observateurs critiquent ce qui leur apparaît comme le modèle dominant de développement. Mais aujourd'hui, nous sommes à un point tournant et face à la néo-modernisation se développe un discours néo-critique (Peemans, 2002). Ce qu'il a de particulier, c'est qu'il plonge ses racines dans le prolongement des courants critiques des années 70. Parfois aussi, il s'agit de pistes de réflexion nouvelles prenant en considération des circonstances historiques nouvelles, mais se constituant dans le droit fil de leurs prédécesseurs. Une chose est certaine : certains courants apparaissent plus actuels que jamais, à la lumière de la présente crise globale. On dirait que certaines idées, très en avance sur leur époque, devaient être comprises un peu plus tard.

C'est bien des « naufragés du développement » que viendront les alternatives.

On appellera ce discours ou cet ensemble de courants une « nébuleuse critique », alors qu'une nébuleuse est un objet céleste diffus et vaporeux. En effet, les frontières de chaque courant ne sont pas toujours clairement définies et sont poreuses entre un courant et un autre. Ainsi, certains auteurs peuvent avoir des affinités avec plusieurs tendances à la fois, sans que cela ne soit nécessairement contradictoire. Dans le même sens, certains thèmes ou dimensions traversent les différents courants de la nébuleuse et sont communs à la plupart d'entre eux.

A. DES DIMENSIONS TRANSVERSALES

La culture et l'identité : Cette dimension est considérée comme une dimension oubliée du développement. Lorsqu'elle est considérée, c'est surtout comme un frein au développement. Voilà ce que la majorité des courants critiques déplorent. Ils soulignent aussi les impacts du développement conventionnel sur les cultures locales.

Les acteurs oubliés : Les populations du Sud, les communautés locales, les « pauvres » en fait, sont considérés comme les grands oubliés du développement. Par rapport à l'État et au marché, mais aussi par rapport aux acteurs principaux du système de l'aide, ceux qui mènent le débat sur les stratégies de développement. Les courants critiques s'intéressent particulièrement aux femmes et aux autochtones comme acteurs oubliés, à travers leurs modes de vie, leurs savoirs et leurs valeurs. C'est bien des « naufragés du développement » que viendront les alternatives.

L'environnement : Cette troisième dimension est majeure et traverse la nébuleuse critique. En effet, l'écologie est présente en trame de fond pour tous ceux qui remettent en question le modèle de développement dominant. D'abord ceux-ci dénoncent les effets du développement agressif et conventionnel sur les écosystèmes locaux, les ressources, la biodiversité. Ensuite, ils en viennent à remettre en question la croissance infinie comme objectif du développement. On le sait aujourd'hui, la planète ne pourra pas supporter une croissance infinie.



Photo: Développement et Paix

B. DES CRITIQUES COMMUNES

Des critiques particulières semblent aussi faire consensus parmi les courants critiques.

Maldéveloppement : De façon générale, un thème commun à ces critiques est la dénonciation de ce qu'ils nomment un « maldéveloppement ». Le maldéveloppement détruit les écosystèmes, déstructure les communautés et augmente les inégalités, au nom du développement. Le terme sert donc à distinguer le « bon développement », celui qu'on imagine ou qu'on souhaite, du « mauvais développement », celui qui a été mis en œuvre le plus souvent.

Économicisme et productivisme : Cette critique commune fait référence à la prédominance de la science économique dans les stratégies et approches du développement. De plus, les courants critiques dénoncent la croissance pour la croissance, alors que les principales théories du développement cherchent des recettes économiques pour que les pays du Sud atteignent le niveau d'industrialisation et de croissance des pays du Nord. Aussi, le productivisme du modèle de développement dominant, ou le fait qu'il prône des sociétés organisées autour du seul principe de la production, est dénoncé.

Ethnocentrisme : Le modèle dominant est surtout critiqué car il véhicule un ethnocentrisme. À travers le développement, l'Occident se désigne comme le modèle à suivre et exporte son mode de vie, ses valeurs, sa science, comme s'il s'agissait d'éléments d'une culture supérieure. On parle alors de l'entreprise du développement comme d'une « occidentalisation du monde », ou d'un projet de domination culturelle que certains comparent à la colonisation. Aussi, l'idée de l'intervention dans la vie des gens du Sud, posée comme nécessaire et bonne, ou celle que le Sud a besoin d'être sauvé par le Nord, est perçue par ces critiques comme un ethnocentrisme ordinaire, malgré la bonne foi.

Le développement n'est désormais plus fait pour eux mais bien par eux, selon leur propre conception du développement et sans intermédiaire.

L'inventeur du maldéveloppement

Ce terme a d'abord été utilisé par le sociologue René Dumont, dans son ouvrage *L'Afrique noire est mal partie* (1962). Il décrivait le processus par lequel le mode de développement dominant détruit les environnements locaux et a des conséquences négatives sur la qualité de vie des populations qui subissent un développement inadéquat. Il est devenu dans les années 80-90 un thème important du nouveau discours critique, principalement chez ceux que l'on associe aujourd'hui au courant de « l'après-développement ». Aujourd'hui, le maldéveloppement est plus que jamais d'actualité. Plusieurs auteurs y font référence avec des titres comme *Quand le développement crée la pauvreté : L'exemple du Ladakh* (Helena Norberg-Hodge, 2002), ou *Quand la misère chasse la pauvreté* (Rahnema, 2003).

2.2 Quelques courants critiques éclairants

Les courants suivants, à travers leur remise en cause du modèle dominant et les propositions qu'ils font, offrent des conceptions nouvelles du développement. Ils peuvent certainement nous inspirer pour repenser le développement. De plus, une majorité des auteurs qui les composent provient du Sud. Ces courants sont donc particulièrement intéressants, car ils nous montrent des points de vue du Sud sur le développement.

A. L'ETHNODÉVELOPPEMENT

L'ethnodéveloppement est né d'une proposition théorique élaborée par l'anthropologue mexicain Guillermo Bonfil Batalla, lors d'une rencontre de plusieurs organisations autochtones de l'Amérique latine, en 1981. D'abord approche théorique issue de l'anthropologie, l'ethnodéveloppement est devenu la ligne d'action de tout un pan du mouvement autochtone en Amérique latine. On peut donc aussi le considérer comme une stratégie ethno-politique.

L'ethnodéveloppement s'appuie sur une « conscience d'ethnicité » valorisée, qui agit comme un moteur de développement endogène, ou de l'intérieur. En fait, l'ethnodéveloppement ne perçoit plus l'ethnicité comme étant un obstacle à la modernisation. Cette idée rompt avec le modèle de développement dominant dans lequel l'identité nationale est préconisée, et le développement par la modernisation (d'en haut) est censé faire disparaître

les revendications d'autodétermination basées sur l'identité ethnique. De plus, l'ethnodéveloppement s'élabore en réaction à une approche voisine : l'approche participative. Une différence mince mais capitale existe entre les deux : le développement n'est désormais plus fait pour eux mais bien par eux, selon leur propre conception du développement et sans intermédiaire.

Le modèle de développement dominant comme assimilation

Rodolfo Stavenhagen est le premier à faire connaître l'ethnodéveloppement dans le monde anglophone dans les années 80. Pour lui, les études sur le développement négligent la « question ethnique » dans leur cadre d'analyse, et c'est ce que l'ethnodéveloppement met en lumière. Il existe en effet un biais dans le développement conventionnel en faveur de l'identification nationale, au détriment de l'identification ethnique. Pourtant, souvent, les États sont multiethniques. Stavenhagen s'oppose à l'idée qu'avec le développement viendra l'assimilation et la fin des conflits au sujet de l'identité. Il met plutôt l'emphase sur des politiques respectant les droits des minorités (incluant leur droit de choisir leur développement), et favorisant, quand c'est possible, des stratégies mises en place par les groupes eux-mêmes. (Stavenhagen In Fong, 2008)

De l'approche participative à l'ethnodéveloppement : Comment ne pas parler au nom d'un autre?

L'ethnodéveloppement est un courant qui se constitue sur la base d'une critique de l'approche participative, approche cousine dans le champ du développement. Cette dernière tire ses origines de l'approche de la conscientisation du pédagogue Paolo Freire, initiée dans les années 70 au Brésil. Devenue la recherche-action participative avec le travail de Fals-Borda en Colombie (Labrecque, 2000), cette approche, aussi appelée « l'anthropologie par l'action », est basée sur la collaboration et les échanges entre un chercheur et les gens de la communauté. Le chercheur, qui

devient alors « chercheur activiste », tente de devenir un facilitateur de changement social.

Malgré les échanges, le dialogue et la bonne foi, reste que celui-ci agit souvent en tant qu'intermédiaire entre la communauté et les institutions de développement. C'est donc la question du manque de représentativité et de parité des communautés qui est la principale critique à l'endroit de l'approche participative. Le rôle d'intermédiaire du chercheur pose effectivement le plus gros problème éthique, alors que l'on questionne la possibilité pour celui-ci de demeurer neutre et de ne pas influencer les choix de la communauté vers un type de changement social ou de développement particulier. En effet, comme tout être humain, le chercheur arrive avec ses valeurs dans ses bagages. Les tenants de l'ethnodéveloppement déplorent le fait qu'il finisse toujours par parler au nom de quelqu'un d'autre, en fonction de ce qu'il croit par exemple que les autochtones ont besoin. Il en va de même de nombreux experts, ONG et institutions qui font valoir leur conception du développement et leur interprétation des besoins des autochtones, leur perception de l'identité de ces groupes.

Le cri du coeur d'un chef autochtone

« Le problème est que la majorité des ONG nous traitent comme si nous étions des bébés buvant encore à la bouteille. Ils parlent pour nous et créent des projets pour nous. Nous sommes vraiment fatigués que les choses soient faites pour nous, sans qu'on ne nous demande même notre opinion. Ceci est à la racine de nos problèmes. »

Bruno Barras, chef autochtone du Paraguay

(In Blaser, Feit et al., 2004, traduit par l'auteure)

Autodétermination, parité et développement "our way"

Au cœur de l'ethnodéveloppement donc, la question de l'autodétermination des autochtones et des communautés du Sud en général, ou leur possibilité de décider de leur propre sort, selon ce qu'ils sont et souhaitent. La parité elle, fait référence au degré de pouvoir qu'a un groupe, dans les prises de décision qui le concernent, par rapport aux autres acteurs du développement. L'ethnodéveloppement constitue donc une réponse au constat que, bien souvent, le vecteur de changement social est

externe à la communauté. D'où l'importance du caractère endogène de l'ethnodéveloppement, un changement qui provient de l'intérieur. À ce sujet, l'ethnodéveloppement se situe dans le droit fil d'une série d'approches alternatives apparues dans les années 70. Il bénéficie en effet de toute une réflexion déjà amorcée autour de la notion d'un développement choisi par les communautés (on parle alors de développement « auto-centré », d'endodéveloppement et d'expériences de self-help ou d'autosuffisance).

Il est intéressant aussi de constater à quel point l'ethnodéveloppement fait écho à l'évolution des luttes politiques autochtones en Amérique latine, des groupes s'étant organisés pour obtenir une plus grande reconnaissance juridique et politique ainsi que davantage de droits collectifs. Plusieurs remarquent des phases dans l'évolution du mouvement autochtone, ou de ce que certains nomment un indigénisme. Il a d'abord été caractérisé d'un indigénisme participatif et d'intégration, véhiculant la conception du développement de l'approche participative où les ONG et les anthropologues ont un rôle important. Puis, aujourd'hui, on considère qu'il est entré dans une nouvelle phase, caractérisée par une volonté d'autodétermination, d'autonomie et de développement our way. Après avoir obtenu une reconnaissance juridique, les autochtones d'Amérique latine veulent choisir leur développement et parler pour eux-mêmes, ce qui se rapproche de l'ethnodéveloppement..

Le droit au développement, c'est aussi le droit de ne pas choisir le développement

Dans l'ethnodéveloppement, le droit au développement est un aspect central, qui implique que les communautés puissent choisir le développement qu'elles veulent. Mais il implique aussi ce qu'on oublie souvent : le droit de ne pas choisir le développement. En effet, ce que ces groupes veulent, c'est la liberté de choisir un but qui inspirera la communauté et qui respectera leurs traditions et cultures. Si c'est le développement, tant mieux, sinon, tant mieux. Ainsi, un groupe pourra-t-il choisir un but qui n'est pas basé sur l'accumulation de richesses, mais sur la conservation de la vie, de la culture.

Comme les idées dominantes concernant le développement sont très fortes, plusieurs praticiens du développement considèrent que ces groupes adoptent une position « anti-développement », interprétée comme un blocage au progrès, une résistance au changement. Ces communautés se font souvent demander : Qu'est-ce que vous avez? Vous ne voulez pas vous développer?

Développement versus joie de vivre

Dans un article intitulé *Development versus enjoyment of life* (2007), Joabe G. Cavalcanti relate un cas intéressant. L'histoire se passe à Gravatá, ville rurale du Nord-Est du Brésil, dans une petite communauté de fermiers vivant de l'agriculture de subsistance (chacun travaille son lot de terre pour subvenir aux besoins de sa famille). Ayant été en contact avec des techniciens de l'État, « experts en développement », des membres de la communauté ont appris l'existence d'un fonds de la Banque mondiale destiné à améliorer les conditions de vie des producteurs ruraux et distribué via le gouvernement. L'idée qu'il serait bien d'acquiescer un élevage de chèvres pour compléter ce qu'ils avaient déjà donc germé et une collaboration a commencé entre la communauté et les experts de l'État pour rédiger un projet. Résultat, ils ont finalement reçu la subvention de la Banque mondiale. Or, de nombreuses conditions étaient « attachées à l'argent », notamment quant à la façon dont les membres de la communauté devaient s'organiser et travailler ensemble. La Banque mondiale stipulait que ce type de projet devait être de nature collective et les techniciens étaient responsables de superviser les résultats et de s'assurer que le projet se déroule de la manière stipulée. Cette communauté n'était pas habituée à un travailler de manière collective et ne se réunissait que pour des événements ne concernant pas le travail, lors de fêtes ou pour la résolution de conflits. Le projet est tombé à l'eau quand la communauté a trouvé qu'elle était mieux avant qu'il ne débute, alors que les conditions semblaient plus compliquées que les bénéfiques. De leur côté, les techniciens du projet se plaignaient que les gens étaient paresseux et stupides de ne pas vouloir changer leurs vies pour le mieux. Ils étaient prêts à leur montrer qu'ils avaient d'autres besoins, même s'ils ne semblaient pas au courant. La communauté était également perçue par eux comme naïve et ignorante de se désengager du projet. Du côté des bénéficiaires, même s'ils ont fini par croire que les experts étaient plus savants, ils n'ont jamais accepté l'idée que des étrangers sachent mieux qu'eux ce qui était vraiment important dans leurs vies. Ils n'étaient pas intéressés à améliorer leurs vies, si « améliorer » voulait dire déstabiliser leur mode de vie. Pour eux, le développement ne devait pas être synonyme de plus de travail, plus de mal de tête, même si cela voulait aussi dire plus de biens de consommation et d'argent. Ils n'étaient pas intéressés à faire plus d'argent, car les changements requis auraient voulu dire une plus grande perte de leur possibilité d'apprécier leur vie.

«Vous ne voulez pas vous développer?»

Des ethnovisions du développement

Bien qu'il soit ancré en Amérique latine, l'ethnodéveloppement peut être utile partout. En effet, l'auteure Aneesa Kassam relate un cas d'ethnodéveloppement en Éthiopie, où une ONG locale applique une « ethnothéorie du développement » élaborée par les peuples oromos. Cette conception particulière du développement émane des systèmes de savoirs traditionnels. Ainsi, l'expérience correspond à la spécificité de l'ethnodéveloppement : soit que le développement vienne des ressources et agents internes de la communauté. (Kassam, 2002) Ce qui est difficile et complexe cependant, au niveau de l'application, c'est de choisir.

Qu'est-ce que l'on garde et qu'est-ce qu'on transforme, pour faire une synthèse de la tradition et de la modernité? Quelles institutions traditionnelles valent la peine d'être revitalisées, et quelles doivent être transformées, au regard de ce que nous voulons en tant que communauté? Ce sont des questions complexes, mais que seule la communauté concernée doit se poser.



Photo: CARE Canada

Qu'est-ce que l'on garde et qu'est-ce qu'on transforme, pour faire une synthèse de la tradition et de la modernité? Quelles institutions traditionnelles valent la peine d'être revitalisées, et quelles doivent être transformées, au regard de ce que nous voulons en tant que communauté?



Photo: <http://www.buzzle.com/>

2.4 Finna : conception traditionnelle du développement des Oromos d'Éthiopie

C'est au cours de recherches anthropologiques et sociologiques que des chercheurs natifs de la région ont redécouvert une théorie traditionnelle du développement élaborée par leurs ancêtres. Ceux-ci voulaient reconstruire le système de savoirs qui existait avant que les Oromos (le groupe le plus nombreux d'Éthiopie), ne soient intégrés à l'empire d'Éthiopie à la fin du 19^e siècle. Ils voulaient savoir si les Oromos avaient leur propre définition du développement. Plus particulièrement, ce sont les Boorana, experts de la tradition orale parmi les Oromo, qui sont à l'origine de ce modèle redécouvert. Celui-ci tourne autour du concept finna, apparenté à l'idée de développement. Chez les Boorana, finna a les mêmes racines que les mots pour dire donner, apporter ou léguer. Ainsi, finna fait référence à un patrimoine qui se transmet de génération en génération et se transforme, demeurant basé sur les mêmes racines culturelles. La conception Oromo du développement s'inspire aussi de l'idée de la fertilité, tant humaine, végétale, qu'animale. Avant finna donc, il y a des phases qui sont celles de la fertilité (germination, maturité, reproduction, expansion). Mais contrairement à la conception occidentale du développement, finna n'est pas un processus de croissance linéaire et infinie. Il est plutôt comparable au mouvement de spirale des cornes du bélier. Après un cycle complet, c'est-à-dire après être passé par les dernières phases de prospérité et de développement (le « bon » développement), la crise du développement arrive (ou le « mauvais » développement), qui mène à un retour aux sources, à un nouveau commencement.

(Kassam, 2002)

Dans le même sens, certains parlent de « projets de vie » ou de « plans de vie », pour désigner les projets alternatifs de développement, pour et par les autochtones ou les communautés du Sud en général. Il s'agit d'une autre façon d'aborder l'ethnodéveloppement, comme ayant une « perspective du lieu » sans prétention à l'universalisme (Blaser, Feit et al., 2004), contrairement à ce qui est véhiculé par un modèle dominant unique.

Enfin, dans la même veine et pour mieux comprendre le potentiel de l'ethnodéveloppement, Radcliffe et Laurie proposent de concevoir la culture en tant que créativité (2006). Cette conception de la culture empêche de la considérer comme figée dans le passé, dans la tradition ou dans un mode de vie du passé. Elle est plutôt considérée comme source d'innovation, résultat d'un bricolage entre tradition et modernité. Ainsi, elle n'emprisonne pas les autochtones ou sociétés se réclamant d'une culture ou d'une identité dans une seule définition de ce qu'ils sont.

Les pièges à éviter

L'ethnodéveloppement, en s'intéressant aux concepts d'identité, de culture et d'ethnicité (on parle surtout d'une « conscience d'ethnicité »), suscite de nombreux débats, mais c'est davantage à cause des termes utilisés, de ce qu'ils rappellent, qu'à cause des expériences réelles d'ethnodéveloppement. Ainsi, certains critiques de cette approche relatent des cas historiques où la conscience d'ethnicité a été instrumentalisée par des élites politiques, menant à des conflits et même des génocides. Or, les tenants de l'ethnodéveloppement croient que ces notions, bien que complexes et pouvant nous mener sur des terrains glissants, ne devraient pas être l'objet de tabous. Ce qu'ils ne veulent pas justement, c'est voir des cultures entières disparaître puisqu'on n'a pas considéré l'impact du développement conventionnel sur elles. Ils se donnent des balises pour continuer la recherche à ce sujet, notamment quant à l'idée de l'autodétermination des peuples et des communautés : les laisser parler pour eux-mêmes, les écouter et respecter ce qu'ils ressentent comme leur identité. Le respect des droits humains apparaît aussi comme une balise dans tout processus de synthèse entre tradition et modernité, et la vigilance dans la mise en pratique du processus de représentation à divers niveaux. Bref, le principal apport de ce courant est d'avoir montré qu'il existait des ethnothéories du développement et qu'il pouvait exister des communautés qui ne choisissaient pas le développement.

B. L'ÉCOFÉMINISME

L'écoféminisme est un courant de pensée politique né de la jonction entre une approche féministe et une approche écologiste des problèmes mondiaux. On peut aussi le considérer comme une philosophie, ou un mouvement qui allie théorie et action militante. Plusieurs considèrent le mouvement Chipko des années 70 comme un signe avant-coureur, exemple de lutte écoféministe avant la lettre. On commence en effet à parler d'écoféminisme à partir du début des années 80. Si certains ouvrages fondateurs datent d'une vingtaine d'années, la littérature écoféministe s'étend jusqu'à nos jours, démontrant que la pensée est toujours actuelle et particulièrement utile pour appréhender les crises que nous connaissons.

L'écoféminisme est holistique et interdisciplinaire, c'est-à-dire qu'il prône une nouvelle façon de penser le politique, l'environnement, l'économie et la spiritualité. Le postulat de base écoféministe est que la domination patriarcale que subissent les femmes fait partie d'un même processus de domination que subit la nature. On le compare à un « féminisme écologique », mais aussi à un « féminisme du Sud », car il part souvent du point de vue des femmes du Sud vivant en situation de subsistance ou en étroite collaboration avec la nature. C'est du point de vue des exclus en général que les auteures écoféministes se placent, les exclus des fruits du développement, car ce sont eux qui peuvent nous apporter un point de vue nécessaire à notre survie à tous. Ayant plus d'une vision du monde à la fois, celle de l'opprimé et celle de l'opresseur, les marginalisés du système, qu'elles nomment le « système patriarcal occidental », peuvent nous faire voir l'invisible.

Ayant plus d'une vision du monde à la fois, celle de l'opprimé et celle de l'opresseur, les marginalisés du système peuvent nous faire voir l'invisible.

Chipko, ou les véritables Tree Hugger



Chipko est un mouvement de villageoises indiennes s'opposant à la déforestation de façon pacifiste. Origininaire de la région de l'Uttar Pradesh au nord de l'Inde, le mouvement de femmes est reconnu pour son action qui consiste à enlacer les arbres pour empêcher qu'on ne les coupe (d'où le terme tree hugger). Dans la culture indienne, certains arbres sont considérés sacrés par la communauté en raison de leur importance pour le mode de vie de subsistance. On relate des cas similaires deux siècles auparavant, alors que plusieurs femmes ont même sacrifié leur vie, mais on associe surtout le mouvement Chipko aux années 70. Vandana Shiva contribue à faire connaître le mouvement à l'étranger, ses actions, sa philosophie et ses résultats, notamment sur les lois forestières.

Photo : <http://alchemistpoonam.wordpress.com/>

Le mythe du développement

Pour les écoféministes, le développement est présenté comme universel et accessible à tous, alors que ce n'est pas vrai. Si on recule un peu dans le temps, on se rend compte que le développement des pays européens, dits aujourd'hui « développés », est basé sur l'exploitation de colonies pour l'accumulation de richesses. Ainsi, le développement des uns se fait au détriment des autres, et les conditions ayant permis le développement des premiers ne sont pas réunies pour le développement des seconds.

Dans son livre *Staying alive : Women, Ecology and Survival in India* (1988), Vandana Shiva parle du développement (ou du maldéveloppement) comme d'une entreprise comparable au processus de colonisation et elle explique qu'une population est particulièrement victime de cette « colonisation/domination » : les femmes autochtones (au sens de natives du lieu) des pays du Sud. En effet, celles-ci sont les plus touchées car elles dépendent en général de la nature pour leur mode de vie. Or, la nature est détruite par le processus de colonisation et cette population se retrouve en situation d'exclusion et de réelle pauvreté. Shiva dénonce aussi un ensemble de préjugés à l'endroit des femmes et de la nature qui rendent cette domination possible.

« Les présomptions sont claires : la nature est improductive; l'agriculture biologique basée sur les cycles de renouvellement de la nature attire la pauvreté; les femmes, les sociétés tribales ou paysannes ancrées dans la nature sont simplement improductives, pas parce qu'il a été démontré qu'en coopération, elles produisaient moins de produits et services pour répondre à leurs besoins, mais parce qu'on suppose que la production a lieu seulement par l'entremise de technologies vouées à la production de commodités, même lorsque ces technologies détruisent la vie. » (Shiva, 1988, traduit par l'auteur)

Un autre préjugé est celui entourant la notion de subsistance. Pour beaucoup de femmes du Sud, d'autochtones ou de communautés paysannes, la subsistance est un mode de vie qui permet de répondre à leurs besoins. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils vivent dans un état de pauvreté, comme on le croit souvent à cause d'une adéquation qui a été faite entre subsistance et pauvreté. Or, c'est cette fausse perception qui justifie le développement, présenté comme une façon de sortir de la pauvreté. Selon les écoféministes, c'est plutôt l'apport du développement (ou le maldéveloppement) qui crée pour eux la vraie pauvreté, car ils sont dépossédés de leurs terres, de leur mode de vie, et par là, de leur identité. Dans le même sens, Shiva indique que le PIB est un indicateur trompeur : il est présenté comme positif alors qu'il mesure la destruction de la vie et de la nature ainsi que l'exclusion.



Photo: <http://www.dirtthemovie.org/>

Vandana Shiva : activiste, auteure, scientifique et pionnière

Vandana Shiva est l'une des premières auteures à avoir jumelé, dès les années 80, des critiques du développement et de la science dans une perspective féministe du Sud. Physicienne indienne et pionnière de la pensée écoféministe, elle défend dans ses divers ouvrages l'idée selon laquelle le développement est un mythe qui camoufle une domination. Étant originaire d'une ancienne colonie britannique, Shiva assimile l'idée du développement à celle de la colonisation, représentant pour elle la poursuite du même processus. Avec une oeuvre abondante et variée, cette intellectuelle a inspiré plusieurs générations de critiques du développement, et elle a certainement contribué à la naissance de courants plus récents, comme l'« après-développement », ou la décroissance. Elle est aussi impliquée dans les luttes de paysans du Sud pour leurs droits, fondatrice du mouvement Navdanya (neuf graines) prônant l'agriculture diversifiée et l'utilisation de semences locales (via des banques de semences), et donnant de l'information aux populations du Sud quant à leurs droits concernant leurs savoirs traditionnels. Gagnante de nombreux prix alternatifs, conférencière de renommée et leader de l'altermondialisme, elle est également à l'avant-plan des débats sur la science et le vivant.

Le mythe de la supériorité de la science

Selon les écoféministes, le développement en tant que projet s'appuie sur la science moderne occidentale. Comme le développement, la science est dominée par certaines idées qui font qu'on est face à un paradigme scientifique dominant : un réductionnisme scientifique. Réducteur, ce paradigme scientifique l'est car il réduit la nature à une machine, de façon à l'utiliser et à en tirer profit. Ce projet d'une vision mécanique de la nature l'a emporté sur une science plus intuitive et holistique qui coexistait, avant que la science qu'on connaît ne devienne dominante. Cette science plus intuitive a cependant été dépeinte comme étant féminine, passive, faible, puisqu'elle véhiculait une vision de la Mère nature. De plus, puisque le contexte d'émergence de la science moderne est aussi

celui de la naissance du capitalisme, on préférerait une nature séparée des hommes, rendue passive et contrôlable, pour plus de profits. Il s'agit donc à la fois d'un projet masculiniste, avec comme but de rendre la nature son esclave, tout comme les femmes et les populations du Sud. Bref, dominer tout ce qui représente un obstacle au contrôle et à l'utilisation de la nature pour le profit de certains.

En étudiant la philosophie de la science, Shiva en arrive à la conclusion que cette science, qui se dit universelle et objective, est devenue avec le temps une idéologie comme une autre, issue d'une culture particulière et traduisant un projet social particulier. Elle s'appuie aussi sur des suppositions et des métaphores qui ne sont pas toujours vérifiées.



Photo: Développement et Paix

Bref, elle n'est donc pas supérieure à l'ethnoscience, car elle a le même fonctionnement. Or, nous n'examinons pas la science comme les autres institutions, car elle bénéficie d'une crédibilité quasi sacrée. Cela nous empêche de voir qu'au fond, la science est culturellement marquée. Cela nous empêche aussi de voir les dégâts créés en raison des mauvais usages de cette

science. Mis à part la crise environnementale que nous connaissons, une grave conséquence de la science moderne occidentale est d'avoir dépossédé les gens de leur savoir. Les gens n'ont plus la possibilité de vérifier les conclusions et explications de la science qui est réservée à une élite. En même temps, on a souvent perdu des connaissances intuitives ou traditionnelles.

Le savoir des femmes du Sud

Dans la littérature écoféministe, les femmes du Sud sont considérées comme les expertes de la conservation de la biodiversité, car elles ont appris à conserver l'équilibre naturel qui leur permet de nourrir leur famille, dans une relation de réciprocité avec la nature. Dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de la gestion de l'eau, les autochtones et les paysans, particulièrement les femmes, ont des connaissances très élaborées de leur environnement et des cycles de la nature. En effet, elles sont les principales responsables de la production alimentaire. Malheureusement, leur

travail est souvent rendu « invisible » dans l'économie et considéré improductif. Il est pourtant très diversifié et productif, touche à plusieurs secteurs et assure le lien entre les animaux, l'agriculture, les arbres et l'eau.

La pensée de Vandana Shiva s'articule autour de l'idée d'un « principe féminin », ou d'une conception traditionnelle de la nature présente de façon générale dans les pays du Sud et les économies de subsistance. Ce principe est présent selon elle dans la majorité des systèmes de savoirs traditionnels, et se traduit spécifiquement par le savoir écologique des femmes du Sud. Il permet d'appréhender la nature en continuité et en harmonie avec la société, et il induit un rôle particulier aux femmes en tant que productrices de la vie. Or, ce principe – qui est d'ailleurs critiqué par d'autres courants féministes – est à comprendre au-delà d'une dichotomie homme/femme, mais dans une complémentarité ou une conception holistique.

En Inde, elle explique que la colonisation met fin à ce principe féminin dans presque tous les domaines. Plus tard, le savoir traditionnel et le savoir féminin sont dévalorisés et dominés au cours du processus de développement et de modernisation. Ce processus crée la monoculture intensive, répondant à des impératifs économiques d'exportation, mais appauvrissant la terre et les aliments en nutriments, alors que les paysans ne peuvent plus se nourrir. Les pesticides chimiques rendent les récoltes dépendantes et tuent les défenses naturelles de la terre (bons insectes), tout en polluant les cours d'eau. La fin de la diversité dérègle les écosystèmes et fait baisser les rendements. La sur utilisation de l'eau nécessaire à la monoculture industrielle assèche les cours d'eau. La déforestation crée les inondations (Shiva, 1988). Une caractéristique du modèle de développement dominant est donc l'absence de prise en compte de l'environnement et des connaissances développées par ceux qui y vivent.

« Comme dans tous les autres cas, le maldéveloppement dans le domaine de la gestion de l'eau est basé sur le préjugé qu'il n'y a pas d'histoire de gestion de l'eau avant

l'introduction de systèmes de gestion dirigés par des ingénieurs et des techniciens formés dans les paradigmes occidentaux. » (Shiva, 1988, traduit par l'auteure)

Le fait de « ne pas voir » permet au colonisateur ou au développeur d'ignorer ce qui existait avant qu'il n'arrive, de nier la culture locale : « En ne voyant pas le monde tel qu'il est, le colonisateur peut se sentir chez lui, mais les colonisés – les gens, les animaux, les plantes – sont déplacés, rendu sans-abri dans leur propre patrie, comme la femme abusée qui est sans-abri dans son propre corps. » (Hawthorne, 2002, traduit par l'auteure)

Les conséquences sur les femmes du Nord et les hommes

Selon les écoféministes, la domination de la science en tant que projet patriarcal occidental affecte aussi les femmes du Nord et les hommes en général. Se distinguant qu'on peut considérer plus classique, Maria Mies explique que les femmes du Nord ont mal compris l'enjeu de l'autodétermination, interprété comme le contrôle d'une nature féminine. Elles sont donc tombées dans un piège. Comme Simone de Beauvoir qui voulait être « comme » un homme, elles se sont coupées de leur corps pour le dominer, permettant à d'autres de le contrôler, que ce soit par la science, des technologies ou l'État. Les femmes, associées à la sensibilité et à la nature, donc à la matière, n'ont longtemps été qu'un corps (péjoratif) et elles ont fini par croire qu'il fallait choisir entre celui-ci et l'esprit pour être reconnue et émancipée. Cela expliquerait un sentiment d'aliénation et de dépossession des femmes d'aujourd'hui. Selon elle, les femmes ont un urgent besoin de recréer des relations vivantes de symbiose : « Il est temps qu'à la fois les femmes et les hommes se mettent à comprendre que la nature n'est pas notre ennemie, que notre corps n'est pas notre ennemi, que nos mères ne sont pas nos ennemies » (In Mies et Shiva, 1998).

L'appropriation peut donc prendre diverses formes. Appropriation de la terre lors de la colonisation, appropriation du corps de la femme par la science. L'appropriation a pour but le contrôle et aujourd'hui, les forces dominantes vont jusqu'à s'approprier des

biens communs qui ne sont même pas matériels : la culture, le savoir et la vie. Il s'agit ici d'un thème important de la littérature écoféministe plus récente – la marchandisation des biens communs – qui rejoint également toute une littérature sur les biens immatériels (voir des auteurs comme André Gorz). Qu'il s'agisse de la culture, des savoirs traditionnels, de la spiritualité ou de ses propres cellules, selon les écoféministes, le processus de cooptation/appropriation est le même. On s'approprié un élément spécifique qui n'a pas encore de valeur sur le marché et on le transforme en marchandise pour l'intégrer au marché et le contrôler. La biopiraterie illustre bien ce phénomène.

La biopiraterie : vol moderne de savoirs traditionnels

Ce terme est communément utilisé pour désigner le vol de droits de propriété intellectuelle sur un savoir traditionnel lié à une espèce de la biodiversité, au moyen de brevets. Le plus souvent, il s'agit de compagnies du Nord qui, prétendant avoir fait une découverte, s'approprient un savoir du Sud pour le commercialiser et contrôler le marché, sans avoir demandé la permission aux communautés détentrices. Une fois un brevet obtenu, le monopole d'exploitation permet de percevoir des sommes à ceux qui utilisent ce procédé ou la ressource. Le problème est que les organismes qui distribuent les brevets ne cherchent pas très loin pour vérifier le caractère novateur d'une découverte : elles se limitent en général aux les publications scientifiques reconnues. Ainsi, des chercheurs américains ont pu obtenir un brevet pour la découverte d'effets thérapeutiques associés au curcuma, alors que les Indiens les connaissent et les utilisent depuis des centaines voire des milliers d'années.

Comme les savoirs traditionnels ne font pas souvent l'objet de publications scientifiques (du moins traduites en anglais), ou de recherches-cliniques (en laboratoires), on considère qu'il n'y a pas de preuve de leur existence préalable. C'est donc à la communauté de prouver l'existence de ce savoir avec des documents écrits qui précèdent la date de la prétendue découverte, si elle veut faire annuler un brevet. Or, cela implique des démarches et des procès qui coûtent très cher. Les cas indiens du curcuma, du neem et du riz basmati sont emblématiques à ce sujet, comme ceux du hoodia de la tribu San d'Afrique du Sud (un cactus qui coupe la faim), et de l'Ayahuasca de l'Amazonie (une plante hallucinogène dont les principes actifs auraient un potentiel thérapeutique pour certaines maladies neurodégénératives ou troubles de santé mentale). Officiellement, c'est un vide juridique qui serait en cause dans les cas de biopiraterie. Mais le phénomène apparaît davantage comme une tendance que comme certaines erreurs isolées. Les pays du Sud en sont les plus grandes victimes, car ils sont aussi les plus riches en matière de biodiversité et de savoirs locaux associés aux variétés. La biopiraterie est un vol odieux de savoirs qui nie l'inventivité des peuples non-occidentaux et leur contribution à l'humanité, crime plus flagrant encore car il est légitimé par des outils juridiques internationaux.

Et les hommes dans tout ça? Ils sont aussi concernés par l'écoféminisme. Selon Susan Hawthorne, la caractéristique principale de la mondialisation est la « déconnexion » (2002). Contrairement à l'utilisation qu'en fait Samir Amin, elle utilise le mot dans son sens commun : déconnexion entre la production et la consommation, déconnexion d'avec la terre, déconnexion d'avec son corps et de ce qui est sacré, déconnexion d'avec les autres et d'avec soi. En conséquence, nous ressentons un vide. Celui-ci est rempli par la consommation et la science, qui encouragent encore plus de déconnexion.

Les propositions écoféministes

Les femmes, les autochtones et la biodiversité constituent des sources d'inspiration pour les alternatives des écoféministes, sortes d'utopies politiques (au sens d'imaginées, mais pas irréalistes). La thèse de Vandana Shiva est que le paradigme dominant de savoirs en arrive aujourd'hui à un cul-de-sac, et que nous avons un besoin urgent de nous tourner vers les femmes du Sud qui possèdent un savoir alternatif, lequel permettrait de retrouver le « principe féminin ». Le paradigme occidental masculiniste, par les catégories qu'il crée, est réducteur et exclusif et en vient même à menacer la vie. Ainsi, nous avons tous intérêt à chercher une autre vision du monde. En l'occurrence, celle des populations du Sud, particulièrement celle des femmes, nous enjoint à ramener les préoccupations de vie et de survie au centre de nos réflexions et actions. De celles qui ne comptent pas, elles deviennent celles qui, expertes en survie, peuvent nous sortir du cul-de-sac et de la crise.

De son côté, Maria Mies développe une idée semblable, mais elle trouve son inspiration chez les autochtones. Pour elle, la nouvelle vision du monde dont nous avons besoin est la « perspective de subsistance ». Dans une variété d'initiatives locales, cette perspective favorise l'autonomie, la réinsertion sociale, la gestion durable de l'environnement, la vie en communauté et l'interdépendance. Dans le même sens, Susan Hawthorne suggère que nous nous inspirions de la biodiversité pour penser une alternative à la mondialisation actuelle. Au lieu du profit, la biodiversité pourrait devenir l'inspiration de la culture dominante ou du système. En



Photo: Développement et Paix

De celles qui ne comptent pas, elles deviennent celles qui, expertes en survie, peuvent nous sortir du cul-de-sac et de la crise.

s'inspirant de la nature, notre système reposerait sur l'équilibre et la diversité, car comme c'est le cas dans la nature, la capacité de résilience diminue avec l'homogénéisation. Les échanges seraient basés sur les vrais besoins, ceux de l'humain et de la nature, et sur la conscience des relations qui existent, entre le travailleur et le consommateur. Cela permettrait une reconnexion, et par cette reconnexion, l'humain cesserait enfin d'être le seul être vivant sur terre qui n'est pas conscient de sa participation à l'environnement et de l'ensemble dont il fait pourtant partie.

Les limites

Comme dans n'importe quel courant, l'écoféminisme comporte des limites. On peut lui reprocher d'idéaliser les pratiques des femmes du Sud ou les savoirs traditionnels, alors que tous ne sont pas d'accord avec la présomption que les femmes et les communautés du Sud ont toujours des pratiques respectueuses de l'environnement. De leur côté, certaines féministes pensent qu'il est dangereux de prôner un principe féminin, ce qui peut être à double tranchant. Pour elles, l'accentuation du lien entre la femme et la nature risque d'emprisonner les femmes dans une conception de la Mère nourricière, et c'est pourquoi elles se battent contre ladite nature féminine. C'est en effet un point de désaccord important entre les écoféministes et d'autres courants féministes. Il

n'est pas non plus évident, il faut le reconnaître, que toutes les femmes se sentent connectées à la nature de la même façon. Les écoféministes, en mettant l'accent sur la diversité des contextes et des expériences, ne tombent pas dans une tendance à l'universalisme.

Enfin, certains critiques de l'écoféminisme craignent que la valorisation d'un principe féminin mette l'accent sur les différences entre les hommes et les femmes et contribue à nourrir des préjugés qui sont encore très forts, ou bien que cela ne reproduise ce qui est reproché au masculinisme. Il apparaît cependant que les écoféministes ne tombent pas dans ce piège en expliquant qu'elles s'adressent autant aux hommes et que c'est dans une complémentarité avec le principe masculin que l'on doit concevoir les apports du principe féminin (valeurs, vision holistique, savoirs, conservation de la vie). On retiendra surtout les apports de ce courant pour notre réflexion critique sur le développement et ses pistes d'alternatives. C'est aussi la réhabilitation des savoirs traditionnels des pays du Sud qui constituent leur principal apport.

C. LE POST-DÉVELOPPEMENT ET LA DÉCROISSANCE

Le post-développement, connu aussi sous le nom du courant de l'« Après-développement », se forme à partir des années 80, regroupant plusieurs auteurs qui dénoncent les méfaits du développement dans les pays du Sud. Aussi tôt qu'à cette époque, des observateurs de différents domaines et de différents pays commencent une critique d'un « maldéveloppement » entendu comme cause réelle de pauvreté. Ils s'inspirent de concepts introduits plus tôt par des économistes ou historiens dissidents considérés comme les précurseurs du post-développement et du mouvement pour la décroissance, tel Ivan Illich (« la société conviviale ») et Nicholas Georgescu-Roegen (« la décroissance »). Selon lui, François Partant serait le premier à avoir parlé d'un après-développement en 1982 (La fin du développement, naissance d'une alternative?). C'est cependant surtout à partir des années 1990 qu'on parle du post-développement comme d'un réel courant, alors que la « crise du développement »

et la crise environnementale donnent un nouveau sens à la proposition de sortir de ce qu'ils nomment « l'ère développementiste ». Alors que dans les deux courants précédents, on s'intéressait à la dimension culturelle ou identitaire, puis, aux femmes du Sud et à leurs savoirs, dans ce courant, c'est le développement lui-même que l'on examine et qu'on déconstruit. Le post-développement veut se situer en dehors du paradigme dominant du développement, refusant cette entreprise ou projet qu'est le développement et y cherchant plutôt des alternatives. À la place du développement, qu'est-ce qu'ils proposent? La possibilité d'imaginer d'autres objectifs de société. Les post-développementistes s'inspirent alors des savoirs traditionnels, des valeurs et des « pratiques de la différence » (Escobar, 2005) des exclus du développement, au Nord comme au Sud, car c'est là où se trouvent, selon eux, les germes des alternatives possibles. La décroissance constitue pour eux une alternative, ou plutôt un projet concret permettant un foisonnement d'initiatives vers d'autres façons de vivre en société.



Photo: Développement et Paix

Le désillusionnement est le premier pas des théoriciens de l'après-développement. Car le développement qui a eu lieu n'est pas nécessairement celui qu'on leur a promis.

Désillusion et déconstruction

Le constat est le suivant : La maison est en ruine. Pour Wolfgang Sachs, le développement est « une ruine dans le paysage intellectuel, un phare censé inspirer les nations, mais qui montre maintenant des fissures et commence à s'écrouler » (In Matthews, 2004, traduit par l'auteure). Après soixante ans de développement, les désillusions sont nombreuses quant à ce que le développement a produit et n'a pas produit. D'abord, il a produit une crise qui menace la survie de l'humanité. Ensuite, le développement n'a pas produit ce qu'il avait promis, soit une diminution de la pauvreté, l'amélioration des niveaux de vie, une baisse des inégalités. Là où il a réussi cependant, c'est l'exportation des valeurs occidentales, présentées comme universelles, mais générant une violence culturelle et une homogénéisation des cultures. Certains parlent même du développement comme d'une « occidentalisation du monde » (Latouche, 1988). Est-ce ce en quoi nous croyons? Le désillusionnement est le premier pas des théoriciens de l'après-développement. Car le développement qui a eu lieu n'est pas nécessairement celui qu'on leur a promis.

D'abord, déconstruire la notion même de développement. Qu'est-ce que le développement? Est-il naturel, va-t-il de soi? Est-ce bon en soi, est-ce objectif et scientifique? S'agit-il d'un projet universel ou culturellement marqué? Les théoriciens du post-développement se demandent quels sont les présupposés du développement, les biais possibles. Ils ont déjà vu les conséquences négatives du développement et c'est donc les promesses non tenues qui les poussent à comprendre que le développement qui a été n'est pas le même que le mythe du développement avec un grand D, comme celui du progrès avec un grand P. Mais le mythe du développement a des racines tellement fortes, que même les intellectuels y croient comme à une vérité absolue. Selon Gustavo Esteva, le concept de développement tire ses origines de la biologie et a été appliqué aux sciences sociales dans une approche positiviste de l'histoire des sociétés, c'est-à-dire basée sur les lois de la raison et du progrès et calquée sur les sciences pures (Esteva, In Cavalcanti, 2007). Ainsi, il en est venu à vouloir dire croissance

et évolution, à être associé à un mouvement irréversible de modernisation. C'est cette idée que le développement est naturellement bon et nécessaire, tout comme l'idée que la croissance économique l'est aussi, que les théoriciens de l'après-développement remettent en cause.

De plus, les présupposés sont nombreux dans la notion de développement qui est l'héritage de l'école de la modernisation ou du développementisme (économisme, hiérarchisation des sociétés). Ces présupposés font donc du développement une idéologie, un projet bien particulier véhiculé par un discours. Partant de cette constatation que le développement n'est pas neutre, ils cherchent à différencier mythe et réalité, théorie et idéologie. Pour cela, ils doivent faire ce qu'ils appellent un travail de « décolonisation des esprits ».

Le développement, une croyance occidentale?

L'idée même de développement, avant d'être un concept, véhicule un ensemble de valeurs et d'a priori qui dépassent les théories et écoles, un ensemble de croyances ou de mythes d'où le concept tire sa force et qui font qu'on le considère naturellement bon. Il s'agit de l'idée principale du livre de Gilbert Rist intitulé *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale* (2001).

Serge Latouche, pour sa part, explique que dans beaucoup de civilisations, avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout à fait absent, du moins dans le sens que nous lui donnons. Les Camerounais parlent du « rêve du Blanc », les Rwandais utilisent un verbe qui signifie « marcher, se déplacer, sans qu'aucune direction ne soit précisée ». En quéchua, les traducteurs ont tenté de rendre l'idée par l'expression « travailler joli pour le prochain lever du soleil » (Latouche, 2004). Cela indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens, censés rendre l'avenir meilleur que le passé (Rist In Latouche, 2004).

Réalité historique versus mythe

Le « développement réellement existant » est ce qui a été le projet exporté et mis en œuvre par les Occidentaux dans les pays du Sud, a remplacé la colonisation et s'est poursuivi avec la mondialisation. Les post-développementistes du Réseau européen pour l'Après-développement le définissent ainsi : « une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit

d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines.» (READ, 2002) Bref, la réalité historique s'oppose au mythe du développement.

Le mythe du développement, c'est ce qui fait que l'on croit encore en la nécessité du développement, en sa neutralité et son caractère essentiellement bon. Le discours qui soutient le projet de développement dont on parle, celui qui existe et a réellement existé, est ce qui fait qu'on a du mal à remettre en cause la notion de développement sans passer pour fou ou sans manquer de mots pour le faire.

Refus et résistance

La démarche des tenants de ce courant se solde en un refus de participer au projet du développement réellement existant et un refus d'utiliser un terme qui est marqué par l'idéologie développementiste. Le refus et la résistance sont donc les attitudes qu'ils adoptent. Ce refus est aussi ce qui les distingue des autres courants critiques qui demeurent à l'intérieur du même paradigme (les alternatives du développement), car ceux-ci veulent sortir du paradigme. Ainsi, la différence majeure est qu'ils veulent penser à des alternatives au développement. Si la maison est en ruine, ils ne veulent pas rester dedans et essayer de la réparer.

Il est vrai que certaines des critiques qu'ils font de l'école de la modernisation sont partagées par d'autres courants ou écoles critiques. Par contre, ce qui les distingue, c'est leur refus de l'intervention, contrairement à ceux qui croient encore que des communautés ou sociétés doivent être « développées ». Dans un article, Joabe Cavalcanti illustre bien ce débat autour de la notion d'intervention dans le développement. Voici une phrase dite par un universitaire critiquant le point de vue post-développementiste ressortant de ses analyses : « Nous ne pouvons pas nous permettre une vision non-interventionniste du développement, alors que les communautés pauvres ont besoin d'être aidées pour trouver leur chemin vers le développement. » (Cavalcanti, 2007, traduit par l'auteure) Or, c'est justement cette idée que les communautés pauvres ont nécessairement besoin d'aide pour trouver leur chemin, cette idée

qu'elles ont besoin d'être guidées que les post-développementistes refusent. Le développement signifie toujours une intervention extérieure, la transformation des conditions de vie d'autres sociétés, et une certitude du bien fondé de cette transformation.

Comme dirait Rahnema : Qui suis-je pour intervenir dans leur vie? (1997) Étant donné ses conséquences possibles et irréversibles, il appelle à un plus grand questionnement éthique concernant l'intervention. Il ne s'agit pas d'accepter le statu quo, mais bien d'avoir l'humilité de ne pas transformer ce qu'on ne connaît pas. « Je n'ai pas à dire quoi faire aux gens du Sénégal, mais aux gens de la Suisse, oui » exprime Gilbert Rist (In Pieterse, 2000, traduit par l'auteure). Mais les post-développementistes le rappellent, tout n'est pas refusé. L'idée qu'il est possible pour une société de se transformer dans un processus qui améliore la vie de ses habitants, cette idée ne l'est pas. Même chose pour l'idée d'une solidarité entre les peuples.



Photo: Développement et Paix

Si le développement survit encore à sa mort, il le doit surtout à ses critiques!

Sortir de l'ère du développement

Si les post-développementistes parlent d'un « après-développement », c'est qu'ils veulent donner une dimension historique à leur refus, pour ne pas être récupérés comme l'ont été bien des critiques du modèle de développement dominant. Comme ils l'expliquent, nous sommes depuis quelques années dans « l'ère des développements

à particules » (READ, 2002). Cependant, il ne s'agit pas de remettre en question l'accumulation capitaliste, la croissance ou l'interventionnisme qui sont synonymes de développement. Selon eux, les adjectifs adoucissants sont la preuve que l'idéologie développementaliste est capable de récupérer ses critiques. « Si le développement survit encore à sa mort, il le doit surtout à ses critiques! » (READ, 2002). Par exemple, le succès universel du « développement durable » est pour eux un piège. Il s'agit d'un terme toxique qui renforce le modèle dominant, malgré des intentions sûrement bonnes au départ (voir Le dictionnaire des mots toxiques, un ouvrage collectif des tenants de l'Après-développement).

Le développement durable, les habits neufs du développement

Le concept « développement durable » a fini par s'imposer à la place de l'expression « écodéveloppement », employée pour la première fois en 1972 lors de la conférence sur l'environnement de l'ONU à Stockholm. Selon le rapport Brundtland, le développement durable est un mode qui permet la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Mais pour Serge Latouche, le développement durable, soutenable ou supportable, est un oxymore ou d'une antinomie (comme la « guerre propre ») qui sert aux technocrates pour « persuader de l'impossible ». Pour les post-développementalistes, ce nouveau mythe ne fait que cacher la capacité de résilience du développement. « L'imposture du développement durable comme tentative pour conjurer le spectre de la décroissance provient avant tout de ce qu'on retrouve, sous les habits neufs du développement, la croissance dans toute sa nudité. »

(Latouche, 2006)

Si le développement réellement existant est une réalité historique, le post-développement veut se présenter comme la suivante. D'ailleurs, ce courant se veut à la fois post-capitaliste et post-modernité. La conjoncture actuelle est particulière et correspond à un point tournant de l'histoire : nous sommes forcés de reconsidérer nos rapports avec notre environnement, avec nos semblables. Tant au Nord qu'au Sud, on remarque des mouvements de populations qui s'excluent du développement ou de la société capitaliste, soit par la force des choses, soit par dégoût. C'est par un processus plus vital que politique qu'ils s'excluent et une solidarité se tisse entre eux, peu importe leur situation par rapport à l'hémisphère, ou ce qui les avait exclu

au départ : choix, survie, dégoût (READ, 2002). Les post-développementalistes interprètent ce processus comme celui d'une « recherche d'alternatives au développement », à travers la diversité des initiatives locales pour réinventer les façons de vivre ensemble.

La décroissance conviviale

La décroissance fait en quelque sorte partie du courant du post-développement, car il s'agit d'un projet concret proposé pour aller au-delà du développement. Il s'agit aussi d'une réponse des post-développementalistes, après avoir reçu de nombreuses critiques comme quoi ils ne proposaient pas vraiment quelque chose à la place du développement. Leurs critiques du développement, depuis une quarantaine d'années, avaient d'abord débouché sur l'« alternative historique », ou l'auto-organisation des sociétés/économies traditionnelles au Sud (comme avec l'ethnodéveloppement et l'écoféminisme). La création de l'« autre société » était issue de l'imagination de ceux-là mêmes qui étaient exclus des fruits du développement, en retrouvant des valeurs et des connaissances perdues ou marginalisées. En même temps, les post-développementalistes s'intéressaient aussi, aux initiatives alternatives émergeant au Nord, pour « vivre autrement ». Aujourd'hui, à cause de la crise, le succès soudain d'une critique « longtemps prêchée dans le désert » les conduit à approfondir les implications sur l'économie et la société du Nord. « Le danger de la croissance est désormais planétaire. » (Latouche, 2004) Plus qu'une alternative en tant que telle, la décroissance devient pour eux la matrice permettant un foisonnement d'alternatives au développement, un objectif global urgent pouvant être mis en œuvre par des alternatives concrètes localement. Mais pourquoi la décroissance? En effet, Rostow, avec sa métaphore de décollage, n'a jamais parlé de l'atterrissage.

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste ». Kenneth Boulding résume bien la réponse à cette question. En suivant les traces du père de la décroissance et de la bio-économie, de plus en plus d'auteurs constatent

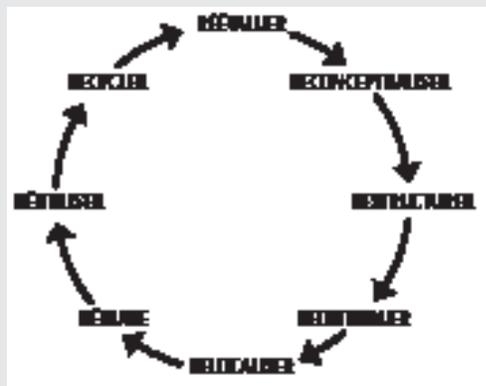
que les impératifs écologiques se conjuguent aux impératifs sociaux, politiques et culturels de notre temps. Aussi, la décroissance est-elle nécessaire, tout simplement parce que la croissance a des limites qui sont celles de la planète.

D'où vient l'idée de décroissance?

La bioéconomie est « la discipline qui s'efforce, à la suite de Nicholas Georgescu-Roegen, de penser l'économie au sein de la biosphère, c'est-à-dire ouverte sur la logique du vivant. » (Latouche, 2006) L'usage du terme décroissance est assez récent dans le débat économique, politique et social, même s'il s'appuie sur des idées anciennes. 1972 est une date marquante, avec la publication du rapport Meadows : Les limites de la croissance, commandé par le Club de Rome et contribuant à faire connaître la thèse économique de la décroissance. (Besson-Girard, 2007) « L'idée de décroissance a une double filiation. Elle s'est formée d'une part dans la prise de conscience de la crise écologique et d'autre part dans le fil de la critique de la technique et du développement » (Latouche, 2006). Au Québec, elle bénéficie déjà d'une certaine assise avec le mouvement pour la simplicité volontaire, popularisé par Serge Mongeau.

L'utilisation du terme décroissance n'est pas à prendre au pied de la lettre. Il sert surtout à marquer l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance. À proprement parler, il ne s'agit pas en effet de souhaiter une croissance négative pour demain matin, ce qui causerait en effet chômage et autres problèmes, puisque notre société et notre économie sont organisées autour du principe de la croissance. Bref, selon Latouche, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. Ainsi, on ne peut envisager la décroissance que dans une « société de décroissance » (Latouche, 2006). Le projet politique de la décroissance consiste donc, au Nord comme au Sud, en la construction de sociétés conviviales, autonomes et économes. On pourrait aussi parler d'a-croissance, pour signifier l'abandon du culte irrationnel de la croissance. En même temps, d'un point de vue écologique, la décroissance de l'empreinte écologique sur la planète est une nécessité et implique une baisse de la production. Ce n'est pas le seul but d'une société de décroissance, mais il s'agit surtout de comprendre que cette baisse peut nous apporter plus de bien-être. En effet, pour les tenants de la décroissance, il s'agit de changer l'adéquation PIB et bien-être, comme quoi plus de production de biens matériels voulait dire une amélioration des conditions de vie.

Le cercle vertueux de la décroissance



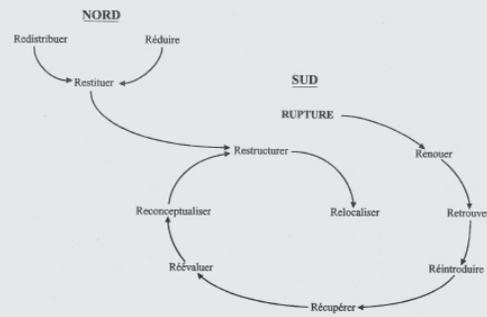
Serge Latouche propose une façon intéressante de comprendre les étapes qui mèneraient à la création d'une société de décroissance conviviale. Il s'agit d'un programme en 8 R, destiné, dans un premier temps, aux sociétés du Nord, où il y a surdéveloppement, surproduction, surconsommation, suremballage, surpêche, surmédication etc. D'abord, Réévaluer et Reconceptualiser, pour ce qu'il appelle « sortir de l'imaginaire dominant ». Il s'agit d'examiner nos croyances, de questionner les valeurs dominantes et d'observer les processus de contrôle médiatique qui nous poussent à consommer toujours plus.

Ensuite, Restructurer et Redistribuer. Restructurer notre économie, nos relations de production. Redistribuer les richesses et les ressources (la terre, le travail, les revenus), à l'intérieur d'une société mais aussi avec le Sud. Relocaliser, pour favoriser une « renaissance du local ». Enfin, Réduire, Réutiliser et Recycler, et ralentir, car nous avons pris conscience de nos besoins.

Source : Serge Latouche, Le pari de la décroissance, 2006

La décroissance constitue aussi une façon pour les citoyens du Nord d'avoir un impact sur les inégalités mondiales. En effet, même s'il s'agit d'un projet qui concerne tant le Nord que le Sud, elle concerne d'abord le Nord, les sociétés riches, les économies obèses et boulimiques de consommation. D'ailleurs, même si l'idéologie de la croissance y a été exportée, les sociétés du Sud ne sont pas vraiment des « sociétés de croissance ». Concrètement, la décroissance au Nord passe entre autres par la revitalisation du terreau local, « parce que même dans une planète virtuelle, jusqu'à preuve du contraire, on vit localement » (Latouche, 2004). C'est aussi parce que revenir à une échelle locale permet de moins polluer, de produire moins pour répondre aux besoins locaux, et d'éliminer des intermédiaires qui coûtent cher. De plus, cela permet aux pays du Sud de concentrer leurs énergies pour retrouver leur souveraineté alimentaire (produire pour se nourrir eux-mêmes), en laissant un répit à leurs économies.

Et les pays du Sud?



Puisqu'ils sont dans une situation différente, Serge Latouche propose d'autres R pour les pays du Sud, en même temps que le Nord se dirige vers la décroissance. Faire une Rupture avec le modèle de développement dominant et occidental. Retrouver et se Réappropriier un patrimoine culturel, un territoire, des ressources, une identité, une histoire.

Les tenants de la décroissance, qu'ils qualifient de « conviviale » ou d'« heureuse », appellent à une responsabilisation des individus dans ce projet. Ils considèrent surtout que la décroissance doit être le résultat d'une prise de conscience et se faire sans privation, car la décroissance ramène aux plaisirs simples et humains et à une plus grande capacité d'en profiter, grâce à une nouvelle perception du temps. Ainsi, il faut se défaire des préjugés liés au progrès, au temps, à la consommation, à la technologie et à la liberté. La décroissance passe aussi par la redécouverte de ses vrais besoins; c'est par-là que le gaspillage et la consommation diminueront. La participation à une société autonome, alternative, ou à un projet de décroissance, si elle ne doit pas être forcée comme lorsqu'on se met au régime, doit être la conséquence d'une prise de conscience, ou d'une intuition profonde, de ses vrais besoins. C'est

Photo: Développement et Paix



pour ça, en somme, qu'on croit qu'une société de décroissance conviviale rendrait les gens plus heureux.

Le Bonheur National Brut

Le Bonheur national brut (BNB) (Gross National Happiness, GNH) est un nouvel indicateur destiné à rendre compte du bien-être réel d'une société, dans une vision holistique de la prospérité et de la qualité de vie. Le concept, qui suscite de plus en plus d'intérêt, vient du petit royaume du Bhoutan, plus particulièrement du roi Jigme Singye Wangchuck qui s'est engagé lors de son accès au trône en 1972 à construire une économie qui serve la culture unique du Bhoutan, basée sur des valeurs bouddhistes. Depuis, le gouvernement bhoutanais priorise donc le BNB au Produit Intérieur Brut (PIB) dans ses politiques. Bien sûr, rien n'est parfait, mais le pays a quand même accompli des exploits. Par exemple, le réseau de route s'est agrandi, sans que cela ne rime avec la déforestation comme c'est souvent le cas, car plus de forêts ont également été protégées. Le tourisme a été contrôlé et les temples demeurent des lieux d'étude et de pratique spirituelle au lieu de s'être transformés en attractions touristiques.

Aujourd'hui, le concept s'inscrit dans la mouvance d'autres initiatives pour mieux mesurer le bien-être, mais le Bhoutan apparaît comme un leader dans la promotion du BNB alors qu'il met en pratique ce que peu de pays ont fait à ce jour. Les promoteurs du BNB souhaitent qu'il remplace un jour le PIB, considéré comme le vestige d'une époque où l'on assimilait le bien-être à une grande circulation de biens ou à la croissance économique. S'il n'est pas évident de mesurer le bonheur, le BNB reste un concept en évolution. En 2004, le Bhoutan a été l'hôte d'une Conférence internationale sur le Bonheur National Brut. Les participants, provenant de 20 pays, se sont entendus pour favoriser la recherche et les rencontres autour du BNB, pour le rendre plus facilement mesurable et utilisable – avec des dimensions comme l'environnement, le logement, la nutrition, l'éducation, les services de santé, la vie communautaire – et le développement d'indicateurs accessibles sur le bien-être physique et psychologique des habitants. Depuis, d'autres pays ont accueilli les Conférences internationales sur le BNB, comme le Canada en 2005 et la Thaïlande en 2007.

(Bakshi, 2005)

Inventer l'après-développement

Enfin, la recherche d'alternatives au développement nécessite un grand degré d'inventivité, car si l'on sait ce qu'on refuse, on ne sait pas où l'on va. Il ne faut donc pas avoir peur d'imaginer. S'il est certain que l'on ne prône pas un retour en arrière, nous pouvons quand même nous inspirer d'une certaine irréductibilité des communautés qui font face au développement et à la mondialisation, car leurs savoirs et « pratiques de la différence » (Escobar, 2005) sont ce qui reste des autres façons de concevoir le monde et de vivre.

« L'après-développement, par ailleurs, est nécessairement pluriel. Dans cette recherche de modes d'épanouissement collectif ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire/retrouver de nouvelles cultures. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *umran* (épanouissement) comme chez Ibn Khaldoun, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou *fidnaa/gabina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Éthiopie. » (Latouche, 2006)

Un courant controversé

Ce qui choque le plus avec ce courant, c'est qu'il paraît trop catégorique, comme s'il refusait tout en bloc dans le développement. On lui reproche de ne rien offrir en contrepartie. Or, comme on l'a vu, la décroissance apparaît, depuis peu il est vrai, comme une réelle proposition. En fait, les post-développementistes ne veulent justement pas proposer un autre modèle unique, c'est pourquoi ils valorisent la diversité des expériences. On leur reproche aussi d'accepter le statu quo, en questionnant l'idée d'intervention, mais, ils l'ont aussi expliqué, ils ne sont pas contre une amélioration des conditions de vie. C'est au niveau de la façon de s'y rendre qu'ils refusent certains moyens. Une autre critique importante se résume ainsi : Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain! Conscients de cette attaque à laquelle ils s'exposent, ils reconnaissent qu'il y a certainement de bons projets de développement, menés par des gens de bonne foi. Mais pourquoi laver le bébé dans une eau si polluée? (Rahnema, 1997). Au traditionnel « c'est mieux que rien! », les post-développementistes se donnent le droit d'aspirer à bâtir quelque chose de beaucoup mieux. La provenance du Sud d'une majorité des tenants de ce courant lui donne d'ailleurs de la crédibilité. Enfin, qu'on soit d'accord ou pas, les apports de ce courant sont multiples pour la réflexion sur le

développement. On retiendra surtout qu'ils ont présenté le développement comme un projet idéologique, qu'ils ont proposé d'inventer un après-développement en s'inspirant des cultures des pays du Sud, et que la décroissance est pour eux une perspective nécessaire et possible, qui commence d'abord au Nord.

2.3 Que retenir de ces courants, pour repenser le développement?

Parmi les divers courants critiques qui remettent en question le modèle de développement dominant, les trois courants que nous venons de présenter s'avèrent très riches et inspirants pour qui veut repenser le développement. De plus, même s'il s'agit de trois courants distincts, on peut se demander si au fond, ceux-ci ne feraient pas partie d'un même « après-développement », malgré certains débats terminologiques. En effet, ces trois courants ont beaucoup en commun, principalement parce qu'ils remettent en question le développement comme étant neutre, objectif et universel, qu'ils conjuguent une approche écologique et culturelle et qu'ils ne s'attachent pas au développement comme étant nécessaire, du moins tel qu'il l'a été jusqu'à ce jour. De plus, ces courants se sont certainement influencés mutuellement, les deux premiers ayant préparé le terrain au troisième, qui s'est constitué plus récemment, notamment pour ce qui est de la redécouverte de la thèse de la décroissance comme alternative. Certaines notions principales ressortent de ces trois courants que nous devrions garder en tête pour la création d'alternatives concrètes.

A. LE RENVERSEMENT DU CONCEPT D'AIDE OU L'AFRIQUE AU SECOURS DE L'OCCIDENT

À voir ce que notre modèle de développement a créé, nous n'avons certainement pas le monopole du « bon développement ». À la lumière des nombreuses crises, c'est peut-être l'Occident, ou plutôt les pays du Nord, qui pourraient apprendre et bénéficier des valeurs africaines, asiatiques, autochtones et traditionnelles, et non l'inverse.

Ainsi, des ouvrages comme *L'Afrique au secours de l'Occident* de Anne-Cécile Robert (2004) ou *Ancient Futures : Learning from Ladakh* de Helena Norberg-Hodge (1992) portent des titres évocateurs. Les savoirs traditionnels des pays du Sud sont valorisés, mais pour le bien de tous. On comprend leur importance, car on remet aussi en question tout le mode de vie occidental et ces savoirs sont aussi un ensemble de valeurs que l'on redécouvre, même dans nos propres origines. Avec la crise, on note une augmentation du nombre de personnes qui cherchent à changer de rythme de vie, à réapprendre à répondre à leurs besoins et à être autonomes et économes. Ces savoirs et valeurs des pays du Sud peuvent les aider en cela, car les populations du Sud sont les expertes de la décroissance.

B. LE RETOUR À L'ÉCHELLE LOCALE

Selon ces courants critiques, tant au Nord qu'au Sud, on comprend que si la crise est globale, les solutions seront d'abord locales. Ainsi, ils prônent de penser globalement et d'agir localement. Vivre localement, ça veut dire produire localement, consommer localement, s'épanouir localement. Contrairement au modèle unique de développement qui ne prend pas en compte les spécificités et richesses locales, on cherche à les valoriser, se les réapproprier, les protéger, car c'est d'abord dans le local que les communautés et les cultures sont ancrées.

C. LA DIVERSITÉ DES INITIATIVES

Il existe DES visions de ce que devrait être le développement ou un but de société, autant qu'il y a de lieux. Les alternatives, si elles seront locales, seront aussi nécessairement diversifiées. Comme le dit le slogan du Forum social mondial, D'autres mondes sont possibles! Aussi, la diversité est une valeur autochtone, alors qu'en s'inspirant de la nature (biodiversité), on comprend que la diversité est gage d'équilibre et de résilience.

D. L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

De plus en plus, des communautés autonomes s'organisent et redéfinissent le vivre ensemble, tant au Nord qu'au Sud. Le point commun de ces communautés est l'autonomie, dans les villes comme dans les campagnes. L'autonomie passe par une redécouverte de connaissances perdues quant à l'agriculture, la médecine, l'alimentation, l'habitat, la conservation, la récupération.

E. SOLIDARITÉ ET COMPLÉMENTARITÉ DES INITIATIVES

Malgré la diversité des initiatives, il y a une certaine cohérence entre elles. De façon naturelle, il y a convergence. Au Nord, des initiatives éparses se rejoignent dans un projet global de décroissance volontariste (choisie). Au Sud, elles vont vers la réappropriation d'une culture, d'une identité et d'un certain mode de vie. Même si les préoccupations ne sont pas les mêmes au Nord qu'au Sud, des liens se tissent entre les formes de « l'autre société ». Une certaine coopération des savoirs est observable, qu'ils soient écologiques, agricoles, médicaux ou organisationnels. On échange des trucs, parmi les « chercheurs d'alternatives ». Cette nouvelle relation Nord-Sud, basée sur l'échange, le dialogue et la réciprocité, pourrait bien être la création d'une nouvelle solidarité.

SE PERMETTRE D'IMAGINER ET DE CRÉER

III. LES ALTERNATIVES AU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DOMINANT

Oubliez les maudites automobiles et construisez
des villes pour les amoureux et les amis.

Lewis Mumford
historien américain du XX^e siècle

Nous venons de voir, à l'issue d'une incursion dans trois courants critiques, quels étaient les principaux thèmes pouvant orienter la recherche d'alternatives : le renversement du concept de l'aide, l'importance du local, la diversité des initiatives, l'autonomie des communautés (conviviales et économes), et une solidarité et complémentarité entre celles-ci. Certains mouvements sociaux sont à l'avant-garde, car ils sont déjà en marche et s'articulent justement autour de ces thèmes. Ils peuvent donc nous inspirer.

3.1 S'inspirer des mouvements sociaux déjà en marche

Il est très intéressant de voir qu'il y a en ce moment une certaine convergence entre diverses initiatives qui vont toutes dans le sens d'un après-développement. Naturellement, il semble que la conjoncture fasse éclore ces initiatives, au Nord comme au Sud, ce qui confirme que nous sommes bel et bien à une période charnière quant au règne du modèle de développement dominant.

Même s'il y a en ce moment un foisonnement d'initiatives, nous ne présenterons ici que quelques tendances. La liste n'est évidemment pas exhaustive. Ces mouvements sociaux ont ceci de particulier qu'ils repensent le développement en abordant de front les crises sociale, politique, environnementale et économique attribuables au modèle dominant. De plus, il s'agit de mouvements sociaux qui représentent des tendances mondiales, mais ayant des racines ou des ramifications locales (souvent jusqu'ici au Québec), ou ayant une portée globale que tous peuvent s'approprier, dans un respect de la diversité. Les deux premiers mouvements sont associés au contexte des pays du Sud. Ils trouvent cependant écho jusque dans les pays du Nord, car les problèmes n'ont plus de frontière.

Les quatre derniers sont généralement associés au contexte des pays du Nord. Ils sont nés de l'initiative de citoyens du Nord, d'abord pour répondre à des besoins non comblés liés à la qualité de vie. Ensuite, ces mouvements sont indirectement liés avec les pays du Sud, car ils vont tous, à des degrés divers, dans le sens de la création d'une société de décroissance conviviale, dans le sens de la souveraineté alimentaire ou du retour à l'échelle locale. Ainsi, elles confirment l'idée selon laquelle la diminution des inégalités mondiales, ça commence d'abord ici! Ces initiatives sont diverses et originales et sont cohérentes entre elles et avec leurs homologues du Sud, bien que le contexte soit bien différent de celui des luttes des communautés du Sud pour faire respecter leurs droits et leur mode de vie. Reste qu'à leur façon, ces mouvements du Nord remettent en question le développement et la croissance, et s'inspirent souvent des savoirs traditionnels et des valeurs du Sud pour réinventer le vivre ensemble. Comme quoi se dessinent, ici et au Sud, des façons concrètes et accessibles pour repenser le développement, grâce à l'inventivité des gens.

A. VIA CAMPESINA



Via Campesina est un mouvement international de paysans, de petits et moyens producteurs. Il inclut aussi des sans-terre, des femmes et des jeunes, des peuples autochtones, etc.

C'est en 1993 que Via Campesina devient officiellement un mouvement organisé, lors d'une Conférence en Belgique. C'est là que se sont aussi décidé la structure de l'organisation et les lignes stratégiques. L'organisation a comme principal objectif de « développer la solidarité et l'unité dans la diversité parmi les organisations de petits producteurs, afin de promouvoir des relations équitables entre les hommes et les femmes, ainsi que des relations économiques d'égalité et de justice sociale » (Via Campesina). Il s'agit aussi de préserver les ressources (la terre, l'eau, les semences etc.), la souveraineté alimentaire et une production agricole durable et égalitaire basée sur les petits et moyens producteurs.

La souveraineté alimentaire

Via Campesina a comme principal cheval de bataille la souveraineté alimentaire, qu'elle a contribué à développer comme un droit des peuples. Présente en tant qu'organisation majeure de la société civile lors de différentes rencontres ou sommets alternatifs, Via Campesina est à l'origine d'une définition de la souveraineté alimentaire, qui va au-delà de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire le simple fait d'assurer une quantité de nourriture pour tous :

« La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs et les consommateurs au cœur des politiques alimentaires en lieu et place des marchés et des sociétés multinationales. »

(Déclaration de Nyéléni, 2007)

Dans le même ordre d'idées, Via Campesina priorise un modèle d'agriculture paysanne et familiale qui se base sur les ressources locales et se fait en harmonie avec la culture et les traditions des communautés, qui est principalement destiné à la subsistance des besoins de la famille, et dont les surplus peuvent être vendus dans les marchés locaux. L'organisation s'oppose également à tout ce qui nuit au droit des peuples à la souveraineté alimentaire et aux droits des paysans, comme notamment les OGM d'entreprises comme Monsanto et les politiques commerciales nuisibles décidées à l'OMC, qui encouragent les agro-industries et exploitent les petits travailleurs.

Aujourd'hui, Via Campesina constitue l'un des plus importants mouvements sociaux internationaux. Il est autonome, pluraliste, multiculturel et indépendant, et comprend des organisations membres de 69 pays, dans tous les continents. Au Québec, Union paysanne - qui défend la paysannerie et se porte à la défense d'une agriculture des régions, ancrée dans son territoire - est membre du mouvement, comme 148 autres à travers le monde. Le mouvement des sans-terre du Brésil (MST), dont l'action et l'organisation précède Via Campesina, est aussi membre. En effet, les valeurs défendues et les objectifs principaux de Via Campesina incluent ceux du MST, un mouvement qui plonge ses racines dans le passé colonial du Brésil et qui regroupe des militants, exclus de leurs terres pour de multiples raisons (partage inégal des terres depuis la colonisation, esclavage, expropriation due à la construction de barrages ou de mines, restructurations liées à la révolution verte, etc.), qui luttent pour une distribution de la terre qui soit juste, au Brésil et à travers le monde.

Aide-mémoire

Mouvement international Via Campesina
www.viacampesina.org/fr

Mouvement des Sans-terre du Brésil
www.mst.org.br/inicial

Union paysanne, au Québec
www.unionpaysanne.com

B. LE « BIEN VIVRE »

Le « Bien vivre », « Buen vivir » ou « Vivir bien », est un concept proposé par les mouvements indigènes de la région des Andes en Amérique latine, particulièrement par le peuple Aymara (Bolivie, Pérou, Argentine et Chili). « Sumak kawsay » en quechua, et « Somme qamaña » en aymara, il désigne la bonne vie, vivre bien, convenablement ou honnêtement. Sumak kawsay désigne un style de vie hérité de la culture andine, qui s'oppose à celui de l'Occident, basé sur une accumulation de biens et un toujours plus, toujours mieux. Depuis toujours, les Autochtones ont une philosophie et des techniques qui leur ont permis de conserver les ressources et la vie, pour transmettre « une Terre bonne à vivre » aux générations futures. Leur vision de la Terre-Mère leur a dicté des objectifs de production strictement adaptés aux besoins des communautés (Rudel, 2009). Aujourd'hui, dans un contexte de crises multiples, ils sont disposés à faire connaître et enseigner cette philosophie et ces techniques symbolisées par « Bien vivre », pour sauver la planète. En pratique, il s'agit d'un mode de vie qui signifie vivre en harmonie et en équilibre entre les hommes et les femmes, entre les communautés et entre les humains et la nature, dont ces derniers font partie. Cela implique la vie en communauté, l'atteinte de conditions minimales d'égalité, l'élimination des préjugés et de l'exploitation, le respect de la nature et de son équilibre.

Depuis peu, un réel mouvement se dessine, alors que le « Bien vivre » est en train de devenir un modèle de développement alternatif revendiqué par tout un pan du mouvement indigène en Amérique latine. Mais c'est aussi aux autres pays du Sud et aux sociétés du Nord que le concept s'adresse, comme réponse aux crises multiples. Dans ce contexte, le concept a marqué la dernière édition du Forum social mondial, rendez-vous des altermondialistes, qui s'est déroulée à Belém au Brésil en 2009, les peuples indigènes ont lancé un appel face à la crise de civilisation, un appel signé par plusieurs organisations autochtones suivant la proposition des organisations andines (Aguiton, 2009).

« L'appel définit la crise de civilisation comme la conjonction des crises économique, environnementale, et de légitimité démocratique. ¡No queremos Vivir Mejor, queremos Vivir Bien! Les réponses apportées sont le concept de bien vivre qui s'oppose à un vivre mieux qui ne serait corrélé qu'à l'augmentation de la richesse matérielle et à la consommation de biens, la défense des biens collectifs, un processus démocratique qui met les responsables sous le contrôle direct de ceux qui les ont désignés et déconstruit la conception de l'État issu du pouvoir colonial pour le remplacer par un État décentralisé et multinational où chaque communauté établira des relations de même niveau avec les autres. » (Aguiton, 2009)

Ainsi, la proposition andine du « Vivre bien » dépasse le contexte régional et ouvre la porte à la possibilité d'un changement plus structurel pour l'humanité. En effet, tous peuvent s'approprier le concept et la perspective de la défense des biens communs – des ressources naturelles, connaissances et traditions basées sur l'entraide et la solidarité – est une perspective universelle (Aguiton, 2009). De plus, le cœur de la proposition rompt avec les fondements de la modernité, qui définit l'homme comme un être essentiellement individuel et non collectif et qui oppose nature à culture. En cela, le « Bien vivre » suggère que la compétitivité induite par l'individualisme fassent place à des collectivités dont la base est la réciprocité et la redistribution (des droits collectifs, le travail communautaire, la propriété collective, etc.) (de Castro Sánchez, 2010).

Un agenda d'action a été décidé à Belém pour plus de précisions sur les portées et l'articulation du mouvement. D'autre part, le concept a aussi été utilisé par plusieurs chefs d'États d'Amérique latine, notamment Evo Morales, premier président autochtone du continent, qui en parle comme d'un projet pour la nouvelle Bolivie. Certains pays ont même incorporé le concept dans les préambules de leurs constitutions (Bolivie, Équateur) comme



orientation générale. Il est encore tôt pour dire si cette incorporation dans l'État d'un concept issu des mouvements sociaux indigènes respectera le caractère alternatif de la proposition ou si ce nouveau discours cachera en fait une récupération et la continuité d'un modèle de développement basé sur l'extraction des ressources et l'industrialisation en Amérique latine. Mentionnons aussi que des observateurs notent des tensions grandissantes entre les mouvements autochtones et les États qui ne s'entendent pas sur l'utilisation à faire des ressources de la Terre-Mère (de Castro Sánchez, 2010). C'est bien pour ça que le « bien vivre » porte aussi une remise en question du rôle traditionnel de l'État et présente les communautés, existantes ou que l'on crée, comme des contre-pouvoirs à valoriser dans le processus démocratique et la gestion des ressources. Cette tendance symbolisée par le « Bien vivre » rejoint également des idées développées par certains penseurs latino-américains du développement, à l'effet que les savoirs et pratiques des marginalisés (de la modernité, du développement, du capitalisme) seront des sources d'alternatives (Arturo Escobar, Boaventura de Sousa Santos).

C. LA TENDANCE DES ÉCOVILLAGES

L'écovillage est une forme de communauté intentionnelle, c'est-à-dire un groupe de personnes qui choisissent de vivre ensemble ou très près les unes des autres et de pratiquer un style de vie commun, partageant des valeurs communes et voulant atteindre des buts communs (Leafe Christian, 2006). Dans le cas des écovillages, des éco-hameaux (plus petit que l'écovillage) ou des co-habitats (en ville ou en banlieue), le but est de vivre en communauté, d'une façon plus humaine et axée sur la conservation de l'environnement. La définition la plus utilisée pour définir les écovillages est celle de Robert et Diane Gilman : « Établissement autonome, à l'échelle humaine, où les activités s'intègrent harmonieusement au milieu naturel de telle sorte qu'elles contribuent à un développement sain de l'être tout en étant suffisamment inoffensives pour être poursuivies indéfiniment. » (In Leafe Christian, 2006)

Chaque écovillage possède une mission unique et comprend donc divers types de bâtiments et d'activités. Mais de façon générale, les écovillages visent une population de taille assez modeste, comportent des bâtiments pour la vie personnelle, communautaire, parfois professionnelle et spirituelle, de façon à assurer la plus grande autonomie possible. Les maisons sont construites selon les principes de l'architecture durable, la nourriture biologique est cultivée et produite et l'énergie propre est aussi produite, le tout en fonction de l'environnement immédiat. Les écovillages comportent généralement un volet de formation et de sensibilisation au mode de vie durable (ateliers, conférences, cours, écotourisme), ainsi qu'un volet de développement d'une économie locale solidaire. Bien qu'il existe plusieurs façons pour qu'un projet d'écovillage voie le jour, dans chaque cas, la route est longue et ardue, impliquant plusieurs étapes juridiques, scientifiques et politiques, ainsi qu'une très bonne planification, pour que l'écovillage puisse être créé au sein d'une municipalité.

Le Global Ecovillage Network (GEN) est le réseau mondial qui répertorie et met en réseau la majorité des écovillages à travers le monde dans le but de supporter et d'encourager l'établissement de communautés durables. Il a été créé en 1995 à l'occasion d'une conférence à Findhorn en Écosse, et depuis, il constitue une plateforme qui relie les écovillages entre eux, permet de diffuser de l'information et d'initier de nouveaux projets. Il joue aussi un rôle d'expert en matière de collectivités durables au sein de consultations internationales (depuis 2002, au sein de l'ÉCOSOC, le Conseil social et économique de l'ONU). Enfin, il contribue à augmenter la visibilité des communautés et à supporter un agenda international commun pour les trois réseaux principaux d'écovillages (les Amériques, l'Europe et l'Afrique, l'Asie et l'Océanie).



Combien sont-ils au Québec?

Le Global Ecovillage Network(GEN) répertorie 26 écovillages au Canada, dont 3 au Québec. Mais le nouveau Répertoire des Éco-communautés du Québec de Vicky Veilleux et Leslie Carbonneau présente 25 éco-communautés (écovillages, écohomeaux, co-habitats) et 11 initiatives similaires à l'échelle du Québec. Disponible depuis janvier 2010 avec fiches descriptives, photos et cartes géographiques, ce répertoire constitue un document riche pour qui veut aller visiter ces initiatives, que ce soit pour s'informer dans le but de fonder une communauté, par intérêt pour cette nouvelle tendance québécoise ou par simple curiosité et amour de la nature.

Pour savoir comment se le procurer :
www.ecocommunautes-qc.org

Le caractère convergent du réseau actuel des écovillages est ce qui le distingue du phénomène des communes des années 70. Aujourd'hui, des communautés de partout travaillent ensemble dans le même sens et entretiennent une amitié et une solidarité qui contribuent à contrer les causes profondes de conflits. Le mode de vie lui-même véhicule une vision intégrée, autour des technologies alternatives, d'une vision holistique de la santé, d'une autosuffisance alimentaire. « L'intérêt grandissant pour les communautés intentionnelles — écovillages, cohabitats ou autres — n'est pas le fait de rêveurs ou d'utopistes » souligne Diana Leafé Christian (2006). C'est un signe que de plus en plus de gens se sentent aliénés et isolés, et désirent plus de communauté dans leur vie.

Écovillage
Établissement autonome,
à l'échelle humaine, où
les activités s'intègrent
harmonieusement au
milieu naturel de telle sorte
qu'elles contribuent à un
développement sain de l'être
tout en étant suffisamment
inoffensives pour être
poursuivies indéfiniment

EXTRAITS D'ENTRETIENS AVEC DES
CHERCHEURS D'ALTERNATIVES

PORTRAIT : NICOLE FAFARD ET L'ÉCOVILLAGE TERRAVIE DANS LES LAURENTIDES

Nicole Fafard est membre fondatrice du projet TerraVie, visant la conservation de la nature et l'établissement d'écovillages. Le premier écovillage de TerraVie, projet pilote, est situé dans la



municipalité de Montcalm dans les Laurentides. Ayant habité pendant plusieurs années dans un écovillage à Hawaï, madame Fafard est sensibilisée aux bienfaits écologiques et humains de la vie dans ce modèle de collectivités viables qu'est l'écovillage. C'est inspirée par les valeurs autochtones qu'elle revient vivre au Québec et fonde le projet TerraVie en 2003, avec un groupe de bénévoles désireux de

concrétiser leur vision d'un développement viable. Trois ans plus tard, ils se portent acquéreurs, avec une vingtaine de familles, d'un terrain de 240 acres, dont 75% est destiné à la conservation de la biodiversité et 25% à l'élaboration d'un écovillage. Depuis 2003, TerraVie est reconnu comme corporation sans but lucratif, pouvant recevoir des dons écologiques, et regroupe des organismes communautaires et des individus désireux d'unir leurs efforts en vue de détenir des terrains, de les soustraire à la spéculation du marché et de vivre dans une collectivité vouée à un mode de vie durable. Les objectifs de TerraVie sont multiples, étant donné que ce projet vise l'acquisition de plusieurs terrains et la création de plusieurs écovillages. En plus des objectifs de conservation, d'établissement de communautés et de formation, les objectifs à plus long terme incluent des activités de recherche sur le mode de vie durable et les collectivités viables, ainsi que la possibilité d'offrir des logements à des

personnes à revenus modiques. Depuis déjà sept ans, le projet TerraVie se développe sur la base du modèle de fonds foncier communautaire. Madame Fafard et son équipe ont en quelques sortes défriché un terrain juridique encore vierge en la matière au Québec et souhaitent devenir un modèle pour les futures collectivités écologiques de la province. Les structures juridiques nécessaires sont maintenant existantes grâce au travail de pionnier de madame Fafard et de son groupe et TerraVie met son Guide organisationnel et juridique à disposition des écovillages en devenir, des municipalités et du public. En 2007, TerraVie a reçu un prix Phénix, la plus haute distinction environnementale au Québec. Nicole Fafard a également reçu le prix Terre des Femmes en 2008, premier prix de la Fondation Yves Rocher. www.terravie.org

Q : Madame Fafard, comment situez-vous votre initiative dans la mondialisation?

R : Eh bien si on regarde comment les choses fonctionnaient depuis toujours, ça partait toujours d'un noyau régional qui avait une autosuffisance, et tous les peuples autochtones fonctionnaient comme ça. Donc l'élan d'écovillage c'est le même principe. Ça part d'initiatives locales, avec une intention d'autosuffisance. Avoir des produits et services locaux, tout en ayant des résidences sensibles à l'environnement et en ayant un impact global, car des petites actions ont un effet sur l'écosystème global. J'arrive d'Arizona où il y avait une rencontre interculturelle de tous les peuples du Nord et du Sud de l'Amérique centrale : Return of the Ancestors. Il y avait toute une diversité de peuples anciens dont plusieurs vivent encore un mode de vie très simple, de simplicité volontaire comme on appelle. Mais eux, c'est ce qu'ils connaissent. De tradition en tradition, ils font leurs vêtements, ils ont des chants et des danses. Ils n'ont jamais perdu la lignée, de génération en génération. En général, ils vont s'autosuffire avec un environnement naturel. Nous, on vient d'un élan très individualiste, et on retourne vers le collectif. Mais il y a des peuples qui n'ont jamais quitté le collectif. On le sent, ils ont presque une âme collective. Ici, tranquillement, on s'en va vers des projets collectifs, et ça ramène beaucoup à des connaissances anciennes qui refont



surface et qui donnent aussi des solutions. Ou juste pour montrer que c'est possible. Dans la société actuelle, c'est important de voir des exemples, de voir qu'il y en a qui font ça depuis des années, que c'est possible.

Q. Et comment diriez-vous que TerraVie se situe par rapport à la modernité?

R. C'est d'utiliser les bons côtés. Avec la modernité, il y a des technologies qui peuvent faciliter la mise en place de systèmes collectifs et écologiques. Dans le projet à Montcalm, des panneaux solaires et différentes technologies vont être utilisées. Donc c'est une simplicité volontaire tout en utilisant des outils actuels et le plus possible de production locale, pour avoir le moins d'impact possible. Ce n'est pas évident, car il y a la question de l'efficacité, le point de vue économique, et un moment donné il y a aussi le côté équitable. Il faut s'assurer que les produits soient équitables, et que ce soit aussi durable. C'est tout un défi!

Q. Que pensez-vous du modèle de développement dominant, prôné ici mais surtout dans les pays du Sud, et vous sentez-vous liée aux luttes des pays du Sud?

R. Définitivement. J'ai voyagé beaucoup dans les pays du Sud. Et au fond, ils ont énormément de richesses. La vague d'industrialisation qu'on voit depuis quarante ans et qui a pollué énormément, ça a eu le même effet sur les pays du Sud. L'approche que je tends à avoir par rapport à ça, c'est un peu celle des peuples anciens et des écovillages. C'est de redonner une autonomie régionale à ces pays-là, pour qu'il y ait moins de dépendance face à l'étranger pour les produits et tout. Les aider à refaire leurs systèmes régionaux qui existaient. C'est aussi ce que je trouve important à travers le projet

d'écovillage, de réactiver les échanges de produits et services locaux, pour donner un coup de pouce aux producteurs, aux produits du terroir, à une économie sociale plus accessible.

Q. Quelle importance accordez-vous aux savoirs traditionnels dans TerraVie?

R. J'ai toujours été en contact avec les peuples autochtones. Et je crois qu'on est rendu à faire un pont, ici en Amérique, c'est avec les Amérindiens, en d'autres endroits c'est d'autres groupes, des ponts au niveau des connaissances, et aussi au niveau des moyens et des outils. Il faut créer un équilibre entre le moderne, la technologie, et les anciennes connaissances qui étaient simples mais qui fonctionnaient. C'est aussi là l'intérêt du côté expérimental, en même temps de demander conseil aux anciens. Fonctionner avec la nature. Les Autochtones aiment faire le moins d'effort pour un maximum de rendement. Ce n'est pas qu'ils sont paresseux, c'est une notion d'efficacité. Donc c'est de les observer. Dans un écovillage, on part d'un écosystème. On observe, et c'est l'écosystème qui va nous aider à voir où mettre les maisons, c'est quoi la force de la nature là. Ça c'était une force traditionnelle autochtone, la capacité d'observer la nature et d'aller en harmonie avec elle, avec les cycles. La modernité est basée sur l'individu et ses besoins pour amener un certain confort. Plus tu as d'argent, plus tu as de confort, et cela est aussi lié au concept de liberté. Mais ça peut être une grande illusion. Ce que certains appellent la post-modernité, c'est basé sur le collectif. Notre façon de réalisation est différente. Par exemple, nous, on veut faire un bâtiment communautaire où il y aurait des ateliers collectifs. Mais on ne peut pas car ce ne sont que les municipalités qui peuvent avoir des bâtiments communautaires. Donc il y a beaucoup de changements à faire. Et c'est aussi tout notre système social qui est à repenser. Il y a eu comme une relaxation, avec les machines. Et une autre génération veut aller vers la simplicité volontaire. Les plus vieux nous disent : Hein, vous voulez retourner en arrière? Mais non, on veut avancer.

Extrait d'une entrevue réalisée le 4 juin 2009 à St-Sauveur, par Arianne Cardinal

D. LES SYSTÈMES D'ÉCHANGE LOCAL

La philosophie des Systèmes d'échange local s'appuie sur l'entraide et la solidarité, et vise la recréation d'un esprit communautaire comme alternative à l'individualisme, l'égoïsme et l'isolement caractérisant le néolibéralisme. En bref, un système d'échange local (SEL) est un réseau où les membres qui résident à proximité les uns des autres acceptent d'échanger des biens et services, sans recourir d'emblée à l'argent. Il existe plusieurs unités d'échange possibles pour un SEL (heures, monnaie spéciale, etc.). Dans la majorité des SEL, les transactions peuvent être indirectes (une heure donnée à un membre pour un service donné à une heure reçue d'un autre membre pour un autre service). Elles sont basées sur la responsabilisation de chacun et sur la confiance, ainsi que sur le principe que personne ne doit s'enrichir aux dépens d'un autre. De plus, les SEL tentent de couvrir un territoire relativement restreint pour contribuer à l'esprit de communauté et favoriser les échanges locaux.

Les SEL retournent à des formes plus anciennes d'économie comme l'échange, le troc et l'entraide et elles s'inspirent également des bienfaits des économies informelles. Le phénomène des SEL comme on le connaît actuellement date des années 1980, recrée au Nord ce qui existe déjà au Sud. Les premiers LETS (Local Exchange and Trading System) naissent à cette période dans l'ouest du Canada, dans un contexte de crise due à la fermeture de l'industrie minière. Dans ce contexte de crise, par ailleurs considéré le terrain le plus favorable à l'émergence des SEL, les gens se sont retournés vers des solutions locales et un fort sentiment coopératif s'est installé. Par exemple, l'Argentine qui a connu une grave crise économique est le pays qui compte aujourd'hui le plus grand nombre de SEL). Le concept s'est vite propagé dans le reste du Canada, en Europe, en Australie et ailleurs, si bien qu'on compte aujourd'hui 10 000 SEL répartis dans 53 pays. Le Québec compte quelques 25 réseaux du genre.

Quelques SEL du Québec

- Les Accorderies (Montréal, Québec, Trois-Rivières et Shawinigan)
www.accorderie.ca
- Le réseau JEU, Jardin d'Échange Universel (Montréal, Québec, Sherbrooke, Sept-îles, les Laurentides, l'Outaouais et les Cantons-de-l'Est)
www.monjeu.org
- Part-Sel, (Montréal, Petite-Patrie)
www.crac-petite-patrie.ca
- SEL BECS, Banque d'échange communautaire de services (Montréal)
www.becs.ca
- Troc2L, dans les Laurentides et Lanaudière
www.harmonieterre.org
- Le REEL, Réseau d'échange et d'entraide local (Granby)
www.researeel.org
- Les Échang'heures (St-Basile-Le-Grand)
- SEL Les Dons'heures (Québec)
www.lesdonheures.com

Chaque SEL est unique et il existe une diversité des formes et des initiatives. Deux idées centrales sont par ailleurs véhiculées par de nombreux militants des SEL : « une volonté de réappropriation citoyenne de l'économie et le refus de ce qui est dénoncé comme le "règne de l'argent" » (Servet, 1999). En fait, les fondateurs ont généralement comme objectif de créer un système qui replace l'humain au cœur des échanges, qui respecte l'égalité et qui ne crée pas d'exclusion. Les SEL répondent donc à un besoin de revitalisation des échanges locaux, le besoin d'une meilleure qualité de vie basée sur un réseau social, ou le retour à une époque où l'on pouvait compter les uns sur les autres. Les SEL permettent aussi de profiter de certains savoirs marginalisés par le système économique conventionnel, et agissent parfois comme incubateur pour de nouvelles techniques ou pratiques.

EXTRAITS D'ENTRETIENS AVEC DES
CHERCHEURS D'ALTERNATIVES

PORTRAIT : MICHEL GAUDREULT ET LE SYSTÈME D'ÉCHANGE LOCAL BECS

C'est en 1996 que Michel Gaudreault fonde avec quelques personnes BECS (Banque d'échanges communautaires de services) dans le quartier Mile-End à Montréal, un réseau d'échanges qui s'inspire de systèmes du genre ayant essaimé un peu partout ailleurs, dans le but de constituer une alternative au système économique conventionnel basé exclusivement sur l'argent. Dans BECS, une heure d'un service rendu, quel qu'il soit, équivaut à une heure BECS, de façon à aplanir les inégalités sociales en accordant la même valeur à tous les services. BECS entretient aussi des liens avec d'autres réseaux, permettant aux membres d'échanger des heures entre eux. Mais le but reste toujours de favoriser un enracinement local, quitte à créer de nouveaux réseaux indépendants. Avec treize ans d'existence, BECS est considéré comme le plus vieux SEL de la région de Montréal. L'organisme est passé par différentes étapes de gestion. D'abord créé suite à une subvention du Parti Vert, il est désormais indépendant des subventions, grâce à une cotisation annuelle des membres (160 membres à ce jour). BECS est aussi passé d'un fonctionnement quasi informel de l'information et la gestion, à un processus démocratique, de façon à répondre à une demande plus élevée de membres tout en conservant une flexibilité et une convivialité caractéristiques de l'organisation. Michel Gaudreault, co-fondateur de ce réseau et ex-président, a laissé la présidence à madame Marie-Odile Morin.

Q. Monsieur Gaudreault, comment situez-vous une initiative comme la vôtre (BECS) dans le contexte de la mondialisation?

R. À la base tous les SEL ont été créés pour pallier un des effets pervers de la mondialisation, à savoir que tous les biens circulent et de ce fait ont une valeur amoindrie. C'est une monnaie locale qui est créée au sein de chacun des réseaux et cette monnaie n'a de valeur qu'à l'intérieur de ce réseau-

là. Il ne peut pas y avoir de fuite de capitaux. Les gens accumulent des heures et sont obligés de les réutiliser à l'intérieur de la communauté. Ça crée une valeur et un sens local aux actions. Il commence à y avoir un certain mouvement pour internationaliser certaines des heures des réseaux : par exemple la route des SEL, surtout en France où il y a beaucoup de SEL. Ce serait une heure contre une nuitée. Beaucoup de réseaux utilisent les heures comme unité, alors une heure chinoise équivaut à une heure canadienne. Il y a donc une parité. C'est ce qui fait qu'il y a une petite ouverture à l'internationalisation.

Q. Pour vous, qu'est-ce qu'une initiative comme BECS veut dire dans la modernité?

R. Pour moi, la modernité, c'est s'assurer de préserver et de créer un sens à ce qu'on est, à ce qu'on fait. Le défi est de faire la part des choses entre les gadgets qui nous assaillent, les nouvelles façons de faire et le vrai sens de ce qu'on fait. Dans notre réseau, on essaie de redonner ce qu'on appelle un sens pur au travail. On essaie d'éliminer les intermédiaires entre ceux qui offrent et consomment les services, pour simplifier les rapports économiques.



Photo: SEL BECS

Q. À travers BECS, vous sentez-vous lié aux gens des pays du Sud, d'une quelconque manière?

R. À la base, c'est un réseau qui n'a de sens que localement. Mais ce qui est portable, c'est le sentiment d'entraide. Les nouveaux réseaux de troc sont juste une transformation de quelque chose qui existe déjà par ailleurs, dans les sociétés en développement, où les gens s'assemblent, créent, s'entraident déjà d'avance. Dans les villages québécois c'était exactement comme ça. Mais l'urbanité et la modernisation font qu'il faut créer des structures similaires pour reproduire et cultiver l'entraide et la solidarité qui existaient, et qui existent encore dans les pays du Sud.

Q. Quelle importance accordez-vous aux savoirs traditionnels dans BECS?

R. Moi je verrais ça en deux choses. Créer un réseau d'échange, ça aide à créer des liens directs entre les personnes, où le temps de ce que quelqu'un fait est directement véhiculé à la personne qui reçoit. Déjà là, pour moi il y a un retour vers un sain esprit, une saine façon de faire, qui pourrait être appelée savoir traditionnel, parce que le troc est le premier système d'échange économique à avoir existé. Le deuxième élément c'est que, rendu là, chaque personne décide des services qu'elle va offrir à l'intérieur du réseau. Mais c'est sûr que c'est un milieu qui est plus accueillant pour les savoirs alternatifs qui ont disons peu de valeur ou d'intérêt commercial. Donc c'est comme une espèce de creuset ou de terreau où il y a beaucoup de gens qui peuvent expérimenter des trucs, par rapport à des savoirs plus courants ou fréquents.

Q. Considérez-vous les SEL comme des alternatives au système économique dominant?

R. Souvent on qualifie les SEL comme des alternatives au système économique. Mais en termes d'importance, j'ai l'impression qu'ils sont toujours restés un peu marginalisés. Pour certaines personnes qui y tiennent vraiment, le concept est une alternative économique qu'ils veulent encourager, et pour eux, bâtir un monde basé sur la solidarité plutôt que sur les intérêts, c'est une bonne chose, qu'ils en aient besoin ou non. Juste

participer à ce mouvement-là c'est important pour plusieurs personnes, ou encourager la survie de mouvements similaires. Le fait de contribuer à faire vivre une alternative économique c'est aussi un message d'espoir, que des choses peuvent exister au-delà du papier ou autre, on peut le faire. Il y en a d'autres pour qui c'est plus une nécessité, une simplicité involontaire si on veut. Ils sont obligés de rentrer dans des réseaux similaires pour acquérir certains services qu'ils ne peuvent se payer. Mais ça crée aussi une noblesse, ça redonne une dignité à chaque personne humaine. Souvent, le système dominant privilégie certains métiers, certaines connaissances, tandis que pour nous, chaque connaissance est importante. Donc une heure, qu'il soit notaire ou comptable, ça vaut la même chose que quelqu'un qui fait du ménage. Mais les alternatives, ça prend du temps. Je ne sais pas si BECS remet en question le modèle dominant, mais c'est un espace pour imaginer des changements et questionner les valeurs dominantes. C'est une graine que tu sèmes dans l'imaginaire pour dire qu'un autre monde est possible, et ça, ce n'est jamais perdu.

Q. Que pensez-vous du titre L'Afrique au secours de l'Occident ?

R. Un moment donné, je suis allé travailler deux mois en Afrique dans un petit village, et j'ai été frappé par le sentiment d'entraide. Les gens souvent s'entraidaient l'un l'autre. C'est sûr que ces valeurs-là ont sûrement aidé à l'idée de fonder un mouvement comme ça, parce que c'est quelque chose de bien. C'est souvent l'expérience qui nous change. Tout le monde que je connais qui va en Afrique ou en Asie, confronté à un autre système de valeurs, revient transformé ou du moins secoué. Des valeurs comme le respect, s'occuper des aînés, l'entraide. Chacun revient un peu différent. Donc il faudrait encourager plus de monde à s'ouvrir aux autres cultures, et peut-être la nouvelle immigration va contribuer à cela. Plus il y aura de gens en contact avec les autres cultures, plus le bon fond va peut-être ressortir naturellement.

Extrait d'une entrevue réalisée le 4 mai 2009 à Montréal, par Arianne Cardinal

E. LE MOUVEMENT SLOW FOOD ET SES DÉRIVÉS

C'est en 1989 que Carlo Petrini, sociologue et journaliste gastronomique italien, fonde le mouvement Slow Food, avec un escargot comme emblème pour montrer qu'il s'agit de l'opposé du fast-food. Le mouvement naît d'un besoin de lutter contre l'uniformisation du goût et d'empêcher la disparition des traditions gastronomiques locales. Il arrive aussi dans un contexte où de plus en plus de gens sentent qu'ils sont prisonniers de la vitesse et qu'ils n'ont pas le temps de profiter des plaisirs de la vie. Dans Slow Food, manifeste pour le goût et la biodiversité (2005), Petrini explique que Slow Food est non seulement le nom d'un mouvement, mais aussi un ensemble de concepts. Prendre le temps de choisir son produit, de rencontrer le producteur, prendre le temps de goûter et cuisiner, et de partager un repas en bonne compagnie. « Slow Food entend donner sa juste importance à l'acte nutritif, en enseignant comment profiter de la diversité des recettes et des saveurs, à reconnaître la variété des lieux de production et les artisans, à respecter le rythme des saisons et de la convivialité. » (Petrini, 2005) Mais ce mouvement, s'il est basé sur l'éducation au goût et le plaisir, n'exclut pas un certain engagement politique, au contraire. Ainsi, pour les « militants de la gastronomie », Slow Food permet de faire de la politique en prônant un retour au local et une décroissance, l'achat de produits biologiques et équitables. Selon Petrini, il s'agit de « marier plaisir, conscience et responsabilité, étude et connaissance, et d'offrir, à travers un nouveau modèle d'agriculture, des perspectives de développement aux régions pauvres ou défavorisées, comme nous l'avons prouvé en travaillant avec nos amis d'Amérique latine et d'Afrique. » (2005)



Slow Food®

Ce mouvement a aussi à cœur la solidarité et l'entraide, avec les producteurs locaux du Sud qui partagent les mêmes valeurs. Avec Bon, propre et juste : Éthique de la gastronomie et souveraineté alimentaire (2006), Petrini simplifie à trois les principes du mouvement mondial, et souligne à quel point le simple fait d'acheter et de manger notre nourriture est un acte lourd de conséquences. Jean Lhéritier, président de Slow Food France, souligne qu'en vingt ans, le mouvement est passé d'une « recherche purement hédoniste, du gourmet traditionnel, pour aboutir au soutien militant des acteurs d'une production alimentaire à échelle humaine » (In Petrini, 2006).

Petit escargot va loin

Aujourd'hui, le mouvement mondial décentralisé compte 100 000 membres dans 132 pays. Chaque réseau, qu'ils appellent des conviviaux locaux, est autonome face à Slow Food Italie, tout en respectant les principes du mouvement. Annuellement, le Salon du Goût et le Festival Terra Madre réunissent des membres et producteurs artisanaux des quatre coins du monde. Slow Food comprend également une maison d'édition, une fondation et une Université des Sciences gastronomiques dans la ville de Bra, au Nord de l'Italie.

www.slowfood.com
www.slowfoodquebec.com

La philosophie de Slow Food semble aussi avoir fait des petits, alors qu'on remarque plusieurs dérivés du mouvement Slow. En effet, c'est tout un mouvement basé sur la philosophie de la lenteur qui gagne en ce moment la planète, de l'Italie de la dolce vita jusqu'au Japon frénétique. Des clubs Slow naissent et se font connaître un peu partout, des journées, des semaines ou des mois de la lenteur sont déclarés. Il y a même un nouveau mouvement de villes qui s'engagent officiellement à devenir des « Villes de la lenteur ». Bra, sous l'impulsion de Slow Food, est la première, mais on en compte aujourd'hui plus d'une trentaine en Italie, alors que des villes allemandes, norvégiennes et anglaises font aussi partie du mouvement. Des évaluations sont en cour dans le reste de l'Europe, en Australie et au Japon. (Honoré, 2004)

PORTRAIT : GABRIEL RIEL-SALVATORE ET SLOW FOOD MONTRÉAL

Fondé en 2001 par Paul Caccia et une équipe de bénévoles, Slow Food Québec vise une reconnaissance du patrimoine culinaire et alimentaire québécois, à travers des activités d'éducation au goût et un rapprochement entre les producteurs locaux et les consommateurs. Depuis quelques années, c'est Gabriel Riel-Salvatore qui est le président de ce convivium (mot latin qui signifie « festin, réception, banquet », que Slow Food utilise pour désigner ses groupes locaux). Désormais nommé Slow Food Montréal, ce convivium représente la branche québécoise du mouvement mondial et regroupe plus de 200 membres (gourmets, journalistes, experts, étudiants, producteurs ou commerçants). Slow Food Montréal agit également comme siège pour les différents conviviiums locaux qui naissent tranquillement un peu partout au Québec. Monsieur Riel-Salvatore se donne pour mission de favoriser les rencontres entre les producteurs québécois et le public de consommateurs, à travers des ateliers du goût, des conférences et d'autres activités. Mais il souhaite surtout laisser sa marque en faisant connaître le mouvement auprès de tous pour qu'il ne devienne pas un mouvement réservé aux riches gourmets. Il souhaite déculpabiliser les gens et axer son message sur le plaisir de redécouvrir nos produits et traditions culinaires, en ayant du même coup un impact positif sur la souveraineté alimentaire, l'écologie et l'équité mondiale. Enfin, Slow Food Montréal donne son appui à différents projets novateurs qui partagent sa philosophie (comme des programmes d'éducation au goût dans les écoles), et mène un travail de lobbying auprès de la sphère politique. www.slowfoodquebec.com

Q. Monsieur Riel-Salvatore, comment situez-vous Slow Food dans la mondialisation?

R. Ce n'est pas un mouvement seulement local, mais d'envergure internationale. Nous travaillons au local, mais aussi dans une vision internationale. C'est un peu comme « think globally act locally ». C'est un mouvement décentralisé, qui répond à des fonctionnements qui sont guidés par le convivium mère établi en Italie. Mais il y a une très grande liberté qui est laissée aux conviviiums locaux, car l'objectif est de promouvoir le local. On laisse donc beaucoup de place à tous les gens qui vont s'investir dans le mouvement à favoriser le développement de leur culture et de leur patrimoine. Peu importe la provenance. Donc l'objectif demeure toujours le même, favoriser une biodiversité agricole et culturelle. Et c'est uniquement possible à travers une affirmation forte du local, mais qui s'inscrit dans un mouvement à caractère plus global.

Q. Une solidarité dans le fond?

R. Oui. Terra Madre, c'est la biennale à Turin, ou le réseau mondial des communautés de la nourriture en fait. L'idée est que chaque endroit dans le monde a ses particularités, ses savoirs et ses pratiques, et quand on se rencontre là-bas, on peut échanger et c'est ça la beauté du mouvement. On va chercher le dialogue et le partage, et ça c'est très fort et très enrichissant. Car SF va chercher à aller à l'encontre de l'homogénéisation.

Q. Est-ce que Slow Food (SF) entretient des liens avec des mouvements du Sud?

R. Oui, tout à fait. SF appuie toutes les initiatives qui vont dans le même sens qu'elle. Le réseau mondial des communautés de la nourriture, c'est ça. C'est de rassembler toutes sortes d'initiatives qui se font dans le monde et ensuite de partager ces expériences. SF va parfois se greffer à des initiatives locales, que ça soit des coopératives de producteurs, de produits équitables etc. Mais pas n'importe comment, car il y a quand même une éthique SF. La philosophie se résume en trois mots : le bon, propre et juste. Donc l'ensemble des producteurs doit répondre à cela. Ils doivent faire des produits bons, c'est-à-dire au goût, propres,

dans un sens environnemental, et justes dans un sens équitable. Nous allons appuyer ou collaborer avec des producteurs ou groupes qui vont en ce sens-là. Définitivement on va tendre la main, car souvent ces groupes qui promeuvent ces trois éléments, en général ils sont en marge, ils ont plus de difficulté et moins de moyens. C'est pour ça que SF cherche à avoir une incidence locale et une portée mondiale très forte. Parce que ça donne une crédibilité à des gens qui font une initiative locale, et qui vont se greffer à un mouvement d'envergure internationale qui va peut-être parfois pouvoir leur donner un appui financier ou autre. L'appui se fait aussi au niveau des communications. Et SF dans certains cas peut servir de tremplin économique.

Q. Quelle importance accordez-vous aux savoirs traditionnels dans Slow Food?

R. Moi je trouve que c'est fondamental, et en tant que jeune, je trouve que ce n'est pas du tout ringard ou vieux jeu, c'est tout à fait actuel. Je pense que les jeunes sont curieux, et souvent, ils veulent apprendre ce qui se passe autour d'eux, d'où ils viennent. Par exemple dans un endroit comme le Québec, c'est fondamental, parce que la question identitaire est tellement forte. Souvent on va se demander c'est quoi notre identité, comme dans le cas des accommodements raisonnables. Et dans beaucoup d'études sociologiques, une des seules réponses valables est la langue. Ce qui est absurde, je pense que la culture québécoise va beaucoup plus loin que ça. Il y a toutes sortes de savoirs traditionnels qui existent, et si on portait plus attention à cela, ça nous permettrait de mieux comprendre notre identité, notre culture. Dans SF, on veut promouvoir la culture gastronomique ou alimentaire comme un élément fondamental des identités locales. C'est très important de les promouvoir et de les préserver. Finalement, ça permet une plus grande diversité et un tremplin, surtout au niveau des régions. Si on est dans un système homogène où l'industrie agricole est vraiment monovariétale à grande échelle, on perd un côté humain de un, et de deux, toutes sortes de petites productions qui permettent de faire circuler l'argent mais aussi toutes sortes de savoirs. Tranquillement on voit au Québec que les régions

commencent à s'ouvrir à ça, à réaliser à quel point ça peut devenir quelque chose d'utile pour eux. Charlevoix par exemple a très bien compris, et a la première appellation d'origine contrôlée de l'Amérique du Nord, avec l'agneau de Charlevoix. Moi, je crois qu'on peut faire une espèce de mariage entre la tradition et la modernité. Avec l'éducation, si on fait ressentir aux gens le besoin, si on leur redonne le goût de découvrir les traditions passées et de les adapter à notre réalité moderne. Par exemple, mettre la recette traditionnelle de tourtière dans le livre de Ricardo super branché! Bien je pense qu'on vient de créer un pont. D'ailleurs, à Toronto, il y a tout un mouvement de redécouverte des traditions culinaires canadiennes, et le Québec est très valorisé dans cette redécouverte.



Q. Face à la crise, Carlo Petrini prône la décroissance. Qu'en pensez-vous?

R. Je pense qu'en période de crise, les gens ont le réflexe de se protéger, et ça fait en sorte que les gens changent leurs habitudes. À SF, notre message est : adaptez ou changez vos habitudes alimentaires. C'est peut-être un bon moment justement pour éclairer les gens sur le fait que la façon de consommer a un impact et peut mener à une crise. Notre message est de dire aux gens, réapprenez à cuisiner à la maison, à acheter de bons produits, à acheter local, à cuisiner avec les saisons. Tout ça s'inscrit dans un changement d'optique. Mais un des éléments qui nous distingue, c'est qu'on n'accable pas les gens. On ne leur tape pas sur la tête en leur disant « tu es un méchant consommateur! » Notre approche est de dire, c'est un plaisir de manger, et en mangeant, d'avoir une incidence sur le monde. En général, tous nos ateliers et rencontres se font dans un contexte de plaisir. C'est simple, mais ça marche!

Extrait d'une entrevue réalisée le 18 mai 2009 à Montréal, par Arianne Cardinal

F. SIMPLICITÉ VOLONTAIRE, DÉCROISSANCE ET TRANSITION TOWNS

Le mouvement mondial pour la décroissance est relativement jeune, donc diffus et informel. Mais diverses tendances et initiatives s'inscrivent dans ce projet. Au Québec, même si l'idée de la décroissance est peu connue, elle bénéficie de l'écho d'un mouvement mieux connu, celui de la simplicité volontaire. Cette philosophie, ce mode de vie, a été popularisé au Québec par Serge Mongeau, avec la publication de deux ouvrages sur la simplicité volontaire dans les années 80 et à la fin des années 90. De plus en plus de gens s'intéressent à l'idée, alors que des considérations environnementales deviennent évidentes. D'autres s'aperçoivent qu'ils vivent déjà selon les principes de la simplicité volontaire : vivre en dépendant moins de l'argent et de la vitesse, découvrir qu'on peut vivre mieux avec moins, privilégier le « assez » plutôt que le « plus », l'« être » plutôt que l'« avoir », et favoriser ainsi une plus grande équité entre les individus et les peuples (Stan In Mongeau, 2007). En 2000, un premier groupe de personnes intéressées par l'idée se réunissent et décident de créer un mouvement. Naît alors le Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV), un réseau d'adeptes favorisant un questionnement en profondeur sur les conséquences de notre surconsommation. Pendant ce temps, Serge Mongeau se familiarise avec l'idée de décroissance au contact des débats français et établit des liens entre simplicité volontaire et décroissance. Avec d'autres groupes, il est à l'origine d'un premier colloque de réflexion sur la décroissance en 2007, qui mène à la rédaction du Manifeste pour une décroissance conviviale et à la naissance du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC). Aujourd'hui, le MQDC publie le journal L'Objecteur de Croissance et organise plusieurs activités, comme la venue de Pierre Rahbi il y a quelques mois, partisan de la « sobriété heureuse ».

Un autre parent avec le mouvement pour la décroissance est le mouvement des Villes en transition, ou Transition Towns. Né en Angleterre, il regroupe des gens qui commencent à se préparer

aux changements annoncés pour mieux s'organiser, alors que depuis les cinq dernières années, les ouvrages scientifiques consacrés à l'hypothèse d'un épuisement des réserves pétrolières et des bouleversements économiques et sociaux encourus se sont multipliés. Ces villes – dont la première est la ville de Totnes au Royaume-Uni et qui se dénombrent maintenant à plus d'une centaine – se veulent des villes de transition pour faciliter le passage local à l'ère post-pétrole, ou du moins, « contrôler la chute » (Semal, 2009). Elles ont pour but d'explorer les possibilités pratiques de diminution des émissions de gaz à effet de serre, de diminuer la dépendance au pétrole, et d'améliorer la résilience de la ville, sa capacité à faire face à des chocs extérieurs en étant plus autonome pour les secteurs essentiels. Au Québec, c'est le Comité Provisoire pour les Villes en Transition qui organise des formations et la diffusion d'information pour les initiatives de transition qui sont en train de germer.



Suivez le Transition Bus

À partir de cet automne, une famille québécoise vous invite à suivre son odyssée au volant du Transition Bus. Dans un autobus scolaire converti en habitation mobile et écologique, ils partiront sur les routes du Canada et des États-Unis pour une année entière. Le but du projet? Visiter des groupes locaux qui mettent en œuvre de nouveaux modèles d'organisation sociale, économique et politique, dans un but de favoriser la résilience de leur communauté.

www.transitionbus.org

Aide-mémoire

Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV)
www.simplicitevolontaire.info

Le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC)
www.decroissance.qc.ca

Le Comité provisoire pour les Villes en transition au Québec

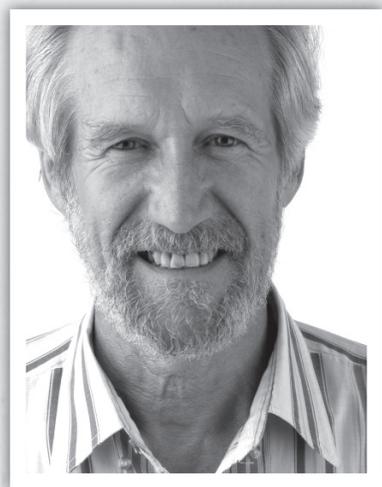
Le réseau mondial francophone des Villes en transition
www.villesentransition.net

PORTRAIT : SERGE MONGEAU, DE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE À LA DÉCROISSANCE

Serge Mongeau est médecin, philosophe et auteur de plusieurs livres. Reconnu comme une sommité dans divers milieux, il est surtout connu comme le père du mouvement de la simplicité volontaire au Québec. (La simplicité volontaire, 1984, puis, La simplicité volontaire, plus que jamais..., 2007). Le message principal qu'il véhicule, c'est que ce mode de vie n'en est pas un de privation ou d'autopunition, mais qu'il se base sur la prise de conscience de ses réels besoins. C'est cela qui amène souvent une nouvelle attitude face à la consommation et aux biens, et non l'inverse. Si Serge Mongeau a agi comme pionnier et inspirateur du Mouvement québécois de la simplicité volontaire (MQSV), l'activiste est plus récemment passé à l'idée de décroissance. En contact depuis quelques années avec une revue française (Silence), il se familiarise avec le concept de décroissance, et participe même à un numéro de la revue Silence qui est édité en un ouvrage en 2003 : Objectif décroissance. Vers une société viable. La simplicité volontaire ne suffit plus, et il est nécessaire à l'heure actuelle « d'ajouter aux efforts individuels de celles et de ceux ayant adopté la simplicité volontaire une action collective efficace » pour revenir à un « vivre ensemble » (Mongeau, 2007). Ainsi, il développe sa réflexion au sein de différents groupes, et contribue à faire connaître le concept lorsqu'on l'invite dans les médias ou divers événements pour parler de simplicité volontaire, proposant plutôt comme thème « au-delà de la simplicité volontaire, la décroissance ». Il a dirigé le collectif Objecteurs de croissance, Pour sortir de l'impasse : la décroissance, publié en 2007 et reprenant les communications du premier colloque québécois sur la décroissance. Aujourd'hui, il est très impliqué dans le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale et dans l'évolution de diverses initiatives de Villes en transition.

Q. Monsieur Mongeau, la simplicité volontaire, est-ce une philosophie, un mouvement, une organisation, un mode de vie, ou tout ça en même temps?

R. C'est un peu tout ça en effet. Certainement, c'est à partir de valeurs. Il y a des gens qui ont été toute leur vie dans la simplicité volontaire (SV), j'en suis, avant même que le terme existe. Dans ma famille c'était la façon de vivre. Beaucoup de gens le sont sans le savoir, et le réalisent en lisant mon livre par exemple. Pour moi c'est tout simplement du gros bon sens. Il y en a encore des gens qui en ont, alors que la majorité l'a perdu à cause de toutes sortes de raisons, en particulier des intérêts de gens qui font la promotion du système capitaliste. Mais en même temps pour des gens c'est une philosophie. Puis pour d'autres, c'est tout simplement un détail de leur vie qui leur permet d'avoir plus de liberté par exemple. Le bénéfice le plus fondamental de la SV est la liberté. C'est la libération de ce système qui de plus en plus nous enchaîne sans qu'on en soit conscient, qui nous transforme et qui nous déshumanise. Finalement on fait de nous des producteurs et des consommateurs au détriment d'autres valeurs, ce qui n'a pas de sens. Quand je parle de sens, justement, la vie des gens perd de plus en plus de sens, on peut le constater dans nos sociétés industrialisées, à voir le nombre de problèmes sociaux qu'on a, la dépression, le suicide, la toxicomanie, l'itinérance, ce ne sont pas des signes que notre société va bien. Pourquoi? Parce qu'il y a des aspects fondamentaux de la vie qui ont été modifiés et qui font que malgré l'abondance, on ne répond plus à nos besoins. Aujourd'hui, le mouvement est plus connu, et je pense que les gens ont compris que dans la SV, on n'était pas tous des "crack pot" extrémistes qui laissaient tout tomber dans la société et qui allaient s'installer dans le bois. Il y en a quelques-uns, je ne dis pas qu'ils sont "crack pot", mais qui vont aussi loin, c'est leur choix et c'est correct. Mais ce n'est pas la majorité.



Et ce n'est pas perceptible à l'œil nu quelqu'un qui fait la SV, il ne se promène pas en guenilles, il n'a pas l'air d'un pauvre. Au contraire, les gens vont peut-être s'acheter des meilleurs vêtements que les autres pour pouvoir les garder plus longtemps. Il n'y a pas de modèle uniforme de consommation dans la SV. Ça dépend des valeurs de chacun, de ce que chacun veut faire de sa vie. C'est l'attitude critique qui est importante. À la base ce ne sont pas des recettes ou des comportements qu'il faut qui changent, c'est des attitudes, une philosophie, des valeurs auxquelles il faut qu'on revienne. La modernité nous entraîne dans un courant où il n'est pas question de refuser quoi que ce soit, on est entraîné dans ce courant, de façon presque involontaire : il faut, il faut, il faut. Alors il s'agit un moment donné de dire j'arrête, je réfléchis, est-ce que c'est vraiment ça que je veux?

Q. Que pensez-vous du modèle de développement dominant prôné ici et surtout dans les pays du Sud? Et vous sentez-vous lié aux luttes des pays du Sud?

R. La SV c'est d'abord une décision individuelle, un choix personnel. Et à ce moment-là je pense que ce n'est pas le choix de tous les «simplicitaires» de se préoccuper de l'environnement ou n'importe quoi. On arrive à la SV pour différentes raisons. Il y en a qui viennent en disant : il faut qu'on cesse de consommer autant, et la meilleure façon de commencer c'est de commencer par moi. Il y en a qui viennent avec un souci de justice sociale, en disant : ça n'a pas de sens la façon dont on vit ici. Ces gens-là vont être plus préoccupés par la relation avec les pays du Sud. Il y en a qui y arrivent tout simplement parce qu'ils sont au bout de leur corde, dans le crédit et tout ça. Donc ce n'est pas tellement au niveau du mouvement de la SV qu'on développe un regard sur les pays du Sud, sur la situation mondiale actuelle. Ce qui, moi, m'a amené à me détacher un peu du mouvement. Bon je continue à avoir des liens avec des gens, à écrire dans le bulletin mensuel. Mais je suis passé à la décroissance. Je trouve que la décroissance est vraiment une vision plus globale. Il s'agit de créer une société où la SV va être peut-être «involontaire» d'une certaine façon, mais où tout le monde va

pouvoir vivre plus simplement, en répondant à ses besoins. Donc il y a un saut de l'individuel au collectif.

Q. Par la décroissance, il y a beaucoup de liens à faire avec les pays du Sud?

R. Oui, c'est très clair que dans les fondements d'une société de décroissance, ça ressemble à beaucoup de choses qui se font là-bas. Les quatre fondements sont la justice sociale : répondre certainement aux besoins de tout le monde, diminuer les écarts de revenu entre les gens. Un deuxième fondement c'est le local : faire les choses localement, répondre à nos besoins localement, consommer localement, s'organiser pour se développer localement. Troisièmement : privilégier le communautaire par rapport à l'individu. Répondre à nos besoins plus par des moyens collectifs ou communautaires. Le quatrième, c'est une société de sobriété où il y a beaucoup moins de gaspillage. Tout ça ce sont des choses qui existent dans le Sud. Et malheureusement, avec nos moyens médiatiques, on a perverti l'ensemble de planète et tout le monde aspire à consommer comme nous. Et même s'ils n'y aspirent pas, eh bien on les force de beaucoup de façons à passer à nos systèmes de production, avec la complicité en particulier des élites locales qu'on envoie étudier dans nos pays et qu'on retourne là-bas, qui arrivent avec nos technologies, nos capacités de produire davantage, avec nos programmes de développement qui les force à faire un type de développement comme le nôtre. On va leur faire des barrages. On leur fait des prêts, et pour remettre l'argent, ils doivent cultiver des choses que l'on veut leur acheter. Et on veut leur acheter pas cher, donc on les met en compétition! Regarde ce qui arrive avec le café, Il y a surproduction de café et les producteurs ne reçoivent même pas le prix que ça leur prend pour faire le café. Ça n'a pas de sens.

Q. Quelle importance accordez-vous aux savoirs traditionnels, d'ici, ou du Sud?

R. En tout cas pour le Nord, c'est évident qu'on a énormément à apprendre de gens qui font beaucoup avec à peu près rien. Ça m'a frappé quand j'ai vu en Afrique comment toute matière organique est quelque chose d'important. Dans une case même pas finie, on passe le balai. C'est de la terre battue mais c'est propre quand même, eh bien on ramasse le peu de poussière et on va la porter dans le compost. Alors que nous autres ici, on jette les sacs de feuilles, tout ce qu'on perd comme matière organique! Là-bas il y a rien qui se perd. Ensuite, les méthodes de culture, les méthodes pour conserver l'eau. On a énormément à apprendre. On arrive à un point dans notre histoire où ce n'est pas notre sagesse qui va nous ramener à des choses comme celles-là, c'est la nécessité. Nous sommes allés beaucoup trop loin dans le développement de nos technologies, sans nous demander quelles seraient les conséquences. Je pense en particulier à toutes les façons de faire l'agriculture moderne. Il va falloir repenser tout ça car toute notre civilisation est dépendante du pétrole. Et on arrive au moment où on est au pic du pétrole, ce qui veut dire que le coût du pétrole va augmenter et ce d'une façon radicale. Ça va arriver forcément, et ça aura des conséquences phénoménales sur toute notre vie. En particulier sur l'agriculture qui repose essentiellement sur des grosses machines, sur l'utilisation d'engrais et de pesticides qui viennent du pétrole, et sur le transport mondial. Quand on va commencer à payer les vrais coûts, de gros changements vont arriver et on va être obligés de réintroduire les savoirs traditionnels. En ce moment, les gens du mouvement des Transition Towns se disent, n'attendons pas nos gouvernements et commençons à agir. Ils vont se préparer à une situation qui ressemble à ce qu'on a vécu par exemple pendant la guerre. À un moment donné il y avait du rationnement parce qu'on concentrait toute la production sur les armes. On s'est remis à cultiver dans des parcs, à faire des jardins collectifs. Ça s'est fait en Angleterre, en France, à Cuba. À Cuba, quand l'URSS a cessé de les approvisionner en pétrole, ils se sont dit : Qu'est-ce qu'on fait? D'abord, ils ont ressorti les bicyclettes, et se sont

remis à produire. À La Havane, il semble que ce soit autour de 80 pourcent des aliments consommés là-bas qui sont produits localement. Ils ont converti beaucoup de choses en jardins, et ça marche. Les gens de Transition Towns disent ça s'en vient, et plus on sera en mesure de s'organiser tôt, plus on pourra mieux résister et s'organiser quand il y aura des pénuries et des coûts élevés. Dans ce mouvement, ça va dans toutes les directions, mais une des choses qui se passe beaucoup est de retrouver les savoirs traditionnels qu'on avait. En particulier, dans beaucoup de ces villes, ils vont voir les vieux et leur demandent : Comment vous faisiez pour faire telle chose? Et moi, je pense qu'on va faire la même chose au niveau international, on va aller voir, on va aller écouter. J'ai toujours dit qu'on devrait aller dans les pays du Sud, non pas pour leur montrer mais pour apprendre. Alors qu'on a essayé de renverser cela et on pense qu'on a des choses à leur montrer, et ce n'est pas vrai. Ces gens-là ont des cultures respectueuses de l'environnement. Nous, on détruit et on renverse, on n'a pas ce respect de la nature qu'ils ont. Ou bien on rit d'eux, de ces cultures animistes qui n'ont pas de sens pour nous. Il me semble qu'on devrait être plus humbles, avec le gâchis de notre mode de développement. Ici, mon parcours m'a mis en contact vite avec notre Tiers-Monde, les gens qui vivent dans la simplicité involontaire. Il y a beaucoup plus de solidarité qu'ailleurs, et de sens communautaire. Ça aussi, ça fait partie de ce qu'on va devoir apprendre. C'est notre Tiers-Monde, il y a une sagesse là.

Extrait d'une entrevue réalisée le 2 juin 2009 à Montréal, par Arianne Cardinal

3.2 Agir sur 4 fronts

Pour repenser le développement et créer des alternatives concrètes, on peut d'abord s'inspirer des courants critiques et des mouvements sociaux déjà en marche ou s'y joindre même. Qu'on ait plus d'affinités avec l'un ou l'autre, repenser le développement, ça veut même dire s'approprier la réflexion et le débat entourant des questions qui ne concernent pas que les pays du Sud ou les experts du développement. Il s'agit aussi de passer à l'action. Pas seulement pour réduire notre empreinte écologique, mais pour vivre ensemble d'une façon nouvelle, qui soit pérenne, mais surtout conviviale, c'est-à-dire axée sur un plus grand mieux-être. Le développement, est donc aussi présent chez nous. Dans sa forme actuelle, le plus souvent, il suit le modèle dominant. Ce modèle influence la façon dont nous vivons, dont nous produisons, dont nous consommons, dont nous organisons nos villes. Mais il influence aussi nos valeurs, alors que certaines sont dominantes et d'autres marginalisées. Le modèle de développement dominant influence aussi le type de relation que nous entretenons avec nos voisins, nos voisins de palier ou nos voisins du Sud, car le développement est aussi une relation (Labrecque, 2000), et il signifie également le type de rapports économiques et culturels que nous entretenons avec les pays du Sud.

Transformer ces rapports ne se fera pas du jour au lendemain, mais ça commence pourtant par nous, ici même, alors que nous pouvons changer nos mentalités. Pendant cette réflexion, nous pouvons aussi poser des gestes concrets pour créer le développement que nous voulons ici et d'autres gestes pour que toutes les communautés aient aussi la possibilité de choisir sans entrave leur projet (de société). Souvent, ces moyens sont accessibles, et il ne faut pas attendre que le changement vienne de nos gouvernements. En cela, nous pouvons contribuer à renforcer DES alternatives au modèle de développement dominant. Par où commencer?

A. DÉCONSTRUIRE LE DÉVELOPPEMENT : S'INFORMER, RÉÉVALUER ET REFUSER

S'informer, réfléchir et questionner

La première étape consiste à s'informer et à s'approprier la réflexion sur la notion de développement. On peut lire ou visiter plusieurs sites de groupes qui remettent en question le concept de développement et tous les mythes qui y sont rattachés, comme les notions de croissance, de progrès, de besoins, etc. On peut s'informer sur les conceptions non-occidentales du développement. Toute une série de questionnements sont majeurs et en même temps très simples. Il s'agit de s'arrêter un instant et d'observer ce que nous tenons pour acquis en essayant de changer de lunette, de se faire l'avocat du diable, en revenant à la base. Une bonne façon peut être de tenter d'expliquer la situation actuelle à un enfant. Il est fort probable qu'il vous mette sur la bonne piste en vous demandant : Pourquoi est-ce que les pays pauvres sont toujours pauvres si on les aide? C'est quoi être développés, c'est de pouvoir s'acheter plus de choses? Est-ce que tout le monde vit comme nous vivons?

Réévaluer et reconceptualiser... au contact de ceux qui vivent autrement

Votre réflexion peut tout aussi bien commencer ou se poursuivre au contact de gens qui vivent déjà autrement. Par exemple, il peut être intéressant d'aller visiter des écocommunautés, souvent ouvertes au public. Cela permet de voir concrètement une autre façon de vivre, selon une autre conception du développement, et ça peut nous inspirer à réévaluer plusieurs aspects qui régissent nos vies. Il peut être enrichissant de s'informer sur ces alternatives en comprenant ce qu'elles remettent en question et ce qu'elles essaient de créer à la place.

Plusieurs organismes de la société civile ou groupes de citoyens organisent des activités qui sont ouvertes au public pour réfléchir d'une manière ou d'une autre à la notion de développement. Ces activités sont souvent gratuites ou très accessibles. Ainsi, vous pouvez assister à des conférences avec des activistes venant d'ailleurs, à des soirées de discussion ou de débat, ou à des événements artistiques comme des expositions photos ou des projections de film. Cela peut aussi se faire à travers des formations ou des ateliers qui visent un aspect précis du développement qui affecte nos vies quotidiennes.

...Au contact des luttes des communautés du Sud

Plus spécifiquement, les organismes de coopération internationale (OCI) du Québec offrent des activités de sensibilisation du public, dont certaines sont plus propices à une réflexion sur le développement en tant que tel. Souvent, cela se fait à travers une meilleure compréhension des luttes que mènent les communautés du Sud pour pouvoir choisir le développement qu'ils veulent. Par exemple, plusieurs OCI québécois travaillent sur la question des entreprises minières canadiennes qui opèrent à l'étranger. Souvent, nos entreprises font des mégaprojets de développement et prônent un développement agressif et destructeur de l'environnement, qui n'est pas celui que les communautés veulent. Dans ces activités, vous êtes invités à poser des gestes auprès des élus pour de meilleures lois économiques, sur les questions qui concernent les pays et les communautés du Sud. Il s'agit aussi d'une façon de s'interroger sur des enjeux qui nous affectent ici aussi, pour ensuite agir par rapport à notre environnement, nos ressources, et le respect des communautés.

Du Nord au Sud, le droit de choisir

En mars 2010, les gens ont été invités à réfléchir sur la notion de développement en rencontrant des activistes du Sud et du Nord, engagés dans la lutte contre les méga-projets de développement et l'exploitation à outrance des ressources naturelles dans les Amériques. Le colloque Plan Nord Plan Sud : mêmes menaces, organisé par le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et l'Entraide missionnaire (EMI), en collaboration avec d'autres organisations, a été l'occasion de déconstruire le développement et de comprendre qu'on peut tous revendiquer un autre développement, qu'on soit au Nord ou au Sud. Le droit à l'autodétermination ne concerne pas que les peuples autochtones. Nous devons nous y inclure, nous approprier le droit de décider de notre développement. L'événement reviendra en mars 2011 pour une deuxième édition.

www.cdhal.org - www.web.net/~emi/

Refuser de façon constructive et créative

Déconstruire le développement, ça veut dire prendre conscience, le remettre en question, le réévaluer et reconceptualiser. Mais cela peut se faire simultanément en s'indignant! Par rapport à ce qui se passe sans qu'on nous consulte, par rapport à ce que nos élus laissent faire ou cautionnent, tant à l'étranger que sur notre propre territoire. En effet, s'il s'agit de déconstruire des mythes qui nourrissent le développement, nous devons aussi faire entendre notre voix pour dire que nous ne cautionnons pas ce développement-là. En même temps que nous nous préparons pour créer les sociétés que nous voulons, on peut refuser ce qui existe et qui doit cesser dès maintenant. Il s'agit de prendre position : signer des pétitions, manifester, parler aux élus, pour signifier que nous ne croyons plus aux mythes du progrès technologique et économique, ni à la force comme outil de paix et de développement. Refuser, c'est un état permanent qui se fait dans l'action, de façon constructive et créative. Plusieurs OCI québécois ont des outils à votre disposition pour vous aider à prendre position et poser des gestes. Ils sont aussi ouverts aux idées nouvelles et à l'énergie de ceux qui veulent s'impliquer à leur manière.

Quelles priorités pour quel développement?



Si repenser le développement et passer à une société de décroissance se fera sur le long terme, il y a beaucoup de choses que l'on peut refuser dès aujourd'hui quant au type de développement prôné, qui pourraient

être changées facilement avec l'engagement des citoyens. Par exemple, le Comité de Solidarité Trois-Rivières est à l'origine de la campagne Stoppons les dépenses militaires! Saviez-vous que pour l'année 2009-2010, le gouvernement canadien a augmenté le budget militaire canadien de 9,6% par rapport à l'année précédente? Ainsi, c'est 21,2 milliards que le gouvernement choisit de dépenser à des fins militaires, l'équivalent de 503 000 emplois de qualité qui auraient pu être créés au pays. Sur le site de la campagne, l'organisme vous invite à vous informer sur les impacts d'une telle militarisation, notamment pour le Canada, mais aussi par rapport à l'aide internationale et l'environnement. Plusieurs activités vous sont aussi proposées : vous êtes invités à voter pour les secteurs qui devraient être les priorités du gouvernement canadien, à faire un quiz sur le rôle du Canada dans le monde, et à poser diverses actions comme la signature d'une pétition en ligne, ou l'envoi d'une lettre ou d'un courriel au Premier ministre, M. Harper.

www.stopponslesdepensesmilitaires.com - www.cs3r.org

Passez le mot aux gens de votre entourage pour signifier que vous voulez créer des alternatives au modèle de développement actuel et vous joindre aux résistants créatifs du Sud et du Nord. Nous sommes à un moment charnière de notre époque qui exige cette résistance créative. En effet, le double défi réside dans le fait que nous sommes de plus en plus conscients de la nécessité de repenser le développement, mais qu'en même temps, il n'y a pas de modèle clé-en-main qui s'offre pour le remplacer. C'est souhaitable, car nous ne voulons pas recréer de modèle unique dominant, mais cela nous place entre deux chaises. Nous ne sommes pas encore complètement dans une société de décroissance, même si plusieurs y travaillent déjà. Nous devons donc à la fois suivre le slogan Think outside the box pour nous projeter en avant, imaginer et créer des sociétés alternatives, et, simultanément, dire que nous nous opposons au modèle actuel.

B. RELOCALISER

Si l'on déconstruit le développement et que l'on refuse ce qui doit être refusé, on peut ensuite créer les sociétés que nous voulons en repensant le développement. Les initiatives seront aussi diversifiées, qu'il y a de communautés toutes plus inventives que les autres, mais un des principes qui peut nous orienter est la revalorisation du local ou ce que certains nomment une «relocalisation».

Relocaliser, c'est effectuer un retour à l'échelle locale, contrairement à la tendance de la mondialisation qui va vers toujours plus de délocalisation : les canneberges produites au Québec, qui sont envoyées aux États-Unis pour être transformées et qui nous reviennent en jus dans nos épiceries. Ce que certains nomment la localisation, concerne la production de nos aliments et de nos biens, mais aussi la majorité des aspects de la vie. Ainsi, il s'agit de penser local, et de vivre à l'échelle locale. Travailler, se déplacer, produire, manger, consommer, s'entraider et s'amuser. Pourquoi? Parce que relocaliser constitue une triple solution, face aux crises mondiales. Tant pour le Nord que le Sud, favoriser le retour à l'échelle locale permet d'avoir une incidence sur

- les inégalités socio-économiques mondiales
- l'environnement
- tout en permettant la renaissance de valeurs comme la convivialité, l'esprit communautaire, l'entraide ainsi que la revitalisation de tout un patrimoine biologique et culturel.

La souveraineté alimentaire

Comment? En achetant local, on encourage l'économie d'ici. En même temps, on ne prend pas part à un commerce non-équitable, où ceux qui produisent ne reçoivent pas suffisamment à cause d'un échange inégal et où les conditions de travail des gens du Sud se voient dégradées. D'abord local, sinon équitable! devrait devenir notre mantra d'achat.

Favoriser l'achat local, dans le cas de la nourriture, ça veut aussi dire prendre parti pour la souveraineté alimentaire, tant ici qu'au Sud. La souveraineté alimentaire, c'est la possibilité pour tous les peuples de favoriser une autosuffisance alimentaire et de favoriser les petits producteurs locaux, leurs intérêts ainsi que ceux des consommateurs au lieu d'avoir une agriculture vouée à l'exportation (dans le cas du Sud, pour répondre à nos besoins à nous) et qui défende les intérêts des grandes industries. En nous nourrissant localement le plus possible, on affirme que nous voulons favoriser l'agriculture d'ici, et laisser la chance aux pays du Sud de faire de même.

Avez-vous votre fermier de famille?

Les lignes d'attentes ne sont pas comparables à celles qui existent pour avoir un médecin. Pourtant, c'est près de 30 000 québécois qui ont désormais leur fermier de famille et reçoivent chaque semaine un panier de légumes ou de viande biologique. Équiterre, un organisme québécois, est à l'origine de cette idée qui plaît à tout le monde, les petits producteurs du réseau (une centaine de fermes de taille petite ou moyenne) comme les consommateurs, qui peuvent profiter de produits frais et en apprendre plus sur ce qui permet de les retrouver dans leur assiette. L'organisme fait partie d'une tendance qui grandit, alors que plusieurs initiatives existent désormais pour vous offrir des paniers de produits locaux, pour favoriser une agriculture soutenue par la communauté.

www.equiterre.org

L'achat local devrait aller de pair avec des actions pour que notre pays favorise la souveraineté alimentaire dans ses politiques. En effet, tant que nos compagnies iront s'accaparer des terres du Sud qui devraient servir à l'alimentation des communautés locales, que ce soit pour y construire une mine à ciel ouvert, pour y faire un élevage industriel de vaches pour nos hamburgers à un dollar, ou bien, plus pernicieusement, pour y faire pousser du maïs pour nos agrocarburants, nos gouvernements – donc nous –, auront une responsabilité envers ces pays. Ainsi, favoriser le local, ça se fait aussi au niveau mondial. Pour des campagnes et pétitions en faveur de la souveraineté alimentaire :

www.nourrirnotremonde.org
www.devpm.org/devpme/fr/education/educationcampaign-fr.html

D'abord local, sinon équitable! devrait devenir notre mantra d'achat.

L'empreinte écologique

Relocaliser permet évidemment de réduire notre empreinte écologique. En vivant, en produisant et en consommant localement, on diminue la pollution due au transport des marchandises et des humains. Faire des balades à bicyclette peut être une nouvelle façon de voir son quartier, sa ville ou sa province, sous un angle nouveau, en étant d'autant plus sensible à l'environnement. Dans le cas de l'achat local des aliments, en encourageant des petits producteurs locaux, on encourage aussi la diversité agricole qui est bonne pour la terre car elle favorise sa résilience des espèces cultivées.

Le patrimoine

Revenir à l'échelle locale peut être très enrichissant et agréable. On peut redécouvrir toute une part de notre patrimoine culturel, tout en valorisant nos artisans d'ici et en nous réappropriant le territoire et les ressources locales. Ceci peut se faire à travers l'écotourisme gastronomique par exemple, dans un contexte de plaisir et de rencontres. On peut découvrir et goûter à toutes sortes de produits locaux uniques faits par des gens de chez nous et ainsi, participer à la revitalisation du local.

Un Circuit du goût en Montérégie

Les 5 et 6 juin 2010 avait lieu à Marieville le coup d'envoi du tout nouveau Circuit du goût Slow Food dans la région de la Montérégie. Seize (16) producteurs locaux (fromagerie, verger, boulangerie, chocolaterie, vignoble etc.) participent à ce circuit gourmand qui permettra aux éco-touristes de découvrir des produits bons, propres et justes. C'est en suivant leurs papilles qu'ils sont invités à découvrir la région. Pour se tenir au courant des événements organisés toute l'année autour du Circuit du Goût : www.slowfoodmonteregie.com

La convivialité

La notion de plaisir est donc importante et cette convivialité retrouvée est au cœur des changements proposés pour revenir à une échelle plus humaine, tant dans le contact retrouvé entre le producteur et le consommateur que dans la nouvelle relation entre des voisins d'un même quartier, qui redécouvrent les joies d'un esprit communautaire. On peut appuyer la convivialité à la campagne comme en ville en s'engageant dans le lieu où l'on vit. C'est aussi cela qu'implique relocaliser : réorganiser son quartier, sa ville, pour favoriser une proximité et une convivialité; favoriser l'entraide et la solidarité en s'engageant dans un SEL; mais aussi, créer un milieu de vie qui permette de s'amuser. Il s'agit également de créer une économie sociale et solidaire, c'est-à-dire une économie qui remet l'humain au cœur des échanges en soutenant ceux qui vont déjà dans ce sens, qu'il s'agisse d'entreprises d'économie ou de réinsertion sociale, de coopératives, ou de projets soutenus par la communauté.

S'activer dans son quartier

Se déplacer dans son quartier à pied ou à vélo, acheter dans les commerces de son quartier, s'informer de la provenance des produits, aller porter et chercher son enfant à l'école en marchant, faire des balades à vélo les jours de congé, voilà tous des gestes simples qui contribuent à s'approprier son quartier. En favorisant les déplacements, les services et l'achat de proximité, on améliore la qualité de l'air, sa qualité de vie, sa santé... et celle de son portefeuille. Chacun peut agir à sa façon pour rendre son quartier plus vivant et plus sain, en s'activant dans son quartier. Pour plus de suggestions de gestes simples et concrets, informez-vous sur la campagne Je m'active dans mon quartier d'Équiterre.

www.equiterre.org

L'autonomie

Enfin, relocaliser veut aussi dire favoriser des communautés autonomes. Outre une autonomie alimentaire, c'est tout un ensemble de savoirs qu'on peut réapprendre pour être plus en mesure de nous débrouiller localement. Ce peut être de réapprendre à cuisiner avec des produits de saison ou à jardiner. Ce peut être de suivre des ateliers sur la permaculture (agriculture durable), y compris en milieu urbain, qui sont donnés par plusieurs groupes. Ce peut être de réapprendre à coudre pour s'habiller ou de réapprendre des façons traditionnelles de se soigner. Pour plusieurs

de ces aspects de la vie, aller voir nos parents ou nos grands-parents peut être enrichissant car nous pouvons apprendre comment ils se débrouillaient avec peu. Cela permet en même temps de tisser des liens entre les générations et de revaloriser l'apport de nos personnes âgées, dans une société qui en a bien besoin. Pour redevenir une société débrouillarde, économe et autonome, pour réapprendre à réduire, réutiliser, et recycler, il faut aller voir les experts en la matière.

C. ALLER APPRENDRE PLUTÔT QUE MONTRER

Voir d'un autre œil

Une autre façon de repenser le développement est d'aller dans un pays du Sud pour apprendre plutôt que pour montrer ou « aider ». En effet, c'est en adoptant un esprit d'ouverture et une humilité que nous serons mieux en mesure de comprendre les enjeux auxquels font face les communautés du Sud. De plus, en étant disposé à observer et à apprendre, on s'ouvre à des choses qu'on n'aurait pas vu sinon, comme la débrouillardise, la résilience de la communauté, sa capacité de s'organiser pour faire face à des problèmes.

S'enrichir au contact de visions du monde différentes

C'est aussi de tout un mode de vie et d'un ensemble de valeurs qu'on peut s'imprégner part dans un esprit d'ouverture à l'autre, car les pays du Sud ont beaucoup à nous apprendre. Ainsi, une immersion dans une communauté différente de la nôtre est bénéfique car elle crée des individus ouverts d'esprit. Elle favorise aussi l'esprit critique par rapport aux idées préconçues, car on a vu de nos yeux et on s'est lié d'amitié et de respect pour nos amis. De retour ici, ce sont des citoyens transformés qui rapportent souvent des graines d'alternatives, après un séjour qui les a marqués.



Apprendre du Ladakh, pour Vivre à l'échelle locale

Il y a cinq ans, Michael Brophy et Martine Émond ont effectué un séjour d'immersion au Ladakh, aussi appelé « petit Tibet », avec l'organisme ISEC (International Society for Ecology and Culture). Fondé par Helena Norberg-Hodge, tenante du post-développement, ISEC offre aux Occidentaux des stages Learning from Ladakh pour s'imprégner du mode de vie des Ladakhis et apprendre de leurs initiatives pour contrer les effets du développement conventionnel. Ce peuple représente l'une des dernières économies de subsistance, et en quelques années, il a été témoin de la vague de développement qui a fait passer cette communauté, autrefois autonome et forte, à un état de pauvreté et de dépendance.

Dans une optique de counter-development, Helena Norberg-Hodge a inspiré dans la communauté un mouvement pour retrouver une « estime culturelle » et son autonomie et remettre en valeur la sagesse d'un mode de vie traditionnel durable et convivial. À leur retour au Québec, c'est inspirés par l'histoire du Ladakh, et par leur participation à une rencontre d'ISEC pour un mouvement international de relocalisation (en 2006 au Ladakh) que les deux Québécois fondent l'événement Vivre à l'échelle locale. Organisé par le comité Aliments d'ici du GRIP-UQAM, l'événement a lieu chaque année au printemps à Montréal. Vivre à l'échelle locale rassemble pendant trois jours des organisations et individus qui font la promotion d'alternatives économiques et sociales reposant sur les ressources et les savoirs locaux. Familles, jeunes et moins jeunes peuvent participer à une foule d'activités et de cercles de discussion, espaces d'échange à échelle humaine, sur des sujets allant de la cuisine locale à la médecine traditionnelle. Comme quoi on peut trouver beaucoup de solutions pour vivre localement, en s'inspirant des Ladakhis.

www.alimentsdici.info - www.isec.org.uk

Que ce soit par des séjours d'immersion culturelle, ou par des stages plus spécifiques (dans une écocommunauté du Sud ou pour apprendre la permaculture), cette nouvelle façon de concevoir notre voyage permet une nouvelle relation de réciprocité et d'échange de connaissances entre le Nord et le Sud, contrairement à une relation souvent unidirectionnelle. De plus, cela peut aussi

nous aider à imaginer comment nous pouvons créer une société qui ne soit pas basée sur le seul objectif de la croissance.

Des Jardins sur les toits, un projet né de l'échange Nord/Sud et du partage de connaissances

C'est après un séjour au Mexique qu'une jeune Québécoise apprend l'existence d'une nouvelle technique d'agriculture urbaine : l'hydroponie simplifiée. Un petit groupe se constitue alors dans le but de faire des recherches pour voir comment cette technique pourrait s'adapter au climat québécois. Avec le soutien de deux organismes, le Santropol Roulant (organisation de la société civile montréalaise) et Alternatives (organisme québécois de coopération internationale), le Projet des Jardins sur les toits voit le jour en 2003. Le but? Explorer de nouvelles façons de rendre la ville plus verte et les communautés urbaines plus en santé, en interagissant avec l'environnement urbain. Bien vite, le projet s'oriente vers la création de 10 toits verts, des jardins collectifs qui sont aussi des lieux de collaboration, et d'échange et de partage de connaissances. Il s'agit aussi au bout du compte de trouver la meilleure façon par laquelle les Québécois peuvent s'approprier la technologie verte. C'est dans ce contexte qu'un stagiaire est envoyé à Cuba pour recueillir des informations, puisque ce pays est très en avance sur l'agriculture urbaine. Cette démarche cadre d'ailleurs bien avec l'approche d'Alternatives, qui travaille avec plusieurs partenaires à travers le monde, dans une optique d'échange et de partage libre d'informations, pour démocratiser des connaissances ou des techniques novatrices qui pourraient servir à des communautés désireuses de se prendre en main. Dans ce cas-ci, l'échange avec de nombreux partenaires aura bénéficié aux Québécois qui peuvent aujourd'hui profiter de jardins démonstratifs (notamment un jardin public à l'université McGill) et d'un produit final accessible : les trousseaux « Prêt-à-pousser », des jardinières avec réserve d'eau vous permettant de faire pousser fruits et légumes sur votre toit ou votre balcon. Le projet encourage également et donne son appui aux citoyens qui veulent, eux aussi, créer de nouveaux espaces verts... sur les toits! Pourquoi pas?

www.alternatives.ca



Photo: Des jardins sur les toits

S'intéresser à son voisin

Pas nécessairement besoin d'aller outre-mer pour apprendre de l'Autre. Cet Autre, il est aussi ici. Repenser la relation entre le Nord et le Sud commence par parler à son voisin, à son collègue qui vient d'un pays du Sud. En effet, en étant curieux et ouvert, on peut faire de belles rencontres et apprendre énormément sur des cultures et des philosophies différentes, ainsi que des situations politiques et économiques complexes. On peut s'enrichir de ces façons de voir le monde, développer des relations d'amitié, et contribuer à défaire des préjugés concernant les pays du Sud qui commencent ici, dans notre ville.

D. APPUYER DES INITIATIVES QUI RÉINVENTENT LE DÉVELOPPEMENT OU LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Une dernière façon de repenser le développement est d'appuyer des initiatives qui offrent une vision nouvelle du développement ou de la coopération. Certaines organisations ont des activités à l'étranger qui ne s'inscrivent pas dans le modèle de développement dominant et bien que moins connues, elles vont dans le sens de « repenser le développement ».

S'appuyer sur les ressources locales

Par exemple, certaines initiatives respectent la culture et les savoirs traditionnels et se proposent de favoriser leur conservation et leur réhabilitation. Ils sont conçus non pas comme un frein au développement et à la modernisation, mais en tant que ressources pour que les communautés retrouvent l'autonomie qu'elles avaient avant les bouleversements et les interventions extérieures. Cela rompt avec des interventions qui ne considèrent pas assez le potentiel des ressources locales, comme les ressources naturelles, les savoir-faire, les pratiques et les connaissances, adaptés au contexte local et souvent très efficaces.

Valoriser les savoirs locaux



Médecins aux pieds nus (MAPN) est un organisme québécois de coopération internationale qui adopte dans ses projets une approche alternative, l'ethnomédecine. L'ethnomédecine est en quelque sorte la part manquante de la médecine moderne et se veut une alternative à une intervention occidentale trop souvent inadaptée.

Pourquoi? Parce que souvent, les ressources locales, tant humaines que naturelles, ne sont pas considérées ou utilisées. Ainsi, l'ethnomédecine propose d'utiliser les soins de santé primaires en respectant les coutumes, les rites ou toute forme de tradition ancestrale des peuples, avec un regard critique positif (par exemple, l'utilisation de plantes médicinales utilisées depuis des siècles par les populations, mais en faisant une recherche sur les principes actifs des herbes). Il s'agit aussi de concevoir la maladie sous tous ses aspects, au-delà de sa réalité biologique et dans une approche globale de la santé individuelle et de la santé sociale. Ainsi, MAPN conjugue les compétences d'une équipe pluridisciplinaire réunissant le médecin, le thérapeute local, le botaniste ou l'herboriste, l'agronome et le sociologue. Créer une coopération entre les savoirs de chacun, éviter le déracinement des populations, apprendre à soigner en respectant les codes d'hygiène sans abandonner les pratiques ancestrales, utiliser les ressources locales (argile, minéraux, plantes médicinales) permettant d'atteindre l'autonomie des populations, voilà tous des objectifs de l'organisme. En 2000, MAPN a initié un projet en Amazonie péruvienne pour que les jeunes apprennent les propriétés des plantes qui les entourent et que leurs ancêtres connaissaient et utilisaient. Aujourd'hui, au lendemain du séisme en Haïti, l'organisme planifie, dans la commune de Carice, la mise en place d'une coopérative de production et de transformation de vétivier et de jasmin de nuit en huile essentielle pour valoriser les savoirs traditionnels haïtiens.

www.mapn.ca

La coopération décentralisée

D'autres proposent de nouvelles façons de faire de la coopération, sur une base plus horizontale. Il peut s'agir de partenariats de communauté à communauté ou de village à village. Dans ce type de coopération, c'est à travers des liens d'amitié entre citoyens du Nord et du Sud que le jumelage porte ses fruits, alors que pour chacun, la solidarité a un visage. Dans le même sens, plusieurs OCI québécois valorisent une coopération de région à région (par exemple, Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) ou Solidarité Montérégie Amérique centrale (SMAC)).

25 ans d'amitié entre deux villages

M. Guy Lavallée est un pionnier du projet Des Mains pour Demain, une initiative de citoyens de la municipalité de Ste-Élisabeth au Québec. Tout simplement, il s'agit d'un jumelage entre deux villages agricoles, l'un au Québec, l'autre au Mali, ce partenariat étant basé sur des liens d'amitié. En 25 ans, monsieur Lavallée a accueilli 14 fois des amis maliens chez lui, et il est aussi allé plusieurs fois à Sanankoroba, comme d'autres participants de Ste-Élisabeth. Pour lui, le jumelage c'est surtout un accompagnement, alors qu'il ne s'agit pas d'aller montrer quelque chose, mais de demander aux Maliens ce dont ils ont besoin et d'apprendre l'un de l'autre. Le projet suit donc un proverbe africain qui dit : « Aidez-nous à nous passer de l'aide ». Les Québécois apportent sporadiquement leur soutien dans différents projets, à différentes étapes toujours identifiées par les Maliens (techniques agricoles, atelier de soudure ou de compost, etc.). « Mais le Mali peut aussi nous en montrer » nous dit M.Lavallée, notamment pour ce qui est du respect des aînés, du sens communautaire et du sens du travail. « Il y a un Malien qui cultive 40 acres à la main! » explique-t-il impressionné. « C'est un exemple de courage pour Ste-Élisabeth! ».

Le jumelage teinte toute la vie communautaire de Ste-Élisabeth, alors qu'il est présent à l'école, pour « semer la solidarité », et au champ, tandis que les gens de la municipalité se relayent pour cultiver un champ dont les profits sont destinés au Mali. Aussi, preuve d'une relation profondément ancrée, les Maliens ont envoyé 100\$ lors de la crise du verglas, un événement qui a consolidé les liens développés grâce au jumelage. Des Mains pour Demain est cité comme un exemple d'une nouvelle forme de coopération, mais l'est aussi à cause de ses résultats. Le projet a d'ailleurs fait des petits dans la région car d'autres villages ont commencé des partenariats avec des villages du Mali. Des Mains pour Demain offre même, via son site internet, un nouvel outil destiné aux municipalités qui voudraient commencer un tel jumelage. « Avez-vous vu notre rue Ste-Élisabeth? » nous demande l'homme passionné. Eh oui, lorsqu'ils ont commencé le découpage des rues, les Maliens ont nommé une rue Ste-Élisabeth en l'honneur de leurs amis!

www.desmainspourdemain.org

Une autre forme de coopération décentralisée est ce qu'on appelle la coopération de société civile à société civile. Plusieurs organisations se donnent pour mission d'appuyer les luttes des communautés déjà en action pour pouvoir choisir le développement qu'ils souhaitent, que cela passe par le droit à l'autodétermination, la souveraineté alimentaire, l'accès à la terre ou les droits culturels. Ainsi, l'idée n'est pas de se faire le porte-voix des pays du Sud, mais bien d'être solidaires avec eux dans les luttes qu'ils mènent. Cette solidarité comme coopération passe par un mouvement de soutien à divers mouvements sociaux du Sud, à travers la diffusion d'information, la sensibilisation et le plaidoyer auprès des élus.

Dans le même sens, les mouvements sociaux du Sud s'organisent pour échanger avec d'autres qui vivent des situations similaires et c'est aussi une forme de coopération décentralisée. Par exemple, des mouvements internationaux comme Via Campesina regroupent des petits paysans de partout, alors que des événements comme le Forum social mondial sont des lieux d'échange et de rencontres entre différents groupes qui font face aux mêmes enjeux, et entre citoyens du Sud et du Nord.

Vers un nouveau rôle pour les organismes québécois de coopération internationale?

Tandis qu'on comprend de plus en plus que les enjeux du développement concernent autant les sociétés du Nord que du Sud, des gens de tous les milieux participent à la recherche d'alternatives. Les organismes de coopération internationale (OCI) du Québec ont plus que jamais une expertise qui doit être reconnue, et un rôle important à jouer dans ce débat de société. Susciter la réflexion sur notre modèle de développement, au Nord, apparaît comme un nouveau rôle que ces organisations pourraient jouer. De plus, de nouveaux partenariats entre les OCI et les groupes de la base du Nord, c'est-à-dire les diverses initiatives locales déjà en marche, pourraient certainement être enrichissants. En effet, la coopération des savoirs, des informations et des innovations bénéficierait à tous ceux qui veulent repenser le développement, et voir s'épanouir des communautés autonomes, conviviales et sereines.

Pour plus de détails sur la mobilisation entourant les JQSI 2010 : www.jqsi.qc.ca

Tableau résumé des actions concrètes

4 fronts pour repenser le développement	Actions concrètes et accessibles	Ressources *
Déconstruire le développement (S'informer, réévaluer, refuser)	Lire des livres ou visiter des sites internet de groupes qui remettent en question la notion de développement	Le journal l'Objecteurs de croissance du Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC)
	Observer ce que nous tenons pour acquis, requestionner	Le mouvement québécois pour la simplicité volontaire (MQSV)
	Aller visiter un écovillage ou une écocommunauté, ou s'informer sur les façons de vivre autrement	Plusieurs livres et groupes dans la section Pour en savoir plus...
	Participer à des activités organisées par des OCI ou d'autres groupes S'opposer et prendre position : signer des pétitions, manifester, écrire aux élus, organiser des événements, passer le mot dans son entourage	Le Guide des écocommunautés du Québec TerraVie Le Transition Bus OCI membres de l'AQOCI Comité Aliments d'ici GRIP UQÀM MQDC
Relocaliser (...réduire, réutiliser, ralentir)	S'abonner à des paniers de produits locaux Appuyer les campagnes pour la souveraineté alimentaire	Équiterre, Développement et paix, Union paysanne, Slow Food, Comité Aliments d'ici du GRIP-UQAM Via Campesina Mangez Québec
	Redécouvrir notre patrimoine culinaire et culturel local ainsi que les artisans d'ici. Se réapproprier le territoire et nos ressources.	les Circuits du Goût Slow Food Slow Food Union paysanne
	Ralentir.	Slow Food Le mouvement Slow La journée internationale de la lenteur Le MQSV
	Réapprendre à faire les choses soi-même pour être autonome : cuisiner avec les saisons, coudre, jardiner, se soigner etc.	Le CRAPAUD (ateliers et formations en agriculture urbaine etc.) L'Événement Vivre à l'échelle locale L'Organik, bulletin électronique du GRIP-UQÀM
	Suivre un atelier sur la permaculture urbaine ou en campagne, ou sur la médecine alternative ou traditionnelle.	Les Clubs-Santé, l'Institut de santé naturelle Fleury-Rodet Le MQDC Le Projet des Jardins sur les toits (Alternatives)
	S'habiller localement	Le guide du vêtement responsable d'Équiterre
	Participer à des initiatives pour réorganiser son quartier et sa ville	La campagne Je m'active dans mon quartier Équiterre MQDC
	Participer à un Forum social local	Les initiatives de Transition Voir le site du Forum social québécois
	Participer à un système d'échange local	voir les SEL de votre région

Aller apprendre plutôt que montrer	Faire des stages culturels pour aller apprendre du Sud et revenir transformé	Québec Sans Frontières (18 à 35 ans) ISEC et stages Learning from Ladakh AFS Interculture (15 à 18 ans) Katimavik (17 à 21 ans) Jeunesse Canada Monde (17 à 24 ans) Mer et Monde (18 à 98 ans) Horizon Cosmopolite (18 à 78 ans)
	Voyager en dehors des sentiers battus et selon les principes du tourisme éthique ou de l'écotourisme	Le guide Le tourisme durable : À la rencontre d'un autre monde, de Carrefour Tiers-Monde
	Aller faire un stage dans un écovillage du Sud ou dans un milieu d'agriculture urbaine	Global Ecovillage Network Réseau des villes en transition ou Transition Town network Stages Alternatives
	Parler à son voisin qui vient d'un autre pays Redécouvrir les savoirs traditionnels d'ici et respecter ceux des autochtones	Institut Interculturel de Montréal
Appuyer des initiatives qui réinventent le développement ou la coopération internationale	le respect et la valorisation des connaissances locales	Médecins Aux Pieds Nus ISEC
	l'amitié comme base d'une relation de coopération de village à village	Le comité Des Mains pour Demain offre un guide pour les municipalités intéressées à commencer un jumelage (La revue Villages solidaires)
	la coopération de société civile à société civile, une solidarité avec le Sud	OCI membres de l'AQOCI Le Forum social mondial
	consommer des produits équitables	Équiterre Plan Nagua Oxfam-Québec Carrefour Tiers-Monde Aide médicale pour la Palestine Coopérative la Siembra

* Pour les adresses internet des organismes et groupes, voir la section Pour en savoir plus en fin de document.

CONCLUSION

Les crises que nous connaissons sont multiples. À celles-ci s'ajoute la « crise du développement », alors que 60 ans d'aide au développement n'ont pas porté les fruits qu'on attendait. Pire, la situation s'est même aggravée à certains égards, puisque les inégalités mondiales ont augmenté en même temps que la croissance. Heureusement, des penseurs du Sud et du Nord sont demeurés vigilants et nous invitent à réfléchir au développement en question avant qu'il ne soit trop tard. Bien que l'aide déployée sur le terrain soit le plus souvent motivée par la bonne volonté, elle traduit souvent un modèle dominant qui s'est imposé, tant dans les idées que les pratiques. Le réel problème de l'aide, c'est donc le développement. Une notion qui n'a pas nécessairement le même sens pour tout le monde, mais qui a tout de même été à l'origine d'un modèle qui s'est imposé, véhiculant une conception particulière du monde, des pays du Sud, et du développement.

En déconstruisant le développement, on s'est aperçu que le modèle dominant devrait être remis en question car il est destructeur de l'environnement. Il l'est aussi surtout en raison d'un ethnocentrisme latent, particulièrement choquant lorsqu'on prétend vouloir aider l'Autre, mais sans jamais aller réellement à la rencontre de ce qu'il est. « Rien de plus désespérant, en fin de compte, que de voir tant de peuples se croiser sans jamais se rencontrer pour de vrai. Et pourtant, chacun se rend mieux compte aujourd'hui [...] des graves dangers que l'ignorance de l'Autre fait courir à l'humanité entière. » (Boubacar Boris Diop In Robert, 2004) Heureusement, il y a des voix dissidentes provenant souvent du Sud, qui sont porteuses d'espoir dans le contexte actuel. Non seulement nous devons repenser le développement, mais nous devons repenser des notions comme la pauvreté, la misère, la richesse, les besoins etc. Notre mode de développement occidental n'est pas nécessairement porteur de mieux-être, et c'est pour cela que certaines communautés le refusent. Mais celles-ci sont aussi porteuses d'un message qui s'adresse à nous. Notre société occidentale industrialisée n'a

pas l'air en santé. Plusieurs peuples sont disposés à partager leurs philosophies et façons de faire pour passer au « bien vivre ».

La table est mise pour qu'on saisisse l'occasion de jeter des ponts durables avec les pays du Sud, pour que chacun aille apprendre l'un de l'autre. Mais il est certain que nous devons faire le plus long bout de chemin. En effet, à travers le développement, le marché et les médias, les communautés du Sud connaissent très bien nos valeurs, notre mode de vie, et ce que nous avons à offrir. C'est à nous de faire l'effort de nous intéresser à des pratiques, des cultures, des valeurs et des modes de vie qui ont été marginalisées mais qui peuvent nous inspirer à créer nos alternatives locales. Ainsi, repenser le développement, c'est d'abord participer à une nouvelle relation culturelle entre l'Occident et le reste du monde, basée sur la réciprocité, la solidarité et l'entraide.

Plusieurs alternatives sont déjà en marche et elles s'inspirent souvent des valeurs, pratiques ou savoirs du Sud, pour nous permettre d'avancer et de trouver des solutions, en abandonnant les idées qui ont mené à cette crise. La décroissance conviviale est un projet qui ressort du lot car elle inclut plusieurs initiatives déjà en marche. Il s'agit donc de commencer par s'aider soi-même, en ayant en parallèle un impact positif sur les inégalités mondiales. Il est trop tôt pour dire si effectivement, nous prendrons le train de la décroissance. Celle-ci apparaît cependant comme une option nécessaire. Ce qui la rend plus attrayante, c'est qu'elle vise une plus grande convivialité, une meilleure qualité de vie et un plus grand bien-être pour tous. À quoi sert le développement, en effet, s'il ne sert pas le bien-être du plus grand nombre? Ainsi, peut-être que d'autres peuples pourraient nous guider, nous « aider » à atteindre un meilleur indice de Bonheur national brut, tout en contribuant à une meilleure justice globale!

ANNEXES

ANNEXE 1 | INDEX

Agences de coopération	p. 14
Aide au développement	p. 13
Aide liée	p. 24
Aide publique au développement (APD)	p. 13
Après-développement	p. 39
Banque mondiale	p. 15
Bien vivre (le)	p. 49
Bonheur national brut (BNB)	p. 44
Comité d'aide internationale (CAD)	p. 14
Conditionnalités	p. 13
Consensus de Washington	p. 21
Coopération	p. 13
Coopération au développement	p. 13
Décroissance	p. 42
Dépendance (école de la)	p. 20
Développement	p. 13
Développementisme	p. 27
Écoféminisme	p. 34
Écovillage	p. 50
Ethnocentrisme	p. 29
Ethnodéveloppement	p. 30
Fonds monétaire international (FMI)	p. 15
Institutions financières internationales	p. 15
Maldéveloppement	p. 29
Modernisation (école de la)	p. 18
Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)	p. 21
Organisation mondiale du commerce (OMC)	p. 15
Organisations non-gouvernementales (ONG)	p. 16
Organismes de coopération internationale (OCI)	p. 65
Pays bénéficiaires	p. 15
Pays donateurs	p. 14
Pays du Sud	p. 17
Plaidoyer	p. 17
Post-développement	p. 39
Programmes d'ajustement structurel (PAS)	p. 21
Simplicité volontaire	p. 60
Slow Food	p. 57
Société civile	p. 16
Souveraineté alimentaire	p. 48
Système d'échange local (SEL)	p. 54
Via Campesina	p. 48
Villes en transition	p. 60

ANNEXE 2 | RÉFÉRENCES

Aguiton, Christophe. 2009. « Un appel pour « bien vivre » plutôt que vivre mieux ». Centre Tricontinental, Actualités des mouvements sociaux du Sud. En ligne. Le 3 février 2009.

<<http://www.cetri.be/spip.php?article1037>> Consulté le 28 juillet 2010.

Alternatives Sud. 1994. Les effets sociaux des Programmes d'Ajustement Structurel dans les sociétés du Sud. Vol. 1-1994/2. Paris : Centre Tricontinental et l'Harmattan.

-----, 2006. Objectifs du millénaire pour le développement. Points de vue critiques du Sud. Vol. 13-2006/1. Paris : Centre Tricontinental et Éditions Syllepse, 206 p.

AQOCI. 2008. Les ONG et le cadre international de l'efficacité de l'aide. 13 p.

Bakshi, Rajni. 2005. « Gross National Happiness : New ways to measure human wellbeing ». Resurgence. Magazine. En ligne. janvier-février 2005.

<<http://www.resurgence.org/magazine/article696-gross-national-happiness.html>> Consulté le 10 juillet 2009.

Beaudet, Pierre. 2009. Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec. Montréal : Boréal, 202 p.

Besson-Girard, Jean-Claude. 2007. « La décroissance est l'issue du labyrinthe ». Voir Mongeau, Serge (dir. publ.). 2007. p. 14-32.

Blaser, Mario, Harvey A. Feit et Glenn McRae (dir. publ.). 2004. In the Way of Development : Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization. London : Zed Books, 362 p.

Campbell, Bonnie et Gabriel Goyette. 2006. « Quel développement ? ». Revue Relations. Novembre, no 712, p. 12-14

Cavalcanti, Joabe. 2007. « Development versus enjoyment of life : A post-development critique of the developmentalist worldview ». Development in Practice. vol. 17, no 1, février, p. 85-92.

Charnoz, Olivier et Jean-Michel Severino. 2007. L'aide publique au développement. Paris : La Découverte, 122 p.

de Castro Sanchez, Sergio. 2010. « Bolivie : socialisme et indigénisme ». Forum mondial des alternatives. En ligne. Le 21 juillet 2010.

<http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article_id=23385>. Consulté le 28 juillet 2010.

Dumont, René. 1962. L'Afrique noire est mal partie. Paris : Éditions du Seuil, 286 p.

Escobar, Arturo. 2005. « Economics and the Space of Modernity : Tales of Market, Production and Labour ». Cultural Studies. vol. 19, no. 2, mars, p.139-175.

Fafard, Nicole. 2009. Discussion sur les savoirs traditionnels, les alternatives au développement et les écovillages. Rencontre avec Arianne Cardinal, à St-Sauveur, le 4 juin 2009.

Fong, Jack. 2008. « Revising the ethnodevelopment model : Addressing Karen self-determination within the context of the failed ethnocratic state off military-ruled Burma ». Ethnic and Racial Studies. vol. 3, no 2, février, p. 327-357.

Gaudreault, Michel. 2009. Discussion sur les savoirs traditionnels, les alternatives au développement et les systèmes d'échange locaux. Rencontre avec Arianne Cardinal, à Montréal, le 4 mai 2009.

Harrison, Lawrence et Samuel Huntington. 2000. Culture Matters : How Values Shape Human Progress. New York : Basic Books, 304 p.

Hawthorne, Susan. 2002. Wild Politics : Feminism, Globalization, Bio-diversity. North Melbourne : Spinifex, 462 p.

Honoré, Carl. 2004. Éloge de la lenteur. Et si vous ralentissiez? Marabout, 286 p.

Kassam, Aneesa. 2002. « Ethnotheory, ethnopraxis ». Voir Sillitoe, Paul, Alan Bicker et Johan Pottier (dir. publ.). 2002. p. 64-81.

Labrecque, Marie-France. 2000. « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation ». Anthropologie et Sociétés. vol. 24, no 1, p. 57-78.

Latouche, Serge. 1988. L'Occidentalisation du monde. La Découverte.

-----, 2004. Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative. Barcelone : Mille et une nuits, 126 p.

-----, 2006. Le pari de la décroissance. Éditions Fayard, 302 p.

Leafe Christian, Diana. 2006. Vivre autrement : Écovillages, communautés et cohabitats. Montréal : Écosociété, 445 p.

Matthews, Sally. 2004. « Post-development theory and the question of alternatives : A view from Africa ». Third World Quarterly. vol. 25, no 2, mars, p. 373-384.

Mies, Maria et Vandana Shiva. 1998. Écoféminisme. Montréal : l'Harmattan, 368 p.

- Mongeau, Serge. 1998. *La simplicité volontaire, plus que jamais...* Montréal : Écosociété, 264 p.
- (dir. publ.). 2007. *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance.* Montréal : Écosociété, 139 p.
- , 2009. Discussion sur les savoirs traditionnels, les alternatives au développement et la simplicité volontaire. Rencontre avec Arianne Cardinal, à Montréal, le 20 mai 2009.
- Norberg-Hodge, Helena. 1992. *Ancient Futures : Learning from Ladakh.* San Fransisco : Sierra Club Books, 204 p.
- , 2002. *Quand le développement crée la pauvreté. L'exemple du Ladakh.* Paris : Fayard, 280 p.
- Partant, François. 1982. *La fin du développement. Naissance d'une alternative?* Actes Sud, « Babel », rééd. (1982-1997).
- Peemans, Jean-Philippe. 2002. *Le développement des peuples face à la modernisation du monde : Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle.* Louvain-la-Neuve/Paris : Académia-Bruylant/Harmattan, 534 p.
- Petrini, Carlo. 2005. *Slow Food, manifeste pour le goût et la biodiversité : La malbouffe ne passera pas!* Éditions Yves Michel, 203 p.
- , 2006. *Bon, propre et juste : Éthique de la gastronomie et souveraineté alimentaire.* Éditions Yves Michel, 328 p.
- Pieterse, Jan Nederveen. 2000. « After post-development ». *Third World Quarterly*, vol. 21, no 2, p. 175-191.
- Radcliffe, Sarah A. et Nina Laurie. 2006. « Culture and development : Taking culture seriously in development for Andean indigenous people ». *Environment and Planning D : Society and Space*, vol 24, p. 231-248.
- Rahnema, Majid et Victoria Bawtree (dir. publ.). 1997. *The Post-Development Reader.* London : Zed, 460 p.
- Rahnema, Majid. 2003. *Quand la misère chasse la pauvreté.* Paris : Actes Sud, 320 p.
- Réseau européen pour l'Après-développement (READ). 2002. « Manifeste du réseau européen pour l'après-développement ». *Revue Mauss*, 2002/2, no 20, p. 90-98.
- Riel-Salvatore, Gabriel. 2009. Discussion sur les savoirs traditionnels, les alternatives au développement et le mouvement Slow Food. Rencontre avec Arianne Cardinal, à Montréal, le 18 mai 2009.
- Rist, Gilbert. 2001. *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale.* Paris : Presses de Sciences Po, 443 p.
- Robert, Anne-Cécile. 2004. *L'Afrique au secours de l'Occident.* Ivry-sur-Seine : L'Atelier, 158 p.
- Rudel, Christian. 2009. *Réveils amérindiens. Du Mexique à la Patagonie.* Éditions Karthala. 250 p.
- Semal, Luc. 2009. « Heinberg Richard, 2008, *Pétrole : la fête est finie! Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier*, Éditions Demi-Lune, [2003 pour la première édition en langue anglaise] ». *Développement durable et territoires*. En ligne. Le 11 mai 2009.
- <<http://developpementdurable.revues.org/index8149.html>>. Consulté le 9 août 2009.
- Servet, Jean-Michel (dir. publ.). 1999. *Une économie sans argent : Les Systèmes d'Échange Local.* Paris : Éditions du Seuil, 344 p.
- Shiva, Vandana. 1988. *Staying Alive : Women, Ecology and Survival in India.* New Delhi : Kali for Women, 224 p.
- Stiglitz, Joseph E. 2002. *La grande désillusion.* Paris : Fayard, 360 p.
- Sogge, David. 2003. *Les mirages de l'aide internationale. Quand le calcul l'emporte sur la solidarité.* Coll. « Enjeux planète ». Tunis : Écosociété et al., 330 p.
- Vercellone, Carlo. 2004. « Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitif ». *Géographie Économie Société*, 2004/4, vol. 6, p. 359-381.

ANNEXE 3 | POUR EN SAVOIR PLUS...

Livres et articles :

Bang, Jan Martin. 2005. *Ecovillages : A Practical Guide to Sustainable Communities*. Edinburgh : F l o r i s Books, 284 p.

Berr, Éric et Jean-Marie Harribey (dir. publ.). 2006. *Le développement en question(s)*. Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux, 344 p.

Boulianne, Manon. 2005. « Développement autrement, construire un autre monde ou sortir de la modernité » (entrevue avec Arturo Escobar). *Anthropologie et Sociétés*. vol. 29, no 3, p. 139-150.

Norberg-Hodge, Helena. 2009. *Ancient Futures : Lessons from Ladakh for a globalizing World*. San Francisco : Sierra Club Books, 226 p.

Rabourdin, Sabine. 2005. *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes*. Paris : Delachaux et Niestle, 224 p.

Shiva, Vandana. 2004. *La vie n'est pas une marchandise : Les dérives des droits de propriété intellectuelle*. Tunis : Écosociété, 159 p.

Latouche, Serge. 1991. *La planète des naufragés : essai sur l'après-développement*. La Découverte.

Bernard, Michel, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin (dir. publ.). 2003. *Objectif décroissance. Vers une société viable*. Montréal : Écosociété, 262 p.

Sites Internet :

APRÈS-DÉVELOPPEMENT

Réseau International pour des Alternatives Culturelles au Développement (RIACD)

(réseau international constitué de chercheurs, d'activistes, d'analystes, coordonné par l'Institut Interculturel de Montréal) :

www.iim.qc.ca

www.iim.qc.ca/html/body_incadf.html

Le Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-Développement (ROCADE)

(réseau d'échange d'information sur le post-développement) : www.apres-developpement.org

Le mouvement pour le Bonheur National Brut : www.gnh-movement.org

ÉCOVILLAGES

Écovillage TerraVie, dans les Laurentides du Québec : www.terravie.org

Le Guide des écocommunautés du Québec : www.ecocommunautés-qc.org

Le Global Ecovillage Network (GEN) : www.gen.ecovillage.org

SEL

Les Accorderies (Montréal, Québec, Trois-Rivières et Shawinigan) : www.accorderie.ca

Le réseau JEU, Jardin d'Échange Universel (Montréal, Québec, Sherbrooke, Sept-îles, les Laurentides, l'Outaouais et les Cantons-de-l'Est) : www.monjeu.org

Part-Sel (Montréal, Petite-Patrie) : www.crac-petite-patrie.ca

SEL BECS, Banque d'échange communautaire de services (Montréal) : www.becs.ca

Troc2L (Laurentides et Lanaudière) : www.harmonieterre.org

Le REEL, Réseau d'échange et d'entraide local (Granby) : www.researeel.org

SEL Les Dons'heures (Québec) : www.lesdonheures.com

MOUVEMENT SLOW FOOD

Slow Food International : www.slowfodd.com

Slow Food Montréal : www.slowfoodquebec.com

Slow Food Montérégie : www.slowfoodmonteregie.com

La journée internationale de la lenteur : www.lenteur.org

Le Slow Movement : www.slowmovement.com

SIMPLICITÉ VOLONTAIRE, DÉCROISSANCE ET VILLES EN TRANSITION

Le Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire (RQSV) : www.simplicitevolontaire.info

Le Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC) et le journal l'Objecteur de croissance : www.decroissance.qc.ca

Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable : www.decroissance.org

Réseau mondial francophone des Villes en transition : www.villesentransition.net

Le Transition Bus : www.transitionbus.org

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Via Campesina : www.viacampesina.org/fr/

Union Paysanne : www.unionpaysanne.com

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Équiterre : www.equiterre.org

Des Mains pour Demain : www.desmainspourdemain.org

Médecins aux pieds nus : www.mapn.ca

Comité Solidarité Trois-Rivière : www.cs3r.org

Carrefour Tiers-Monde : www.carrefour-tiers-monde.org

Alternatives (Projet des Jardins sur les toits) : www.alternatives.ca

Comité pour les Droits humains en Amérique latine (CDHAL) : www.cdhal.org

Développement et Paix : www.devp.org/devpme/main-fr.html

Entraide missionnaire : www.web.net/~emi/

Autres membres de l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale) : www.aqoci.qc.ca

STAGES INTERNATIONAUX

Québec sans frontières : www.quebecsansfrontieres.com

International Society for Ecology and Culture (ISEC), stages Learning from Ladakh : www.isec.org.uk

Jeunesse Canada Monde : www.jeunessecanadamonde.org

Katimavik : www.katimavik.org

Mer et Monde : www.monde.ca

Horizon Cosmopolite : www.horizoncosmopolite.com

AFS Canada : www.afscanada.org

Stages Alternatives : www.alternatives.ca/fra/organisation/programme-de-stages/

GROUPES DE RECHERCHE-ACTION (SENSIBILISATION, FORMATIONS, ATELIERS)

Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP-UQÀM) et L'organik, bulletin électronique hebdomadaire : www.gripuqam.org

Le CRAPAUD, Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable, comité autonome du GRIP-UQÀM : www.crapaud.info

Comité Aliments d'ici, Comité du GRIP-UQÀM (organise l'événement Vivre à l'échelle locale) : www.alimentsdici.info

Le réseau des Clubs-Santé du Québec : www.clubs-sante.org

Institut de santé naturelle Fleury-Rodet : http://www.institutdesante.org/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=33&Itemid=26

FORUMS SOCIAUX

Forum social québécois (et forums régionaux) : <http://forumsocialquebecois.org/fr>

Forum social mondial : www.forumsocialmundial.org

PÉTITIONS

Coalition souveraineté alimentaire : www.nourrirnotremonde.org

Développement et paix (souveraineté alimentaire) : www.devp.org/devpme/fr/education/educationcampaigh-fr.html

Comité de solidarité Trois-Rivières : www.stopponslesdepensesmilitaires.com

FILMS

De l'autre côté du développement. Apprendre du Ladakh, ISEC

Dirt! The movie, Bill Benenson, Gene Rosow, 2009

Le monde selon Monsanto, Marie-Monique Robin, 2007

CAMPAGNES ET GUIDES D'ACTION

Équiterre, Je m'active dans mon quartier : www.equiterre.org/projet/campagne-je-mactive-dans-monquartier

Équiterre, Trousse à la soupe (sensibilisation à l'alimentation responsable) : www.equiterre.org/solution/trousse-a-la-soupe

Équiterre, Guide du vêtement responsable : www.equiterre.org/solution/guide-du-vetement-responsable

Des Mains pour Demain, La revue Villages solidaires (guide pour commencer un jumelage) : www.desmainspourdemain.org/villagessolidaires.html

Carrefour Tiers-Monde, Le tourisme durable : À la rencontre d'un autre monde : www.carrefour-tiers-monde.org/04_tourisme-durable/tourisme-durable.php

Association des jardiniers maraîchers du Québec, Mangez Québec! : www.mangezquebec.com